



UFR Histoire, arts et archéologie

Département Documentation, Archives, Médiathèque et
Édition

Master Information, Documentation

Parcours Valorisation Numérique du Patrimoine: Archives et
Images

MÉMOIRE DE MASTER 1

De l'actualité aux archives: penser les enjeux mémoriels et
documentaires de la presse quotidienne régionale

ZENDJEBIL Lina

Sous la direction de Frédérique Alexandra Gaillard

2025

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
INTRODUCTION	4
PARTIE I - IMMERSION DANS LES ARCHIVES D'UN QUOTIDIEN RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS À LA DÉPÊCHE DU MIDI	8
A. DU JOURNAL A SON COEUR DOCUMENTAIRE: PRÉSENTATION DE LA DÉPÊCHE DU MIDI	9
a. Historique et organisation générale	9
b. Présentation du service documentation et archives	12
B. LES MISSIONS AU SEIN DU SERVICE	14
a. Les missions quotidiennes	15
b. Les missions secondaires	17
C. UN MODÈLE D'ARCHIVES JOURNALISTIQUES EN MUTATION: LE CAS DE LA DÉPÊCHE DU MIDI	20
a. État des lieux des archives journalistiques	21
PARTIE II - LES ARCHIVES DE LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE : UN RÔLE PATRIMONIAL ET IDENTITAIRE	25
A. LA PHOTOGRAPHIE DANS LA PRESSE RÉGIONALE : DE L'ACTUALITÉ À LA MÉMOIRE	26
a. Prémices et évolution de la photographie de presse	26
b. Le rôle de l'image dans la presse	29
c. L'image d'archives, une image en devenir ?	31
B. LA PRESSE RÉGIONALE COMME TÉMOIN ET ACTEUR DE L'HISTOIRE LOCALE	34
a. Enjeux de conservation et statut patrimonial	34
b. Presse et mémoire collective	39
c. Documentation des événements et construction d'une identité locale et culturelle	43
PARTIE III - PENSER LES ARCHIVES DE PRESSE AUJOURD'HUI: ENTRE ENJEUX DOCUMENTAIRES, ACCÈS PUBLIC ET STRATÉGIES DE VALORISATION	48
A. LES CONTOURS MOUVANTS D'UNE ADAPTATION PERMANENTE	49
a. Des métamorphoses profondes	49
b. Les paradoxes d'une gestion documentaire numérique	54
c. Numériser et archiver: des politiques internes hésitantes	59
B. VERS UNE OUVERTURE RAISONNÉE:	61
ENJEUX D'ACCÈS, VALORISATION ET OUVERTURE AU PUBLIC	61
a. Une valorisation différenciée: initiatives publiques et stratégies internes d'ouverture	62
b. Circulation des archives: obstacles juridiques	66
c. L'automatisation documentaire: perspectives ou mirage ?	69
CONCLUSION	72

BIBLIOGRAPHIE
ANNEXES

74
83

INTRODUCTION

« On ne naît pas image d'archives, on le devient. »¹ Par cette formule saisissante, Julie Maeck et Matthias Steinle rappellent que l'image d'archives, loin d'être une donnée brute ou encore une trace neutre, est le produit d'une requalification culturelle, sociale et institutionnelle. En effet, elle semble être le fruit d'une temporalité décalée et d'un processus de transformation qui, en modifiant le statut d'un document, d'un article, d'une photographie, fait basculer l'éphémère dans le durable, l'actualité dans la mémoire, et le flux dans le fonds. Dans ce devenir-archive se joue une forme de tension naissante, entre instantanéité de la production médiatique et longévité des usages patrimoniaux. La presse, en tant que fabrique quotidienne de récits, participe consciemment ou non à un travail de documentation du présent pouvant nourrir la mémoire collective. Si cette réflexion s'applique à l'ensemble des médias, elle prend un relief particulier dans le cas de la presse régionale. En effet, à l'écart des grands titres nationaux, cette dernière accompagne les territoires, suit les évolutions sociales, économiques ou culturelles locales et consigne au fil des jours, les petites et grandes histoires du quotidien. Cette dernière constitue un formidable outil de mémoire vive, au croisement de l'intime et du collectif. A ce titre, les archives qu'elle produit ne relèvent pas seulement d'un usage professionnel ou journalistique mais documentent également les lieux, les voix, les figures d'un monde en perpétuel changement et deviennent ainsi les témoins silencieux d'un ancrage local. Ces archives, que l'on qualifie aujourd'hui de journalistiques, recouvrent une diversité de formes comportant des articles, des photographies, des maquettes ainsi que des documents internes et se trouvent donc au cœur d'enjeux croisés historiques, sociaux mais aussi techniques, juridiques ainsi que politiques. De plus, fondues dans un contexte marqué par la fragilisation des titres imprimés, la concentration des groupes de presse et la transformation profonde des usages numériques depuis des décennies, les archives de presse régionale apparaissent plus que jamais comme de réels objets hybrides au confluent du document et du patrimoine. Leur devenir interroge alors directement la manière dont les sociétés contemporaines conservent, transmettent et valorisent leurs récits territoriaux. Par ailleurs, il s'agira de s'interroger sur ce que nous conservons véritablement lorsque nous parlons d'archives de presse. De ce fait, au-delà du simple empilement de journaux anciens, ce sont bien des récits fragmentés de la réalité, des images de sociétés successives ainsi que des visions du monde situées dans le temps. La mémoire que ces documents construisent n'est en effet ni spontanée ni linéaire mais bien éditorialisée, parfois orientée et toujours située. Ainsi, c'est dans cette perspective

¹MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. (dir.) *L'image d'archives. Une image en devenir.* Rennes : PUR, 2016, 339 pages.

que s'inscrit la notion de mémoire collective telle qu'élaborée par Maurice Halbwachs² qui rappelait dès les années 1920 que la mémoire d'un groupe est façonnée par les cadres sociaux dans lesquels il évolue. En ce sens, les archives de presse ne sont pas de simples témoins mais sont également productrices de mémoire en ce qu'elles sélectionnent, hiérarchisent et donnent sens aux événements du quotidien. Toutefois, là où l'historien Pierre Nora³ insiste sur la distinction entre mémoire vive et mémoire instituée, les archives journalistiques apparaissent comme un entre-deux portant à la fois la trace d'un événement vécu et celle d'une forme médiatisée, transformée et souvent éphémère. Par ailleurs, la mémoire vive désigne la mémoire immédiate, vécue et incarnée dans les récits individuels ou familiaux et transmise de manière orale ou émotionnelle. Cette dernière est fluide, fragile, en constante recomposition et souvent marquée par l'expérience directe des événements tandis que la mémoire instituée correspond à une mise en forme collective et légitime du souvenir, généralement prise en charge par des structures telles que les musées, les institutions patrimoniales et dans le cas qui nous intéresse, certains médias. Elle implique des choix de conservation, des hiérarchies et une sorte de stabilisation dans le temps. Or, les archives se retrouvent précisément au rendez-vous de ces deux régimes mémoriels puisqu'elles captent des fragments de mémoire vive en étant créées dans l'urgence de l'actualité, mais leur archivage et leur réutilisation ultérieure participent à leur institutionnalisation en mémoire collective. Ainsi, loin d'être des archives « officielles », les fonds de presse sont des archives « grises », donc précieuses mais instables, longtemps délaissées des politiques patrimoniales classiques. Dans ce cadre, la presse quotidienne régionale (PQR) occupe une place singulière dans le paysage médiatique français. Aux côtés de la presse quotidienne nationale (PQN), à vocation davantage généraliste et centralisée, ainsi que de la presse hebdomadaire régionale (PHR), davantage locale et thématique, la presse quotidienne régionale s'inscrit dans un entre-deux spécifique: celui d'un ancrage territorial fort, avec une mission de proximité mais une temporalité toutefois rapide, ainsi dictée par le rythme quotidien de l'actualité. Cette dernière se fait le relais des dynamiques locales, des mouvements sociaux invisibles au niveau national et des figures ordinaires de la vie publique. En cela, la presse quotidienne régionale documente l'histoire des territoires, autant qu'elle informe les habitants qui y vivent. Or, c'est précisément cette double fonction informative et mémorielle qui rend ses archives si précieuses. La photographie de presse, dans ce contexte précis, est un élément clé. Prise sur le vif et souvent sans ambition explicitement patrimoniale immédiate, elle peut néanmoins devenir

² ORIANNE, Jean-François. Collective ou sociale ? La mémoire neuve de Maurice Halbwachs. *Neuropsychologie*. [en ligne]. 2018, p. 293-297. Disponible sur:

<<https://stm.cairn.info/revue-de-neuropsychologie-2018-4-page-293?lang=fr>> (consulté le 14.05.2025)

³ NORA, Pierre. *Les lieux de mémoire*. Paris: Gallimard, 1997, 1664 pages.

une trace immuable lorsqu'elle capture une scène de rue disparue, un visage oublié ou un événement aujourd'hui considéré comme fondateur. Mais cette bascule du document éphémère à l'image patrimoniale ne se fait pas automatiquement car en effet, elle suppose un travail de conservation, de classement et de valorisation, soit autant de gestes professionnels qui relèvent des sciences de l'information et des archives. De ce fait, c'est précisément là que se joue un enjeu majeur qui est le suivant: si les journaux produisent une mémoire, encore faut-il qu'elle soit organisée, transmise et ouverte au public. Sans cela, en effet, cette dernière risque de se perdre dans l'obsolescence technique, les serveurs fermés ou encore dans les stocks oubliés. Pour ce faire, il faut avant toute chose, considérer que dans un monde où le numérique transforme grandement et radicalement les pratiques documentaires, où les bases de données ainsi que les outils de recherche automatisés ou encore la circulation instantanée des contenus, modifient notre rapport au temps et à l'information, les archives journalistiques deviennent un terrain d'analyse crucial. Elles interrogent notre manière de faire mémoire, d'écrire l'histoire locale, mais aussi de penser l'accessibilité, la conservation et la légitimité des traces médiatiques. Ainsi, au cœur de ce travail, un exemple s'impose: celui de *La Dépêche du Midi*, quotidien régional centenaire, ancré dans le paysage occitan, qui constitue un terrain privilégié pour observer ces tensions, ces dynamiques et ces possibles. Dans cette perspective, ce mémoire se propose d'analyser en profondeur les modalités de patrimonialisation et les usages mémoriels des archives journalistiques, à travers le cas spécifique de *La Dépêche du Midi*. Ainsi, il vise ainsi à répondre à la problématique suivante:

Comment les archives journalistiques d'un quotidien régional contribuent-elles à la patrimonialisation de l'histoire locale et à la construction d'une mémoire collective, tout en soulevant des enjeux cruciaux de conservation, de valorisation et d'accessibilité?

Pour tenter d'y répondre, l'analyse s'organisera en trois grandes parties. La première partie, à visée principalement descriptive et méthodologique, prend appui sur une immersion de terrain réalisée dans les archives de *La Dépêche du Midi*, à travers un stage long mené au sein du service. Cette partie propose une étude de cas approfondie du fonctionnement du service, des missions quotidiennes et ponctuelles confiées à la documentaliste-archiviste, ainsi qu'un état des lieux des fonds conservés, des outils mobilisés ainsi que des tensions internes entre mémoire et logique de production.

La deuxième partie adopte une approche plus réflexive, afin de recontextualiser l'exemple de *La Dépêche du Midi* dans une dynamique plus large. Il s'agira de cerner le rôle identitaire et patrimonial joué par la presse quotidienne régionale dans la documentation des territoires, avec un focus particulier sur la photographie de presse comme vecteur de

mémoire, mais aussi comme enjeu matériel de conservation. A travers plusieurs exemples, cette partie interroge également la manière dont la presse façonne une mémoire collective locale, tout en servant de témoin et acteur de l'histoire sociale et culturelle des régions.

Enfin, la troisième partie se concentre sur les enjeux contemporains liés à la gestion, à l'ouverture et à la valorisation des archives journalistiques à l'ère numérique. Cette dernière met en lumière les mutations en cours dans les pratiques documentaires telles que la numérisation ou encore la pérennisation des contenus, mais aussi les tensions entre accessibilité et contraintes juridiques telles que le RGPD, le droit à l'image ou encore la propriété intellectuelle, et enfin les perspectives d'évolution telles que l'intelligence artificielle, l'expansion de l'automatisation ainsi que les outils d'indexation. Enfin, un comparatif avec d'autres titres de presse équivalents, tout au long de ce travail, permettra de situer le cas de La Dépêche du Midi au sein d'un écosystème documentaire plus large, entre retards, expérimentations et nouvelles opportunités.

PARTIE I

IMMERSION DANS LES ARCHIVES D'UN QUOTIDIEN RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS À LA DÉPÈCHE DU MIDI

Afin de comprendre le rôle patrimonial, mémoriel et identitaire que peuvent jouer les archives de presse dans les territoires, il est essentiel d'en examiner les modalités concrètes de production, de conservation et de valorisation. Avant d'analyser les enjeux plus théoriques liés à la mémoire collective ou encore à l'histoire locale, il apparaît donc nécessaire de poser un socle d'observation à partir d'un cas spécifique: celui du journal La Dépêche du Midi (DDM). Quotidien régional emblématique du Sud-Ouest, La Dépêche du Midi constitue un acteur central de la presse quotidienne régionale française. Depuis plus de 150 ans, elle documente, sélectionne, hiérarchise et archive les événements du quotidien, tout en affirmant une ligne éditoriale forte. Ce rôle, à la fois informatif et politique, a évolué au fil des mutations technologiques et éditoriales, tout en conservant un ancrage territorial très marqué. Cette première partie propose alors une immersion au sein du journal à travers une double démarche, tout d'abord, un retour sur les grandes étapes de son histoire et sur son évolution structurelle, éditoriale et économique et d'autre part, une analyse plus précise du fonctionnement interne du service documentation/archives, fondée sur une expérience de stage menée au sein de ce service. L'enjeu de ce chapitre est ainsi de montrer comment un quotidien régional s'organise concrètement afin de constituer ses propres archives, quelles logiques guident leur traitement et comment ces dernières participent, parfois malgré elles, à la fabrique d'une mémoire collective locale.

A. DU JOURNAL A SON COEUR DOCUMENTAIRE: PRÉSENTATION DE LA DÉPÈCHE DU MIDI

Avant d'analyser le rôle que peut jouer un service d'archives dans un quotidien régional, il est nécessaire de revenir sur l'histoire, les valeurs fondatrices et l'organisation actuelle du journal qui en constitue le cadre. Fondée en 1870 à Toulouse, La DDM s'est très tôt imposée comme un organe de presse engagé, à la fois républicain, populaire et régional. En tant que quotidien, elle a traversé les grandes mutations politiques, sociales, techniques et économiques du XXème siècle, tout en s'adaptant aux nouvelles exigences de l'information. Son ancrage, sa longévité, sa capacité à documenter le territoire et à le mettre en récit à travers ses multiples éditions font d'elle bien plus qu'un média d'actualité puisqu'en effet, La DDM est aussi un acteur culturel, politique et identitaire de la région Occitanie. L'objectif de cette sous-partie est alors de retracer les grandes étapes de son évolution, depuis sa naissance jusqu'à structuration contemporaine en groupe de presse multimédia, en passant par ses choix éditoriaux, ses lignes politiques, ses transformations techniques ou encore ses logiques économiques. Cette mise en contexte permettra ensuite de mieux comprendre l'organisation et les missions du service documentation/archives qui, au sein de cette structure, assure la mémoire vivante d'un siècle et demi d'événements locaux, nationaux et internationaux.

a. Historique et organisation générale

Il est tout d'abord nécessaire d'embrasser le journal dans sa globalité, son identité éditoriale, ses ancrages, son histoire et sa structuration interne. Tout d'abord, c'est dans un moment de bascule historique que naît La Dépêche du Midi, en octobre 1870, à Toulouse. La République vient d'être proclamée, la guerre franco-prussienne fait rage, et dans l'urgence politique de l'époque, des dépêches officielles sont affichées sur les murs de la Préfecture pour tenir la population informée. Ces bulletins deviendront, sous forme d'un feuillet de quatre pages, le premier numéro d'un journal qui ne cessera dès lors de croître. Cette naissance fondatrice, à la croisée du politique et de l'information, dit déjà quelque chose de l'ADN du journal. Dès ses origines, La Dépêche affiche un positionnement clair qui est celui d'un quotidien républicain, laïc et engagé. Le sous-titre qui figure encore aujourd'hui sous la bannière du journal « Le journal de la démocratie » n'est pas un simple slogan mais une expression pleine de revendication. En effet, ce dernier revendique un ancrage fort dans les combats humanistes, sociaux et politiques. A la fin du XIX^{ème} siècle, la presse régionale est un outil de formation civique. Dans des territoires encore largement ruraux et inégalement alphabétisés, elle agit comme une médiatrice entre les institutions, les réformes nationales et les réalités locales. La Dépêche incarne alors cette mission

pédagogique tout en assumant des prises de position franches. Au fil du XX^e siècle, le journal continue d'évoluer dans une société en mutation. Dans l'après-guerre, il s'impose comme un acteur régional majeur, avec un rayonnement qui dépasse les frontières occitanes. Durant les « Trente Glorieuses de la presse », selon l'expression utilisée par Jean-Michel Baylet, *La Dépêche* connaît une véritable période d'expansion, tant économique qu'éditoriale. La presse écrite règne encore sans partage, la radio est encore marginale, la télévision naissante, ce qui permet au journal de devenir un pilier d'information, un marqueur d'identité pour les habitants du Sud-Ouest. Cependant, cette visibilité et cette liberté de ton ne sont pas sans conséquences puisque le journal est régulièrement pris pour cible. En effet, dans les années 1950 et 1960, son opposition à certaines orientations politiques, notamment au référendum gaulliste de 1958, ou encore à la montée du mouvement poujadiste, lui valent menaces, alertes à la bombe, courriers d'insultes, voire tentatives d'intimidation physique. Jean Baylet, alors directeur du journal, ira jusqu'à porter une arme sur lui et faire mettre sa famille à l'abri, tant la tension est palpable à cette période. Le journal devient donc un véritable lieu de résistance intellectuelle et civique. Toutefois, la mort accidentelle de Jean Baylet survenue en 1959 marque un tournant pour le journal. Evelyne-Jean Baylet, son épouse, reprend alors les rênes de l'entreprise et devient une figure emblématique, dirigeant le journal pendant plus de trois décennies avec une rigueur impressionnante, une exigence langagière redoutée, même pour François Mitterrand dont elle corrigea une tribune ainsi qu'un engagement inébranlable pour l'indépendance de son média. Elle incarnera longtemps *La Dépêche* et renforcera sa ligne éditoriale, fidèle à ses valeurs fondatrices. Par ailleurs, les années 1970 et 1980 sont celles des grandes mutations structurelles. En 1979, *La Dépêche* quitte ses locaux historiques du 57 rue Bayard pour s'installer dans un bâtiment moderne, reflet d'un journal désormais industriel. Ainsi, au fil des siècles et des décennies, la DDM dépasse largement son ancrage initial toulousain pour devenir la tête de pont d'un groupe de communication régional de très grande ampleur. Son expansion territoriale a été stratégique et lui a permis, tel qu'il se présente aujourd'hui, de contrôler plusieurs titres majeurs de la presse quotidienne et hebdomadaire régionale. Par ailleurs, des quotidiens départementaux tels que *L'Indépendant* pour Perpignan, *La Nouvelle République des Pyrénées* pour Tarbes ou *Le Petit Bleu d'Agen* pour le Lot-et-Garonne sont également largement diffusés, et enfin d'autres nombreux hebdomadaires locaux tels que *La Gazette du Comminges*, *Le Villefranchois* ou *Le Journal de Millau* se sont également déployés sur le territoire. Enfin, l'expansion territoriale du groupe *La Dépêche* ne s'est pas tenue à l'écart du domaine sportif, puisqu'en effet, le journal *Midi Olympique (MidOI)* diffusé au niveau national et spécialisé dans le rugby est actuellement numéro 1 en notoriété et en audience. Dans les années 2000, confronté aux défis de la numérisation, le journal s'adapte et développe un site Internet, diversifie ses supports et expérimente de nouveaux formats

éditoriaux. En 2015, il réalise une opération de croissance externe majeure en absorbant *Midi Libre*, *L'Indépendant* et *Centre Presse*, devenant ainsi l'un des plus importants groupes de presse régionale en France. Cette expansion territoriale épouse celle de la région Occitanie, et positionne le groupe comme un acteur stratégique de l'information locale. En outre, à cela s'ajoute une présence audiovisuelle par le biais de la reprise de la chaîne *viaOccitanie* en 2021. Ainsi, cette diversification numérique et multimédia fait du Groupe La Dépêche un acteur incontournable de la région, sans équivoque. En effet, selon Eric Tortech, responsable prépresse du groupe:

« La DDM revendique aujourd'hui plus de 300 000 exemplaires papier vendus chaque jour, une audience numérique de 4,4 millions de visiteurs uniques par mois, un maillage territorial de 33 agences et plus de 3000 correspondants locaux. »

Enfin, l'histoire de La Dépêche est aussi celle de ses résistances. À plusieurs reprises, le journal a échappé à des tentatives de rachat, notamment par *Le Monde* en 1999. Mais l'attachement à son indépendance économique est présenté comme le socle de sa liberté éditoriale. Selon les mots de Jean-Michel Baylet exprimés dans un livret publié en interne en 2021 : « ses dirigeants ont l'esprit combatif. Ils se sont attachés à défendre cette autre forme d'indépendance: la maîtrise économique de l'entreprise, seule garante de la liberté d'action, de la souveraineté et de la gouvernance. ». Du feuillet toulousain de 1870 au groupe multimédia régional d'aujourd'hui, La Dépêche du Midi n'a cessé de conjuguer enracinement territorial et adaptation stratégique. Son histoire est traversée par les soubresauts politiques, les transformations technologiques et les mutations de la presse. La DDM est à elle seule, un fragment vivant de l'histoire médiatique et démocratique du pays. Effectivement, l'histoire mouvementée de La Dépêche du Midi a toujours été étroitement liée à la manière dont elle a su structurer et faire évoluer son organisation interne. Si ses débuts artisanaux reposaient sur une équipe restreinte et un ancrage local fort, le journal est aujourd'hui à la tête d'un groupe multimédia comptant plus de 1500 salariés, répartis sur 33 agences locales et épaulés par près de 3000 correspondants locaux. Cette densité territoriale permet au journal de maintenir un lien de proximité avec ses lecteurs, tout en assurant une couverture fine des événements locaux. En effet, la gouvernance du groupe reste profondément marquée par son ancrage familial. Jean-Michel Baylet, président-directeur général du groupe et héritier de cette longue lignée, revendique encore aujourd'hui une indépendance capitaliste qui protège la ligne éditoriale des influences extérieures. Cette indépendance permet également au journal de prendre des positions politiques ou sociales sans avoir à subir la pression d'actionnaires extérieurs. Cette volonté de préserver un pilotage « en famille », loin des grandes concentrations médiatiques, est régulièrement mise en avant comme un rempart contre la standardisation de l'information. Ainsi, l'ensemble des titres du groupe est organisé autour de plusieurs pôles structurants,

parmi eux: le pôle rédaction centrale, basé à Toulouse et qui coordonne les grandes orientations éditoriales, gère les rubriques nationales et internationales, tout en harmonisant les lignes graphiques et narratives. Il y a également les rédactions locales, dans chaque agence départementale ou sous-régionale et qui produisent quotidiennement du contenu lié à la vie politique, sociale, sportive et associative de leur territoire. Le pôle prépresse centralise les opérations de mise en page, de vérification et de préparation des éditions papier comme numériques. C'est aussi lui qui orchestre la chaîne de production graphique entre les journalistes, les graphistes et les rotatives. Le pôle numérique, quant à lui, est en charge du site ladepeche.fr ainsi que des réseaux sociaux. Ce dernier pilote la stratégie de diffusion digitale: réactivité, vidéos, newsletters, formats courts ou interactifs. Il y a ensuite le service communication et événementiel qui assure la présence du journal dans les grands événements régionaux, mais aussi l'organisation d'événements propres au groupe. Enfin, le service documentation et archives qui joue un rôle discret mais fondamental que nous développerons en suivant. Ce dernier est chargé de collecter, indexer, classer et conserver l'ensemble de la production du journal. On peut également noter que le groupe dispose de régies publicitaires, de centres d'impression, d'une maison d'édition, ainsi que de filiales. Cette diversification traduit une stratégie d'adaptation économique face à la crise de la presse imprimée. Enfin, ce maillage de services est pensé de manière souple et réactive, dans un contexte où les temporalités de l'information se sont accélérées. L'arrivée du numérique a transformé en profondeur les méthodes de travail, les attentes du lectorat mais également les dynamiques internes entre services. La rédaction web, par exemple, travaille en horaires décalés, parfois jusqu'à minuit, pour garantir une information en continue. Les services documentation et iconographie doivent répondre dans l'urgence à des demandes d'illustration ou de recherche iconographique, même pour des faits survenus il y a plusieurs décennies. C'est donc dans ce réseau complexe de circulation de l'information que s'inscrit l'activité du service documentation/archives que nous allons désormais présenter, souvent invisible mais pourtant importante pour nourrir l'histoire du journal autant que celle du territoire qu'il couvre.

b. Présentation du service documentation et archives

Le service documentation, composé initialement de deux documentalistes, n'est aujourd'hui plus occupé que par Véronique Secches, qui assure également la gestion des archives. Ce service est situé dans les locaux de la Dépêche du Midi, accolé au pôle rédaction, et séparé du service des archives, à proprement dit, par un simple couloir. Il se compose de deux pièces imbriquées: une première salle, ouverte sur l'entreprise, et une seconde plus confidentielle, contenant le bureau de cette dernière. Dans la première salle, nous pouvons trouver deux stockeurs rotatifs motorisés verticaux, contenant des boîtes

d'archives classées par thématiques, ainsi que des reliures papier du journal MidOI⁴, allant de 1965 à 2025. Nous y trouvons également des exemplaires plus anciens, notamment les « Supplément Illustrés », hebdomadaires parus entre 1900 et 1910, véritables témoins d'une époque révolue. Ces documents sont aujourd'hui précieusement conservés par Véronique, qui les garde à l'écart autant que possible. En effet, cette première salle étant accessible à d'autres services de l'entreprise via une clé passe-partout, il n'est alors pas rare que des journalistes, notamment sportifs, viennent y consulter, parfois même y emprunter, des documents sans en référer au service documentation. Ce phénomène, relativement toléré par l'ensemble de la structure, pose de véritables enjeux de préservation. Certaines éditions anciennes, laissées alors en libre accès, ont été détériorées: pages déchirées, photographies grossièrement découpées, documents demeurant alors lacunaires. Véronique elle-même confiait lors d'un échange:

« Je suis parfois obligée de cacher certaines choses. Quand je suis tombée sur les Suppléments Illustrés en fouillant les vieux fonds, je me suis dit que si quelqu'un tombait dessus sans faire attention, ce serait fichu. Il faut que je protège ces trouvailles. »

J'ai moi-même pu constater l'état de dégradation avancée de certaines reliures, dont les étiquettes étaient usées jusqu'à les rendre presque illisibles. Ces situations révèlent bien la fragilité de la mémoire journalistique lorsqu'elle n'est pas soutenue par une politique claire de conservation et de circulation. Le travail que Véronique effectue chaque jour, en tant que documentaliste et archiviste, est pourtant essentiel au bon fonctionnement du journal. Sans elle, retrouver une photographie prise à une date précise ou encore vérifier des informations visuelles publiées des décennies plus tôt relèverait presque de l'impossible. C'est aussi elle qui, par ailleurs, prend en charge l'entretien des archives en cours de numérisation, veillant à leur rangement et leur intégrité. Elle agit seule dans un espace de plus en plus numérisé, avec des enjeux croissants de fiabilité et de traçabilité documentaire.

« Ce service, mon travail, on le considère peu ou on l'oublie souvent », a-t-elle confié. « Pourtant sans ça, on ne retrouverait jamais une image publiée en 1900 et quelques, tu vois. Presque personne ne sait utiliser Arcano⁵ correctement. On me sollicite tout le temps pour des recherches précises. ».

Par ailleurs, chaque matin, Véronique arrive parmi les premières dans les locaux. Ses missions étant doublées par deux, elle débute sa journée par celles consacrées à la documentation, en recevant les photographies numériques prises par les journalistes la veille. Cette dernière vérifie alors les noms des personnes photographiées, recoupe les informations et effectue de nombreuses recherches en ligne pour s'assurer de l'exactitude des métadonnées. Lorsque le doute persiste, elle consulte alors les éditions papier pour

⁴ Abréviation courante au sein du journal pour désigner les Midi Olympique.

⁵ Outil d'indexation et de documentation utilisé à la DDM.

confirmer des éléments, comme les feuilles de match dans les pages sport. Une fois ce travail terminé, elle bascule dans son rôle d'archiviste. Elle traverse alors le couloir, et se rend dans le service archives, composé quant à lui de trois pièces, dont la plus grande, réfrigérée et contenant les archives du journal allant de 1870 à 2024, conservées dans des rayonnages mobiles à volant. Les deux autres pièces imbriquées sont, respectivement, la salle de lecture et de consultation des archives, ainsi qu'une pièce plus reculée et confidentielle contenant tous les journaux du mois et de l'année en cours, ainsi que d'autres éditions conservées.

B. LES MISSIONS AU SEIN DU SERVICE

Si l'histoire d'un journal comme La Dépêche du Midi s'est d'abord écrite à travers ses combats éditoriaux, ses prises de position politiques et son ancrage dans le territoire occitan, elle ne pourrait aujourd'hui se transmettre sans les rouages techniques, humains et intellectuels qui assurent la continuité, l'accessibilité et la mémoire de son contenu. Parmi ces rouages, le service documentation et archives occupe une place singulière à la croisée du passé et du présent et incarne à la fois un espace de gestion de l'information et un lieu de transmission patrimoniale, parfois méconnu du grand public mais absolument central dans le fonctionnement interne du journal. Souvent situé en retrait du tumulte rédactionnel, ce service assure pourtant une mission transversale, au confluent des besoins immédiats des journalistes, des demandes ponctuelles du public, des projets internes de valorisation patrimoniale ou encore des recherches historiques menées en partenariat avec des institutions ou à des fins éditoriales. Ce travail de l'ombre engage des compétences spécifiques en archivistique, documentation et en gestion de métadonnées que nous détaillerons dans cette sous-partie, mais également une forme de sensibilité historique et journalistique. Il requiert la faculté de penser dans la durée, d'anticiper des usages futurs, de distinguer ce qui, dans l'éphémère du quotidien, pourra résonner un jour comme patrimoine documentaire. Cette sous-partie s'attachera donc à explorer le rôle, les missions et les pratiques du service documentation et du service archives, ainsi que de leur spécificité au sein de la Dépêche du Midi, en s'appuyant à la fois sur l'observation de terrain, des entretiens ainsi que les outils numériques qui structurent son fonctionnement quotidien.

a. Les missions quotidiennes

En ce qui concerne les missions d'archiviste, j'ai pu apprendre à les effectuer moi-même tout en tenant compte des enjeux qu'elles revêtent. Tout d'abord, il était question d'un bulletinage quotidien des éditions papier du journal. En effet, chaque matin, les paquets de journaux du jour, livrés, sont répartis par département, pour un total de 13 éditions distinctes. Le protocole de tri est précis et rigoureux car en effet, les journaux sont d'abord déballés, puis disposés sur une grande table numérotée allant de 6 à 15, tandis que les trois dernières éditions (Toulouse, Ouest-Muret, Nord-Est Lauragais) sont simplement nommées sans numéro. Chaque emplacement est attribué à un département particulier et le numéro affilié se justifie par l'emplacement des camions de livraison qui se chargeaient de l'acheminement des journaux au XXème siècle. Ainsi: Le n°6 correspond au Lot, le n°7 à l'Aveyron, le n°8 aux Hautes-Pyrénées, le n°9 au Lot-et-Garonne, le n°10 au Tarn-et-Garonne, le n°11 au Gers, le n°12 à l'Aude, le n°13 au Tarn, le n°14 à l'Ariège, et le n°15 au Comminges (voir carte ci-dessous).

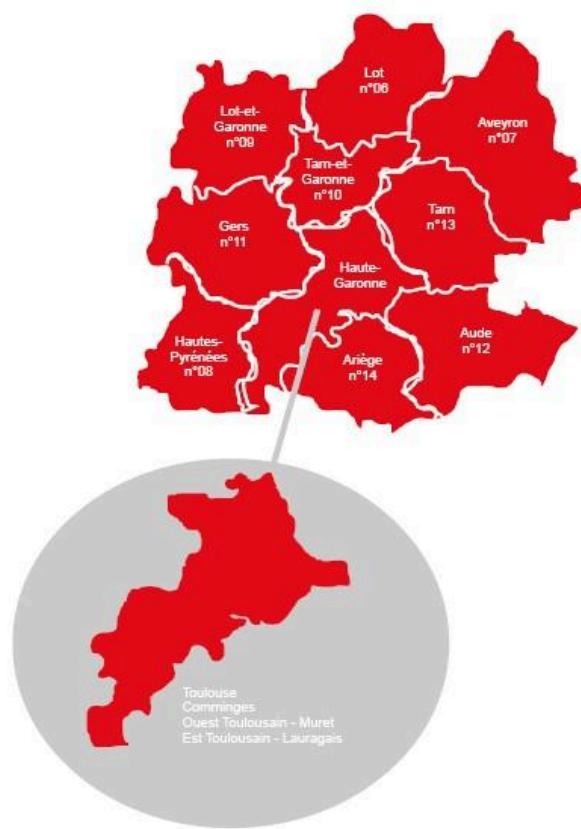


Figure 1– Carte des départements numérotés, desservis par la Dépêche du Midi.
(réalisation de l'auteure)

Ainsi, une fois les éditions installées, entre cinq et dix exemplaires de chaque sont sélectionnés afin de constituer deux piles distinctes: une première pile de conservation mensuelle qui est donc conservée sur un mois glissant, puis une seconde pile de conservation annuelle qui elle, est conservée sur une durée d'un an, à date fixe. De plus, chaque jour, un exemplaire supplémentaire de chaque édition est mis de côté dans un placard dédié, en vue d'être envoyé à la reliure. Une fois par mois, tous ces journaux sont regroupés et expédiés à Montpellier où ils sont assemblés en reliures rouges cartonnées. Ainsi, à l'issue de cette opération, 13 reliures sont créées par an, correspondant alors à chaque édition régionale. Cette étape est d'une importance cruciale puisqu'elle assure la constitution physique et durable des archives papier du journal, véritable mémoire matérielle de l'année écoulée. Par ailleurs, afin d'optimiser le feuilletage des piles conservées, les journaux sont empilés en alternant leur sens. Après avoir été étiquetée avec les numéros de chaque département, la pile est ensuite rangée dans les rayonnages mobiles à volant. Ce protocole implique alors un roulement permanent puisque chaque jour, deux piles doivent être retirées pour faire place aux deux nouvelles. Prenons un exemple: si nous sommes le 23 janvier 2025, on retire alors la pile du 23 décembre 2024 (qui correspond à la conservation mensuelle), puis celle du 23 janvier 2024 (qui correspond quant à elle à la conservation annuelle). Mais alors, qu'en est-il des piles retirées? Sont-elles perdues définitivement?

Cette question soulève un point crucial. En effet, les exemplaires ainsi retirés ne sont ni perdus, ni détruits sans suite à proprement dit, car, comme nous l'avons évoqué avec l'expédition à la reliure, ils ont d'ores et déjà fait l'objet d'une étape intermédiaire de conservation patrimoniale. De surcroît, le rayonnage mensuel, conservé sur une durée courte, permet de répondre à des demandes urgentes provenant de lecteurs, de partenaires institutionnels (comme les bibliothèques pour le dépôt légal), ou encore d'anciens abonnés. Ces exemplaires peuvent ainsi être envoyés par courrier, directement en version papier. En revanche, les piles annuelles, plus précieuses, ne peuvent être consultées que par le service d'archives lui-même. Elles servent à compléter une reliure défectueuse, ou à répondre à des recherches internes spécifiques. L'archiviste est alors seule à pouvoir y accéder, en garantissant leur bonne remise en place. Enfin, un exemplaire de l'édition de Toulouse est chaque jour mis à disposition dans la salle de lecture du service, afin de permettre sa consultation libre par les visiteurs et usagers autorisés.

Ainsi, ces missions de bulletinage, répétées quotidiennement et avec une extrême rigueur, constituent le socle du travail d'archiviste. Elles traduisent effectivement une tension entre le caractère purement éphémère de l'actualité et de la presse quotidienne régionale et le souci

de pérennisation, et incarnent alors pleinement le rôle du service dans la transmission d'une mémoire vivante de la presse régionale.

b. Les missions secondaires

Une fois les missions quotidiennes de bulletinage accomplies, il s'agit de traiter les demandes extérieures adressées au service d'archives ou documentation. Ces dernières proviennent majoritairement de particuliers, par mail, courrier ou parfois, plus rarement, par téléphone. Ces personnes sollicitent la DDM afin de retrouver des articles anciens, parfois vieux de plusieurs décennies voire d'un siècle, dans un but essentiellement personnel, professionnel ou généalogique. A titre d'exemple, il est fréquent de recevoir des demandes concernant d'anciens avis de décès, publiés dans un contexte particulier ou non. De ce fait, il semble bon de rappeler que la presse quotidienne régionale est parfois le seul témoin publié de certains événements ou faits divers. En effet, à ce titre, les archives de presse revêtent une valeur unique, comme le soulignait Anne-Sophie Marchetto, documentaliste chargée de la valorisation des archives pour le journal Sud-Ouest, lors d'un entretien:

« C'est la spécificité des archives de presse. Les faits divers, on ne les retrouve pas dans d'autres types de documents. Même pour la télé ou la radio, il est difficile d'avoir accès à des émissions précises. Le papier, la presse, pour beaucoup de personnes, c'est une valeur sûre. C'était là quand il n'y avait pas d'autres sources d'information. »

Ainsi, dans ce cadre, il faut alors retrouver la reliure correspondant à la période visée, si toutefois cela est possible. Or, très souvent, les personnes formulant ces demandes disposent rarement d'une date précise (ni jour, ni mois, ni parfois même année exacte). Ainsi, cela rend le travail particulièrement long et fastidieux. De plus, les reliures ne sont pas entièrement numérisées puisqu'en effet, à l'heure actuelle, seules les éditions antérieures à 1944 sont disponibles en ligne sur la BnF par le biais de Gallica. Dans la majorité des cas, le reste doit être consulté physiquement dans les rayonnages. Il faut alors localiser la ou les reliures concernées, les feuilleter scrupuleusement page par page, et espérer y trouver la trace recherchée. Une fois cela fait, il faut ensuite photographier ou scanner l'article demandé, puis le retourner à la personne demandeuse par voie numérique. Par ailleurs, ce travail, bien que chronophage, n'est pour l'instant pas rémunéré par l'entreprise, mais un projet de facturation des recherches documentaires est en cours de mise en place. De plus, les démarches peuvent également émaner de partenaires institutionnels ou professionnels tels que les journalistes internes ou externes, la direction générale ou encore des plateformes audiovisuelles telles que Netflix dans le cadre de projets documentaires. Ainsi, le même processus est engagé, bien que ces recherches puissent parfois nécessiter un investissement plus poussé en temps ou en vérifications. Cet aspect du métier d'archiviste, bien que peu visible, souligne le rôle crucial et important de la conservation des archives de

presse, un sujet que nous développerons davantage en profondeur dans la seconde partie de ce mémoire. Au-delà de ces missions centrales, d'autres tâches plus ponctuelles rythment le quotidien du service. En effet, le travail d'archiviste au cœur d'un si grand journal régional tel que la DDM implique également la gestion de découvertes, de trouvailles inattendues, issues de fouilles dans les vieux fonds enfouis. C'est ainsi que lors de mon arrivée, l'archiviste a découvert des exemplaires des « Suppléments Illustrés », hebdomadaires anciens datant des années 1900 à 1910, oubliés dans les profondeurs des archives. Cette redécouverte coïncidait avec une demande interne de la direction générale et de la rédaction: retrouver des dessins, croquis, publicités ou visuels anciens sur le thème de l'agriculture, en vue d'un projet éditorial. J'ai donc entrepris de parcourir ces suppléments, afin d'identifier des éléments potentiellement utiles. Ces publications comportaient surtout des illustrations humoristiques, des planches de bande dessinée parfois feuilletonnées, ainsi que des publicités illustrées en couleur ou en noir et blanc. Une de mes premières missions secondaires fut alors de sélectionner les illustrations pertinentes, dans le cadre de cette demande spécifique.⁶ Par ailleurs, j'ai également été amenée à porter la double casquette de documentaliste et d'archiviste, notamment à travers une mission de numérisation de photographies anciennes. J'ai pu en effet choisir un carton contenant des négatifs 6x6 correspondant à la thématique « divers », sur la ville de Toulouse entre les années 1960 et 1980. Ainsi, installée à mon poste, j'ai appris à manipuler des négatifs, à utiliser une table lumineuse mise à disposition pour les identifier, et à distinguer la face brillante (à placer vers le haut) de la face mate (vers le bas), condition indispensable à une numérisation fidèle, puisque un mauvais positionnement inverserait le négatif, compte tenu de la tête de lecture du scanner se situant sous la vitre de ce dernier. Afin de procéder à la numérisation de négatifs, il faut apprendre à se servir de divers outils numériques et à les comprendre, afin de pouvoir les paramétrier correctement. Tout d'abord, la numérisation s'effectue à l'aide d'un scanner à plat équipé de supports adaptés aux formats 6x6 ou 24x36mm. Il faut également maîtriser le pilote du scanner qui lui est associé⁷, car c'est sur ce dernier que l'on va calibrer les réglages de type format, résolution, données, dimensions, type de document, le type d'image, la résolution, etc.⁸ De plus, ce logiciel propose une prévisualisation via la fonction « aperçu » avant le scan final, pour garantir que l'image soit correctement cadrée. Par ailleurs, la fonction « miniature » permet de sélectionner la partie du négatif que nous souhaitons numériser.⁹ Chaque numérisation peut prendre plusieurs minutes, selon la résolution choisie, environ jusqu'à 3 minutes par photographie. Une fois les fichiers obtenus, ils sont directement affichés dans FotoStation, le logiciel de gestion

⁶ cf. annexe 1, p. 83.

⁷ EPSON Scan, pilote de configuration utilisé pour la numérisation.

⁸ cf. annexe 2, p. 84.

⁹ cf. annexe 3, p. 85.

documentaire utilisé à la DDM. Ce dernier nous permet de renseigner les métadonnées, c'est-à-dire toutes les informations liées à la photographie telles que le titre, la date, le lieu, les personnes identifiées, etc.

Ainsi, FotoStation est directement lié à l'ordinateur de sorte à ce que les négatifs qui sont numérisés soient également stockés dans le dossier « images » de ce dernier. De plus, le travail de description des photographies repose sur une normalisation stricte des métadonnées, appliquée de manière uniforme dans tout le service. La normalisation des données est le fait de structurer et uniformiser les informations associées à un document telles que le titre, la ville, la province d'état, la date de création, les crédits, etc. de sorte à ce qu'elles soient claires, cohérentes et surtout « trouvables » ou « recherchables » dans une base de données. Tout cela permet par la suite d'avoir des champs pré-remplis ou pré-définis, afin de faciliter l'indexation.

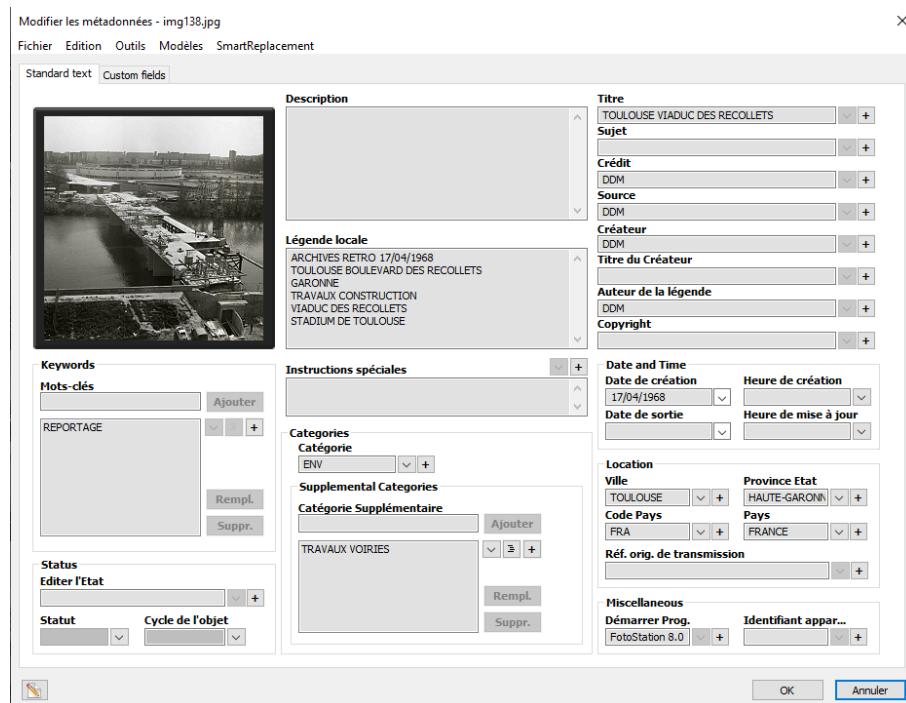


Figure 2– Capture d'écran de l'interface de Fotostation et de la normalisation des métadonnées.

En outre, il est également absolument nécessaire que ces métadonnées soient appliquées de la même manière, et au sein de la Dépêche du Midi, il est d'usage que toutes les informations soient saisies en majuscules, sans ponctuation ni caractères spéciaux. (apostrophe, tirets, virgules, points, etc) Par ailleurs, la légende doit systématiquement commencer par « ARCHIVES RETRO » suivie de la date complète de la photographie si disponible intégralement, et toujours au format JJ/MM/AAAA. De plus, le choix des mots-clés, en revanche, est laissé à l'appréciation du documentaliste ou de l'archiviste, en

l'absence d'un plan de classement prédéfini. Ce fonctionnement offre une certaine souplesse, mais il interroge aussi sur les risques d'incohérence à long terme, une problématique que nous aborderons ultérieurement. Après une observation et une analyse approfondie des photographies, parfois en menant des recherches complémentaires en ligne (notamment pour les noms de rues, les bâtiments ou les personnes représentées), j'ai pu compléter les champs requis, enregistrer la photographie et la placer dans un dossier de transit, pour validation finale avant publication définitive sur la base commune.

C. UN MODÈLE D'ARCHIVES JOURNALISTIQUES EN MUTATION:

LE CAS DE LA DÉPÈCHE DU MIDI

À l'heure où les enjeux de conservation patrimoniale, d'accès à l'information et de numérisation bouleversent les pratiques documentaires, il semble indispensable de s'interroger sur la manière dont un quotidien régional comme La Dépêche du Midi organise, structure et transforme ses propres archives. Si l'image que l'on se fait communément d'un fonds de presse se limite souvent à une accumulation de journaux anciens empilés dans un coin de salle, la réalité observée dans les coulisses du journal est tout autre. La Dépêche du Midi dispose d'un dispositif documentaire à la fois vaste, historique et profondément évolutif, dans lequel coexistent des pratiques héritées de la tradition papier, des contraintes matérielles très concrètes, et des tentatives plus récentes de mise en valeur patrimoniale. Cette sous-partie propose ainsi un état des lieux du modèle d'archives journalistiques porté par la DDM, à partir de l'observation directe du service, de l'analyse de son fonctionnement interne, et de l'étude des outils mobilisés pour inventorier, classer et préserver les documents. Il s'agit de comprendre à la fois ce qui est conservé, pourquoi cela l'est, selon quelles logiques, et avec quels moyens humains, techniques et matériels. En effet, si l'ensemble des éditions est précieusement archivé depuis 1870, la structuration du fonds, son accessibilité, ses conditions de conservation ou encore la progression de sa numérisation posent une série de questions essentielles, tant du point de vue de la documentation que de la mémoire et du patrimoine. Ce chapitre abordera donc en détail les modalités de gestion du fonds papier (organisation spatiale, hiérarchie temporelle, etc.), mais aussi les freins structurels à sa valorisation (manque de moyens, absence de politique claire, sous-effectif), tout en mettant en lumière des initiatives ponctuelles témoignant d'une forme de reconnaissance mémorielle de la part du journal. Il s'agira en définitive de réfléchir à la façon dont un quotidien centenaire peut composer avec son héritage tout en tentant de

répondre aux attentes contemporaines en matière d'accès à l'information et de préservation documentaire.

a. État des lieux des archives journalistiques

La Dépêche du Midi conserve un fonds d'archives papier extrêmement riche, couvrant près d'un siècle et demi d'histoire. Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'espace principal dédié à la conservation physique des journaux est une vaste salle organisée selon un classement rigoureux essentiellement chronologique. En effet, en entrant dans la pièce, les premiers rayonnages mobiles à volant rassemblent les éditions les plus anciennes, publiées entre 1870 et 1900. Ces reliures, reconnaissables à leur couverture noire, sont déjà réparties en départements, bien que certaines appellations aient aujourd'hui disparu, comme celle de « Toulouse banlieues » réunissant alors les journaux de Toulouse et de ses banlieues à la fois. La salle se poursuit ensuite vers la gauche avec des étagères contenant les reliures les plus récentes, des années 2010 à 2024, puis un renforcement abrite d'autres rayonnages alphabétiques pour la période 1970-2010. Enfin, sur la droite de la pièce, les éditions de 1900 à 1969 sont stockées dans des conditions relativement adéquates. Ainsi, rien n'est jeté puisque toutes les éditions passées sont archivées, même celles de journaux aujourd'hui disparus et arrêtés. Certaines, faute de place, sont conservées dans des annexes isolées du bâtiment principal, dans des conditions environnementales adaptées (pièces fraîches, taux d'humidité contrôlé). De plus, ces fonds comprennent des titres tels que *La Nouvelle République* ou encore *Le Télégramme*, ancien journal catholique disparu en 1935. Malgré la richesse archivistique de la DDM, l'accès à ces archives n'est pas libre. En effet, la consultation de ces dernières se limite à des visites encadrées, organisées par la direction pour des partenaires ou groupes spécifiques. Celles-ci s'insèrent dans des parcours de visite plus larges de l'entreprise, et non uniquement le service d'archives. De ce fait, en amont, l'archiviste est prévenue afin de préparer les lieux compte tenu de la sensibilité de certaines zones qui sont alors fermées au préalable. En dehors de ce cadre, cet espace n'est pas spécialement clôturé ou inaccessible au reste de l'entreprise mais les salarié.e.s d'autres services ne peuvent manipuler les reliures sans autorisation préalable, et doivent impérativement être accompagnés par l'archiviste.

Par ailleurs, afin de faciliter la consultation, la majorité des archives papier de presse sont classées de manière chronologique, avec des étiquettes mentionnant la période couverte sur chaque rayonnage, et l'ordre suit généralement une logique géographique, des éditions de Toulouse vers les départements plus périphériques. Toutefois, dans les deux stockeurs rotatifs motorisés, certains fonds papier sont rangés de façon thématique (par pays ou

région du monde, etc.), facilitant certaines recherches ciblées sur des conflits ou des guerres par exemple. En revanche, la numérisation des reliures papier demeure très partielle actuellement. En effet, comme nous l'avons évoqué précédemment, seules les éditions antérieures à 1944 sont disponibles grâce à des acteurs tels que la BnF par le biais de Gallica et selon un programme massif de numérisation rendant alors les autres largement dépendantes d'une consultation physique, longue et peu accessible. Effectivement, selon un article de Stéphanie Le Maître¹⁰ à propos de la valorisation numérique du patrimoine photographique de presse, la Bibliothèque Nationale de France a lancé une numérisation de masse en partenariat avec un certain nombre d'éditeurs de presse, dont la Dépêche du Midi. Cependant, le fonds documentaire de la Dépêche du Midi ne se limite pas aux journaux papier car en effet, ce dernier intègre également des microfilms, des plaques de verre, des négatifs photographiques, des dossiers thématiques papier, des magazines internes, et encore diverses autres choses. De ce fait, plusieurs salles sont dédiées exclusivement à la photographie avec un conditionnement en papier neutre et une conservation à température ambiante, à l'abri de la lumière. Par ailleurs, en termes de moyens humains, nous avons évoqué la présence d'une seule personne pour tout le service, qui cumule alors deux fonctions. Si cela souligne sa polyvalence, c'est également révélateur d'un manque évident de personnel puisqu'en plus de ses tâches quotidiennes, cette dernière est également sollicitée régulièrement pour des projets ponctuels par la rédaction ou la direction, ce qui la constraint parfois à accélérer le plus possible ses missions principales. Le budget alloué à ce service semble principalement concentré sur les outils numériques internes (logiciels, bases de données), au détriment des besoins matériels liés à la conservation physique et à la numérisation. Cette dernière avance lentement, faute de moyens humains et d'une véritable politique interne structurée. Ce n'est pas tant le manque de ressources qui pose problème, que le manque de hiérarchisation des priorités au sein de l'entreprise. La question de l'espace devient également préoccupante puisque les locaux dédiés aux archives sont saturés, notamment avec les éditions du Midi Olympique, dont les reliures peuvent atteindre jusqu'à 20 kilos l'unité. Leur poids et leur format les rendent difficiles à conserver dans des conditions idéales puisque certaines sont déjà déformées, pliées, laissant certaines pages s'effriter ou se déchirer, faute de place et de protection suffisante. Les archives les plus anciennes, notamment stockées dans les annexes, présentent aussi des signes évidents de dégradation.¹¹ De plus, l'observation des pratiques internes montre que le service d'archives

¹⁰ LE MAÎTRE, Stéphanie. *La valorisation numérique du patrimoine photographique de presse*. In: Presse et Patrimoine [en ligne]. (Modifié le 20.06.2022.) Disponible sur: <<https://www.medias19.org/publications/presse-et-patrimoine/la-valorisation-numerique-du-patrimoine-photographique-de-presse>> (consulté le 03.04.2025).

¹¹ cf. annexe 4, p. 86.

est à la fois indispensable et mal reconnu. Certains journalistes y font appel ponctuellement pour retrouver des articles anciens en lien avec des sujets actuels, tandis que d'autres ignorent même son existence. Il est arrivé, à plusieurs reprises, que des journalistes accèdent aux archives sans autorisation, abîmant parfois des documents, notamment des reliures de MidOI, ou ne les remplaçant pas correctement. Ce manque de respect du fonds reflète un déficit de reconnaissance, de communication, voire de sensibilisation en interne. Outre tout cela, lorsque la documentaliste a dû reprendre le travail d'archiviste, cette dernière a dû faire un travail colossal d'inventaire, seul moyen de s'y retrouver dans des décennies d'archives non classées. Pour ce qui est de la valorisation des archives ou du journal, la DDM valorise effectivement son histoire, bien que cela soit essentiellement fait en interne. Effectivement, un musée, situé tout en haut du bâtiment, témoigne d'une forme de reconnaissance patrimoniale et il regroupe une collection d'objets anciens tels que des machines d'impression, un ancien scooter de livraison, des enseignes historiques, des portraits de la famille Baylet et encore de nombreuses choses, vestiges précieux de la mémoire du journal. Ce musée, pour l'heure fermé au public, sert surtout lors de visites encadrées. Dans ce cadre, un « escape game » centré sur la presse ancienne a même été imaginé autour de la reproduction du tout premier article paru le 2 octobre 1870. Mais en dehors de ces initiatives ponctuelles, la valorisation externe reste pour le moment relativement limitée et embryonnaire. En effet, seule une recherche par date est disponible depuis 1998 sur le site internet du journal, sans possibilité de consulter les numérisations historiques directement depuis ce dernier. A l'inverse, d'autres journaux tels que le Sud Ouest mettent en avant des dispositifs événementiels, des publications rétrospectives ainsi que des partenariats culturels, sur lesquels nous reviendrons plus ultérieurement.

PARTIE II

LES ARCHIVES DE LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE : UN RÔLE PATRIMONIAL ET IDENTITAIRE

Bien que nous ayons exploré le fonctionnement interne du service d'archives et de documentation de la Dépêche du Midi en détaillant son organisation, ses outils, ses limites et failles, il paraît désormais important, presque essentiel, de replacer ce que l'on peut modestement qualifier d'étude de terrain, dans une perspective un peu plus vaste. En effet, La Dépêche du Midi n'est pas un cas isolé, si ce n'est dans certaines pratiques bien spécifiques que nous détaillerons ultérieurement, et ses archives s'inscrivent dans une histoire plus large encore qui est celle de la presse quotidienne régionale et de son rapport à la mémoire collective. En effet, ce journalisme « de proximité »¹² joue un rôle évidemment fondamental dans la documentation des territoires, des événements du quotidien, et donc dans la constitution d'un patrimoine régional, parfois ou souvent silencieux mais profondément enraciné. Ainsi, c'est précisément ce lien entre archives journalistiques et mémoire, que cette partie se propose d'interroger, et ce, que cette dernière soit sociale, culturelle ou bien politique. En effet, comment une photographie de presse, prise à l'origine dans le but d'illustrer l'actualité immédiate, passe-t-elle à un statut d'archives, et finit alors par devenir un vecteur de mémoire ? Que nous racontent alors ces images de la société dans laquelle elles ont été produites ? Comment sont-elles aujourd'hui conservées, revalorisées ou bien au contraire, laissées pour compte ? Autant de questions qui traversent les enjeux patrimoniaux et identitaires des archives de la presse régionale, et auxquelles proposera de répondre cette partie. Dans cette perspective, deux grands axes d'analyse guideront notre réflexion. Le premier portera sur le passage de l'image journalistique à l'image d'archives, en retracant les logiques de production, de conservation et de relecture mémorielle qui affectent notamment la photographie de presse au sein des quotidiens régionaux. Il s'agira d'interroger comment ces documents, initialement conçus pour l'actualité, acquièrent une profondeur patrimoniale et une valeur de témoignage . Le second

¹² La loi de proximité en matière journalistique désigne un principe selon lequel les informations ont plus ou moins d'importance suivant leur proximité géographique, temporelle, affective ou sociétale/socio-professionnelle par rapport au lecteur.

axe élargira, quant à lui, proposera une réflexion plus transversale sur le rôle identitaire et patrimonial des archives journalistiques, à l'échelle locale et régionale. Cette approche permettra donc d'articuler la matérialité de l'archive avec les enjeux de représentation, d'appropriation mémorielle et de construction d'un récit territorial commun.

A. LA PHOTOGRAPHIE DANS LA PRESSE RÉGIONALE : DE L'ACTUALITÉ À LA MÉMOIRE

La photographie de presse est avant toute chose, un geste de « captation », inscrit dans l'instant, avant même d'être classée, inventoriée, indexée ou encore valorisée. Effectivement, elle naît dans le feu de l'action, de l'événement, saisit le présent, le mouvement et le réel. Pourtant, avec le temps, les images de presse deviennent autre chose, se métamorphosent, mutent et évoluent. Elles se figent, se réinscrivent dans d'autres contextes, circulent ou parfois même disparaissent. Mais lorsqu'elles perdurent, certaines acquièrent le statut d'image « d'archives ». C'est cette évolution-là, cette métamorphose, que nous allons alors explorer. Ainsi, plus encore que dans les grands médias nationaux, il semble que l'image de presse régionale documente le quotidien, les visages, les rues, les petits comme les grands faits, la vie locale dans son ordinarité, d'une manière plus précise, davantage mémorable. Mais nous pouvons nous demander avec légitimité, quel rôle la photographie a-t-elle occupé dans la construction de ces récits régionaux ? Comment est-elle apparue dans la presse, avec quelles limites techniques, éditoriales ? Et enfin, comment ces images, parfois restées enfouies des décennies, des siècles, peuvent-elles aujourd'hui réactiver des mémoires oubliées ou silencieuses ? C'est à ces interrogations que cette première sous-partie tentera de répondre.

a. Prémices et évolution de la photographie de presse

Comme le souligne l'historien Vincent Lavoie dans son ouvrage *Photojournalismes* en précisant « La guerre de Crimée (1853-1856) et la guerre de Sécession (1861-1865) sont les théâtres privilégiés, les bancs d'essai, des plus nobles ambitions du journalisme à venir : enregistrer les évènements sensibles. »¹³, les prémices du photojournalisme s'observent en premier lieu au XIX^{ème} siècle, dans un contexte de guerre et de bouleversements géopolitiques majeurs divers tels que la guerre de Crimée ou de Sécession. En effet, la photographie devient alors à ce moment-là un outil documentaire émergent mais aspirant à devenir incontournable, tout en traduisant l'ambition de la transcription imagée d'un événement. De ce fait, à cette période, l'usage de la photographie dans la presse est

¹³ LAVOIE, Vincent. *Photojournalismes. Revoir les canons de l'image de presse*. Paris : Hazan, 2010, page 19.

majoritairement marginal, cette dernière étant fortement concurrencée par la gravure ainsi que le dessin, qui dominent très grandement les pages illustrées, en grande partie pour des raisons techniques. Effectivement, il faudra attendre la généralisation mondiale de procédés reproductibles tels que la photogravure¹⁴ ou encore plus tardivement, l'impression offset¹⁵, pour que l'image photographique puisse investir pleinement les colonnes de la presse écrite. Ainsi, une lente transition, observable en parcourant les archives d'un journal tel que *La Dépêche du Midi* au fil des décennies, s'engage et permet à la photographie, un glissement, d'un rôle initialement secondaire d'illustration, au rôle de narration visuelle entièrement indépendante et autonome.

En ce qui concerne la *Dépêche du Midi*, cette évolution graphique suit une courbe similaire bien que décalée dans le temps. En effet, dès la première vingtaine des années 1900, le journal adopte le bélénographe, système permettant la transmission d'images par les lignes télégraphiques, cependant, l'intégration régulière de photographies dans les éditions imprimées demeure à ce moment-là, encore ponctuelle. Comme évoqué précédemment, après avoir exploré en détail les archives du journal, depuis les éditions de 1870 jusqu'aux décennies suivantes, nous pouvons constater que la photogravure demeure majoritaire jusqu'aux années 1920. Ce n'est qu'autour de 1925 que les premières photographies argentiques apparaissent, encore très minoritaires, en raison notamment de contraintes économiques, matérielles et techniques. De ce fait, pendant encore plusieurs décennies et jusqu'aux portes de la Seconde Guerre mondiale, *La Dépêche* reste dominée par le texte qui occupe alors près de 90% de l'espace éditorial. Effectivement, les rares images insérées se contentent d'illustrer le propos journalistique, en servant d'accompagnement iconographique plutôt que d'élément autonome, ainsi, le temps de la métamorphose n'est pas encore arrivé et peine à se débusquer dans les colonnes Midi-pyrénéennes. Assurément, il faudra attendre les années 1950 pour que la photographie intéresse enfin et tente d'acquérir une place véritablement significative dans les colonnes de la *Dépêche*, et ce notamment grâce à l'impulsion de madame Evelyne Jean-Baylet, figure emblématique du développement moderne de la DDM. Sous sa direction, le journal modernise sa présentation, accorde, comme nous l'avons évoqué, une place accrue au visuel, et met en valeur la puissance narrative de l'image. Toutefois, l'évolution entreprise par la *Dépêche du Midi* est, comme évoqué antérieurement, différée par rapport à d'autres journaux régionaux, puisqu'en effet, Anne-Sophie Marchetto du journal Sud-Ouest a déclaré:

« Au début, il y avait quasiment zéro photos, ou très très peu, comme une photo par page, et pas sur toutes les pages. Ensuite, dans le plus fort du journal, vers les années 80, les

¹⁴ La photogravure est un procédé photographique permettant de reproduire une image sur une plaque métallique par une action chimique.

¹⁵ L'impression offset est un procédé de reproduction indirecte d'une image.

photos vont se développer au fil de l'extension du format de pagination et des évolutions techniques photographiques. »

Ainsi, cette déclaration semble mettre en lumière un déploiement tardif et progressif de l'image dans les colonnes du Sud Ouest, compte tenu de sa création ultérieure à celle de la DDM puisque les débuts de ce dernier ont eu lieu en 1944. En outre, bien que le journal Sud Ouest dispose d'un fonds ancien hérité de son ancêtre La Petite Gironde, cela ne semble pas avoir eu d'incidence directe sur une quelconque mise en valeur précoce de l'image. Ainsi, de décalage pourrait être expliqué non pas par la richesse d'un fonds ou la date de création du titre, mais plutôt par une politique éditoriale et technique déterminée.

Cette transformation graphique est observable dans l'évolution même de la maquette du journal puisque nous avons pu constater des pages de plus en plus aérées et des photographies qui prennent davantage de place permettant d'articuler un texte autour de ces dernières. Ainsi, le tournant s'inscrit dans une dynamique plus large qui est celle de l'émergence de ce que Gisèle Freund a théorisé comme l'*essai photographique* car, en effet, pour elle, « ce n'est qu'à partir du moment où l'image devient elle-même l'histoire qui raconte un événement [...] accompagnée d'un texte, [...] que débute le photojournalisme. »¹⁶ L'image semble ainsi se détacher de son rôle purement accessoire, pour devenir davantage essentielle, voire nécessaire et incontournable dans le processus de transmission de l'information. Cette prise d'indépendance et cette autonomie croissante de la photographie dans la presse semblent s'inscrire également dans un contexte de transformation du rapport au temps, à l'immédiateté de l'information. Vincent Lavoie rappelle que, dans les années 1930, « l'impératif de vitesse [...] auquel tous les acteurs du photojournalisme paraissent sommés de répondre, procède d'une actualisation du paradigme de l'instantané et d'un certain imaginaire du temps présent apparu à la fin du XIXe siècle. » De ce fait, l'image est alors considérée comme le témoin direct de l'événement, de l'action, ayant le pouvoir d'en restituer l'exacte urgence et parfois même, la dureté, la brutalité. Ainsi, un nouvel aspect vient se greffer à l'image de presse qui devient donc également une image de preuve, un document envisagé comme étant authentique, réel, vraisemblable et dont la crédibilité repose sur sa capacité à capter l'instant présent. Ainsi, dans ce contexte, le journal La Dépêche du Midi suit une trajectoire comparable à celle d'autres grands titres régionaux et la photographie semble s'y affirmer progressivement comme un mode de récit à part entière, jusqu'à constituer aujourd'hui une mémoire visuelle précieuse du territoire qu'il couvre. De ce fait, par leur pouvoir de témoignage, de preuve du moment présent et de l'instant, les clichés conservés dans les archives du journal dépassent aujourd'hui leur fonction autrefois purement informative et deviennent des traces visuelles d'une histoire locale en évolution.

¹⁶ Théorie de Gisèle Freund citée par Vincent Lavoie dans: *Photojournalismes. Revoir les canons de l'image de presse*. Paris : Hazan, 2010, 239 pages.

b. Le rôle de l'image dans la presse

Par ailleurs, si la photographie de presse est d'abord apparue, comme nous l'avons spécifié, comme un outil de preuve et un vecteur d'instantanéité, elle a depuis, bien largement dépassé cette seule fonction informative. Dans la presse régionale, et en particulier dans un quotidien comme *La Dépêche du midi*, l'image s'est progressivement imposée comme un transmetteur à la fois sensible, narratif et identitaire. Cette dernière permet non seulement de véhiculer des émotions, de tisser un lien avec le lecteur, mais également de contribuer à une certaine représentation du territoire et de ses habitants. En effet, Nathalie Saint-Affre, journaliste-photographe pour *la Dépêche du Midi*, déclarait lors d'un entretien :

« La photo de presse reste informative en premier lieu mais c'est aussi une trace de mémoire de la vie locale, parce qu'on peut en reparler dans cinquante ans, comme dans un siècle. Par exemple, si on veut faire un article sur la rue Alsace Lorraine et que quarante ans plus tard, elle est réaménagée, ce sera toujours une photo qui fait sens au-delà de la dimension purement informative. C'est un témoin de l'évolution de la vie locale. Après, il y aura toujours différents types de photojournalistes, il y en aura toujours qui vont faire des photos, disons, un peu plus « scolaires », et d'autres qui vont tenter de capter le rayon de soleil, l'angle de prise de vue, l'élément spécifique qui va rendre l'image unique, et lui apporter un côté artistique, émotionnel, qui va directement aller saisir le lecteur. ».

Par cette déclaration, Nathalie Saint-Affre semble affirmer que la photographie de presse revêt avant tout une fonction première, celle de la transmission d'information. Cependant, elle insiste également sur le fait qu'on ne peut la dissocier de son rôle affectif ou encore identitaire. Il convient alors d'interroger avec davantage d'attention les multiples rôles que cette dernière peut jouer dans les colonnes de la presse quotidienne régionale. Ainsi, l'image semble compléter et même incarner un propos journalistique, étant, comme nous l'avons dit précédemment, vectrice de preuve ou de retranscription du réel.

La photographie de presse informe mais contextualise également tout un événement. Comme le souligne Vincent Lavoie dans *Photojournalismes* : « Photographier l'actualité consiste parfois à représenter l'après-coup de l'événement, ce qui résiste le plus à la perte : les ruines d'un incendie, les vestiges d'un conflit armé [...] autant de métonymies de l'événement. » Ce propos semble en effet mettre en exergue le pouvoir particulier de la photographie qui est non seulement sa capacité à donner à voir le fait dans toute sa brutalité et nature, mais également ses traces, ses résonances diverses ainsi que ses failles. De ce fait, c'est précisément cet aspect qui confère à l'image de presse une valeur pérenne, parfois même mémorielle. Ce glissement de l'image d'actualité à l'image d'archives, que nous nous proposerons d'aborder plus en profondeur ultérieurement, repose sur cette

capacité à survivre à l'événement en étant son témoin durable. Par ailleurs, la photographie de presse possède la spécificité de susciter une émotion, d'aller saisir le lecteur comme nous l'avons évoqué antérieurement. Cette dernière implique bon nombre de choses, dont un regard, une certaine subjectivité, un angle de prise de vue, un instant précis. Ainsi, cette fonction affective est bien souvent ce qui la distingue profondément du texte. Elle rejoint bien volontiers l'ancrage identitaire, en particulier dans la presse régionale. La photographie, dans ce contexte, devient alors un réel reflet de la vie locale, un miroir de la société dans laquelle elle s'ancre. Ainsi, dans les fonds photographiques conservés par la Dépêche du Midi, nous pouvons constater un véritable patrimoine visuel de la région avec notamment des négatifs des grandes crues observées depuis les quais de Tounis et de la Daurade, les manifestations agricoles de tout temps devant la Préfecture et la Cathédrale Saint-Etienne, les embouteillages de la rue Alsace Lorraine, les inaugurations du quartier de Bellefontaine, de la Reynerie et du Mirail, les illuminations de Noël sur la place du Capitole, les bains-douches du quartier Saint-Cyprien ou encore les travaux près du Stadium de Toulouse. Autant de scènes capturées, aujourd'hui disparues ou profondément transformées, et qui témoignent d'un territoire en constante mutation. Ces photographies, conservées sous forme de négatifs ou de tirages, incarnent la mémoire collective de Toulouse et de sa région.

Enfin, dans la presse quotidienne régionale, l'image a fini par gagner une forme d'autonomie évidente. Effectivement, elle n'est plus un simple support du texte, mais devient souvent son point d'entrée. Nathalie Saint-Affre déclarait à ce sujet:

« La photo est devenue et reste désormais importante dans notre journal. Un article sans photo n'est pas lu, ni sur le web ni sur le print. Les gens le passent, et des données statistiques le prouvent. ».

Il semble que par cette déclaration, la photojournaliste illustre parfaitement l'inversion du rapport entre image et texte. Là où l'image servait autrefois à illustrer un contenu textuel, elle en est désormais parfois la condition d'accès. Cela interroge alors en profondeur les dynamiques de lecture, car, l'image ne vient plus simplement appuyer un propos, mais est désormais parfois ce qui déclenche ce dernier. Ainsi, le texte est désormais considéré comme un système complémentaire ou presque additionnel à l'image qui ne lui est plus subordonnée, soumise ou dépendante.

Ainsi, comme nous l'avons évoqué, cette tendance à l'indépendance de l'image additionnée à sa fonction affective fait de la photographie un vecteur à la fois narratif et identitaire. La photographie semble, dans ces contextes, s'émanciper du texte jusqu'à presque devenir un langage à part entière, un outil de médiation entre le journal et sa communauté de lecteurs, tout en contribuant à ancrer une mémoire collective visuelle du territoire. De ce fait, cette mémoire visuelle et locale, intime ou collective, passe par une reconnaissance des lieux et

des scènes de vie dans le but de faire voir le proche, le familier, en puisant dans le passé. C'est pourquoi nous verrons plus tardivement que l'image joue un rôle crucial dans la fabrique d'une identité locale en rendant visibles les espaces, les transformations et mutations urbaines et bien d'autres événements. En effet, cette fonction identitaire devient d'autant plus essentielle et importante que l'image de presse régionale agit comme le témoin discret mais puissant d'un monde en métamorphose. En outre, la photographie fossilise et cristallise l'événement, au-delà de le rapporter. Elle permet l'ouverture d'une brèche de la rétrospection. De surcroît, nous pouvons nous demander à quel moment une image cesse-t-elle d'être une simple illustration d'actualité pour devenir ou non une image d'archives ? C'est ce que nous allons tenter d'explorer.

c. L'image d'archives, une image en devenir ?

Tout d'abord, une photographie de presse est conçue comme une image d'actualité dès sa publication. En effet, elle accompagne l'événement, le nourrit et le prouve. Cependant, à quel moment cette dernière devient-elle « image d'archives » ? Quels sont les éléments qui font basculer une photographie d'actualité, fruit de l'instant, dans le régime du patrimoine ? Comme le soulignent Julie Maeck et Matthias Steinle dans *L'image d'archives. Une image en devenir*¹⁷, « on ne naît pas image d'archives, on le devient. » Cette déclaration, aussi simple soit-elle, invite à penser la photographie non pas comme étant nativement patrimoniale mais bien comme un objet en constante mutation et profondément dépendant aux contextes et usages que l'on en fait. De ce fait, il semblerait qu'il n'y ait pas de nature à proprement « archivistique » de l'image puisque ce n'est ni sa date, ni même son contenu qui lui confèrent la qualification d'archive, mais bien son potentiel à être réemployer, sa « mise en intrigue » comme l'évoque François Niney dans ce même ouvrage, ou encore sa valeur documentaire, mémorielle ou sociale. Par ailleurs, l'arrêté du 24 janvier 1983 du Journal Officiel de la République Française relatif à l'enrichissement du vocabulaire de l'audiovisuel et de la publicité¹⁸ propose une définition précise des images d'archives: en effet, il les désigne comme étant des « images d'actualité de cinéma ou de télévision empruntées à des documents d'archives et insérées dans une œuvre postérieure de reportage ou de fiction. » Or, cette définition, en elle-même, soulève plusieurs questions. D'une part, elle repose sur un critère strictement fonctionnel en laissant supposer qu'une image ne devient archive que dans la mesure où cette dernière est réutilisée. D'autre part,

¹⁷ MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. (dir.) *L'image d'archives. Une image en devenir*. Rennes : PUR, 2016, 339 pages.

¹⁸ LEGIFRANCE. Arrêté du 24 janvier 1983 enrichissement du vocabulaire de l'audiovisuel et de la publicité; en annexe 1er: expression des termes inscrits après avis de l'académie française; délai d'utilisation obligatoire de ces termes [en ligne]. Disponible sur: <<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000323273>> (consulté le 22.04.2025).

elle la confond presque avec la notion de « stock-shot » qui est, en anglais, une image prête à l'emploi et destinée à illustrer symboliquement ou visuellement un propos sans réelle nécessité de contextualisation. Toutefois, comme semblent l'expliquer Maeck et Steinle¹⁹, ce mode de sélection fondé sur la valeur d'illustration ainsi que le potentiel de réutilisation d'une image dans des « programmes » futurs, questionne et pose problème. En effet, seules certaines images seraient alors conservées pour leur capacité à signifier quelque chose de manière générique et celles qui ne semblent pas assez « parlantes » sur le moment seraient souvent vouées à l'oubli. De ce fait, une photographie perd-elle sa valeur d'archives si elle ne s'inscrit pas immédiatement dans un récit collectif ?

Par ailleurs, l'historiographie et les études sur les images témoignent de la difficulté à donner une définition unique de l'image d'archives, et à juste titre. François Niney affirme que « la valeur documentaire est singulière, trompeuse et intenable, car il n'y a pas de valeur en soi ». Effectivement, selon ce dernier, tout dépend non seulement de la nature d'une image, mais également de la manière dont nous allons questionner celle-ci et du contexte dans lequel elle est réactivée ou non. En outre, une photographie prise dans une rue en à une période précise peut ainsi n'avoir eu aucun usage au moment de sa production, telles que l'ont été, à titre d'exemple, les photographies numérisées par la DDM sur les bains de la ville d'Albi dans les années 1960, mais devenir un document précieux des décennies plus tard, lors de travaux de restauration dans le but d'illustrer l'évolution d'un quartier ou de témoigner d'un mode de vie disparu ou modifié. Ainsi, à la DDM, ce potentiel futur de l'image est pleinement assumé puisque toutes les photographies conservées sans exception, qu'elles aient été publiées ou non, sont indexées, numérisées et enrichies de métadonnées dans l'objectif de servir un jour à une exposition ou un article. Cependant, une photographie devient-elle archive uniquement lorsqu'elle est réutilisée ? Affirmer une telle chose reviendrait à occulter un autre aspect essentiel dans la qualification en image d'archives, celui de la mémoire affective. En effet, une image peut devenir archive non pas parce qu'elle est informativement utile, mais aussi parce qu'elle peut réveiller une émotion, raviver un souvenir ou créer un lien. C'est d'ailleurs ce que suggère Bénédicte Grailles dans sa réflexion sur les patrimoines sociaux²⁰: « Cette forme d'accréditation patrimoniale [...] suppose [...] de s'enraciner dans une mémoire commune, productrice de lien social. » Autrement dit, une photographie devient archive dès lors qu'elle rejoint un récit collectif. C'est ce que nous pouvons observer très concrètement à la DDM lorsqu'un particulier demande une photographie ancienne d'un quartier, d'un événement local ou même d'un

¹⁹ MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. op. cit.

²⁰ GRAILLES, Bénédicte. Images du quotidien et patrimoines sociaux : la mise en images d'archives. *L'image d'archives*. [en ligne]. 2017, p. 199-214. Disponible sur: <<https://books.openedition.org/pur/46543?lang=fr>> (consulté le 20.04.2025).

détail urbain puisqu'il ne s'agit pas toujours d'informer mais bien de faire revivre et de se réapproprier le passé et ainsi de permettre le tissage d'une continuité avec le présent.

Ainsi, dans cette optique, la photographie cesse d'être un simple fait usuel, factuel et visuel pour devenir une empreinte durable et une mémoire. En effet, Julie Maeck énonce clairement qu'il est « donc nécessaire d'interroger le devenir archive de l'image, à savoir les processus qui concourent à conférer à l'image le statut d'archives ». De ce fait, cela implique notamment une politique de conservation mais aussi une intention culturelle puisqu'une image conservée sans inventaire, sans indexation, sans mise à disposition demeure sans pérennité. Sans le travail acharné de la documentaliste-archiviste de la DDM concernant l'inventaire des archives photographiques, la plupart de celles-ci seraient actuellement inidentifiables et introuvables. Enfin, le « devenir archives » des images n'est ni assuré pour toutes, ni linéaire et fixe. En effet, selon les mots de François Niney, ce dernier serait « erratique » et dépendrait de notre capacité à relire les images et à les interpréter différemment au fil du temps. C'est ainsi qu'une photographie d'un marché local sur la place du capitole dans les années 1970 pourrait paraître anodine ou presque insignifiante lors de sa prise de vue, mais tout aussi bien devenir précieuse dans le but de comprendre les habitudes alimentaires dans le futur, par exemple. A l'inverse, il n'est pas impossible ou exclu que des images perçues comme importantes ou essentielles au moment de leur prise de vue puissent tomber dans l'oubli ou l'indifférence au fil des décennies et c'est pourquoi François Niney rappelle dans *Photojournalismes* que « le présent rebrasse le passé » et que « nous voyons dans ces prises de vue de naguère autre chose que de leur temps, ou faut-il dire que nous y voyons la même chose autrement ? ».

De ce fait, la photographie d'actualité est porteuse d'un potentiel archivistique fluctuant, constamment en devenir et comme nous l'avons précédemment évoqué, ce ne sont ni son sujet, ni sa date, ni sa qualité esthétique qui lui confèrent cette qualification mais bien le croisement entre un usage futur, une mémoire collective et une volonté de transmission. C'est alors dans ce sens qu'à la Dépêche du Midi comme encore beaucoup ailleurs, conserver une photographie c'est croire en son potentiel de réutilisation, croire qu'elle pourra encore résonner demain, d'une toute autre manière et enfin croire que d'image purement informative, elle puisse devenir image de mémoire.

B. LA PRESSE RÉGIONALE COMME TÉMOIN ET ACTEUR DE L'HISTOIRE LOCALE

Si la photographie de presse a progressivement quitté l'unique registre de l'information afin de devenir une trace, une empreinte davantage sensible ainsi que mémoire partagée, c'est sans équivoque car elle s'inscrit dans un cadre plus large encore qui est celui du journal et d'une communauté de lecteurs. En effet, la presse se trouve parfois investie, sans en avoir la charge institutionnelle explicite ni obligatoire, d'un rôle de transmission mémorielle. Bien que cette dernière ne soit pas tenue, contrairement aux institutions patrimoniales publiques, d'assurer la conservation, la valorisation et la diffusion de l'histoire locale, elle y contribue de manière implicite. Par ailleurs, à travers la photographie, c'est toute la presse quotidienne régionale qui apparaît comme un témoin silencieux et discret, mais essentiel de l'histoire locale. Toutefois, au-delà de cette vocation explicite ou non à refléter les réalités du territoire, les journaux régionaux endossent un véritable rôle patrimonial peut-être discret et intrinsèque, sans réelle revendication explicite. Ce rôle, qui consiste à conserver les traces d'un quotidien et à contribuer à la construction d'une mémoire collective, repose bien évidemment sur des choix éditoriaux, des politiques de conservation et un certain rapport au passé. Ainsi, les archives de presse ne sont pas de simples réservoirs de documents mais bien le reflet d'un patrimoine en édification et en expansion et toujours en friction avec l'éphémère et l'urgence de l'actualité, et la pérennité de la mémoire. De ce fait, c'est donc à cette articulation entre presse et patrimoine que nous allons nous intéresser à présent, en interrogeant la manière dont les journaux régionaux assument ou non ce rôle mémoriel.

a. Enjeux de conservation et statut patrimonial

Avant toute entrée en matière, il convient de poser les bases de ce statut patrimonial en se demandant ce que nous entendons par archives de presse, quels sont les enjeux liés à la conservation de ces derniers, comment se traduisent-ils concrètement dans les pratiques d'un journal régional comme la Dépêche du Midi mais tout d'abord, qu'entendons-nous par histoire locale ?

L'histoire locale constitue en effet un outil de compréhension essentiel des dynamiques sociales et culturelles d'un territoire, bien qu'elle soit parfois perçue comme un simple dérivé de l'histoire nationale ou encore un objet secondaire du champ historiographique. En effet, selon l'historienne Florence Descamps dans ses travaux sur les

usages de l'histoire orale et sur la patrimonialisation du témoignage²¹, cette forme d'histoire dite « de proximité » permet de faire émerger une mémoire sociale partagée, collective et enracinée dans les réalités d'un territoire. Bien loin de se cantonner à une collecte de souvenirs ou encore à une simple reconstitution du passé, elle permet de comprendre comment les récits locaux, les lieux et événements du quotidien s'articulent autour de l'élaboration d'un patrimoine dit « immatériel ». Effectivement, l'histoire locale joue alors un rôle fondamental dans la construction d'une identité collective inconsciente en donnant à voir, à travers les archives notamment, les formes de continuité ou de rupture qui balisent un territoire. De ce fait, dans un compte rendu synthétique de ses travaux, publié sur OpenEdition, Caroline Leroy²² souligne à juste titre que l'histoire locale, selon les écrits de Descamps, est une « voie d'accès privilégiée à la mémoire sociale », dans la mesure où cette dernière « relie les récits personnels, les lieux, les objets du quotidien à des formes plus larges de mémoire collective ». Ainsi, cette perspective nous permet alors de comprendre pourquoi la presse régionale peut apparaître comme une fabrique implicite de mémoire, car en marquant les esprits consciemment ou non à sa manière, la presse régionale, qui documente la vie locale dans ses aspects les plus variés au fil des jours, devient inévitablement un vecteur mémoriel de première ligne. En ce sens, les archives qu'elle produit, notamment photographiques, dépassent bien souvent, comme nous l'avons évoqué à maintes reprises, leur fonction d'information afin de constituer un patrimoine. De ce fait, il semble pertinent de s'interroger sur le statut que l'on attribue à ces documents journalistiques en se demandant s'ils sont pensés et conservés comme des objets de mémoire ou s'ils font l'objet d'une politique patrimoniale explicite au sein de la DDM par exemple ? Ces questions soulèvent alors la problématique d'une « patrimonialisation involontaire », non intentionnelle que la presse fabrique jour après jour. En effet, comme le soulignent plusieurs chercheurs, notamment dans la revue Diogène²³, la patrimonialisation ne repose pas nécessairement sur une décision institutionnelle clairement formalisée mais peut émerger des usages, des affects ou encore des regards qui sont portés sur un objet documentaire d'une valeur sociale. Ainsi, nous nous proposons de revenir plus loin sur cette logique de patrimonialisation, mais il convient dès à présent d'aborder la question de la

²¹ DESCAMPS, Florence. *Les sources orales et l'histoire: récits de vie, entretiens, témoignages oraux*. Paris: Editions Bréal, 2006, 287 pages.

²² LEROY, Caroline. Florence Descamps, Archiver la mémoire. De l'histoire orale au patrimoine immatériel. *OpenEditions*. [en ligne]. 2019, pages 216. Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/lectures/45333>> (consulté le 14.06.2025).

²³ AMBROISE-RENDU, Anne-Claude., OLIVESI, Stéphane. Du patrimoine à la patrimonialisation. Perspectives critiques. *Diogène*. [en ligne]. 2017, p. 265-279. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-diogene-2017-2-page-265?lang=fr&tab=texte-integral>> (Consulté le 03.04.2025).

presse locale comme capteur du tissu quotidien et créatrice d'un patrimoine vivant et souvent insoupçonné.

En effet, si l'histoire locale se construit en grande partie à travers les récits racontés et conservés, alors la presse régionale joue un rôle crucial et très actif dans ce processus de création car cette dernière documente le quotidien au plus près du local et constitue une source inestimable afin de saisir tous les bouleversements et les instants les plus forts de la vie d'un territoire. A ce titre, qu'il s'agisse de documenter des fêtes de quartier, des décès, des inaugurations, des moments de partage sportifs ou encore bien d'autres choses, les colonnes d'un quotidien régional tel que la *Dépêche du Midi* s'apparentent à un véritable « journal de bord collectif » et font de ce dernier un acteur essentiel de l'histoire locale, au-delà même de ses intentions initiales. Au sein de la DDM, certains projets récents entrepris par la direction générale et attribués à l'archiviste témoignent bel et bien du rôle structurant de la presse quotidienne régionale dans la construction d'une histoire locale. En effet, par exemple, dans le but de redécorer certains locaux de la DDM, la direction a demandé à la documentaliste-archiviste de réunir plus de 300 Unes emblématiques retracant les grands moments de Toulouse et sa région depuis la fin du XIX^e siècle. Ainsi, parmi elles ont été retenues la naissance du Stade Toulousain et ses innombrables victoires jusqu'à aujourd'hui, la montée du TFC, les portraits de Claude Nougaro, d'autres de BigFlo et Oli et la création de leur Rose Festival, l'inauguration du métro Toulousain et du téléphérique, la visite de la reine Elizabeth dans la ville Rose, les attentats de Mohammed Merah, l'explosion de l'usine AZF, les éditions du Rio Loco, l'inauguration de la cité de l'Espace, l'anniversaire du Canal du Midi, les salons et les foires caractéristiques des campagnes aveyronnaises, albigeoises, et encore tant d'autres. Autant d'événements joyeux, douloureux mais fondateurs dont la trace ne subsiste et n'est conservée nulle part ailleurs que dans les archives de la presse quotidienne régionale. Ainsi, en ce sens, il paraît inévitable que cette dernière garde en mémoire l'histoire locale et en façonne une bonne partie. En outre, comme le déclarent les chercheurs et historiens Florence Descamps et Christian Amalvi²⁴, la mémoire des lieux, des événements et des figures locales ne se forme pas essentiellement par des politiques culturelles mais bien par des « gestes de patrimonialisation informels » dans lesquels, sans aucun doute, les médias « de proximité » jouent un rôle essentiel. Par ailleurs, ce rôle est d'autant plus visible dans les usages sociaux et personnels des archives de presse puisqu'en effet, il est fréquent que des particuliers sollicitent directement le service documentation de la DDM pour obtenir un scan ou une photocopie d'une Une parue le jour de la naissance d'un proche en guise de cadeau. Ces demandes, pour l'instant gratuites, traduisent l'image collective d'un média de proximité

²⁴ AMALVI, Christian., PECH, Rémy. *Mémoires plurielles de la Haute-Garonne*. Paris: Éditions Privat, 2012, 336 pages.

tel que la DDM pour les locaux qui cherchent alors à s'approprier une part de leur histoire régionale au service d'une mémoire intime. De plus, cette dimension mémorielle intimiste rejoint parfois des enjeux bien plus sensibles, comme l'évoque Anne-Sophie Marchetto du journal Sud-Ouest lors d'un entretien:

« Pour faire les démarches de s'informer elles-mêmes, certaines personnes qui ont besoin de savoir d'où ils viennent ou de quoi est mort un proche, se tournent vers nous. C'est vrai que là, c'est presque une mission de service public, parce que ces gens-là sont tellement en souffrance qu'ils ont parfois fait des démarches auprès de l'Etat afin de savoir des choses importantes pour eux et ce dernier leur a refusé les informations. Donc en fait, ils essaient la presse, qui est une autre source d'information, pour essayer de lever un peu ce secret de famille. Et là, c'est vrai qu'on se sent un peu en mission de service public. »

Ces propos mettent en exergue une responsabilité mémorielle implicite que peut parfois porter un journal sans que cela ne relève officiellement de ses fonctions statutaires car, en effet, à la différence des institutions patrimoniales publiques, la presse régionale n'est pas tenue, dans la même mesure, à un devoir de conservation ou de transmission du patrimoine. Cependant, les archives qu'elle produit et met à disposition sont souvent les seules traces accessibles de faits locaux, petits ou grands. La chercheuse Sandrine Bula parle d'ailleurs d'un « patrimoine adventice »²⁵ afin de désigner ce type d'archives constituées en dehors des circuits « traditionnels » patrimoniaux mais qui remplissent des fonctions pourtant similaires en matière de mémoire et d'ancre identitaire. De ce fait, les quotidiens régionaux semblent fabriquer sans réelle revendication, un patrimoine vivant, constamment alimenté et réinvesti. Ce patrimoine semble alors s'adosser à des logiques éditoriales mais aussi à des usages sociaux profonds qui montrent combien l'histoire locale, loin d'être secondaire, est bien un levier essentiel de mémoire collective. Cependant, si les journaux conservent, documentent et photographient les événements marquants de leur territoire, peut-on pour autant considérer que les traces qu'ils produisent relèvent automatiquement du patrimoine ? Il semblerait que la question du statut patrimonial des archives de presse n'aille pas de soi et que cette dernière fasse d'ailleurs l'objet d'une réflexion de plus en plus présente dans le champ de la recherche en sciences de l'information et de la documentation. Il convient tout d'abord de souligner que les archives issues de la presse, notamment photographiques, ne bénéficient pas toujours de la même reconnaissance que les archives publiques ou les fonds d'institutions culturelles telles que les musées ou bibliothèques. En effet, comme mentionné précédemment, dans un article publié dans la revue In Situ, la chercheuse Sandrine Bula interroge précisément cette

²⁵BULA, Sandrine. Les archives photographiques de presse aux Archives nationales: un patrimoine adventice ?. *In Situ, Revue des patrimoines*. [en ligne]. 2018, 20 pages. Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/insitu/17609#quotation>> (Consulté le 13.03.25).

position délicate et ambiguë, en parlant d'un « patrimoine adventice », c'est-à-dire d'un patrimoine en quelque sorte implicite, non revendiqué. Ainsi, cette incertitude quant à la reconnaissance du caractère patrimonial des archives de presse est d'autant plus flagrante que le dépôt légal ne s'applique pas systématiquement aux photographies de presse, et que leur conservation repose alors entièrement sur des choix internes, selon les moyens mis à disposition, les besoins ainsi que les projets éditoriaux. Par ailleurs, comme nous pouvons l'affirmer en nous appuyant sur le numéro de la revue Diogène consacré à la patrimonialisation, il ne suffit pas qu'un objet soit ancien pour qu'il devienne patrimoine, mais bien qu'il y ait une volonté de conservation, de transmission. En d'autres termes, il semblerait que le patrimoine se construise socialement, culturellement et politiquement et qu'il n'aile pas de soi et que, dans tous ces procédés, réside la patrimonialisation. Ainsi, les archives de presse peuvent être patrimonialisées par les usages, les attentes sociales mais surtout par les pratiques et choix professionnels. Ce phénomène de patrimonialisation implique alors bien entendu des acteurs et leurs décisions et suppose donc de sortir un objet de son usage premier afin de lui attribuer une autre fonction, et c'est précisément ce que font la Dépêche du Midi ainsi que le journal Sud Ouest, avec deux manières distinctes. Tout d'abord, en ce qui concerne la DDM, la publication interne d'un ouvrage historique à l'occasion des 150 ans du titre²⁶, la mise en place d'un musée au sein du siège du journal retracant son histoire, les projets évoqués concernant les Unes emblématiques dans les couloirs, les visites des locaux pour les partenaires ou encore les demandes régulières de journalistes pour des rétrospectives sont autant de signes d'une patrimonialisation certes davantage intériorisée et discrète mais active. En revanche, le journal Sud Ouest semble assumer une démarche plus affirmée, institutionnalisée et tournée vers l'extérieur. Lors de notre entretien, Anne-Sophie Marchetto, expliquait que la maison d'édition du journal avait également réalisé un ouvrage historique à l'occasion des 80 ans de ce dernier, reprenant une sélection des meilleurs articles depuis sa création. Ce travail éditorial s'accompagnait de journées portes ouvertes, notamment à l'occasion des Journées européennes du patrimoine. Cette volonté de partage du patrimoine avec le public dépasse grandement le cadre des locaux du journal puisque ce dernier entretient un partenariat important avec le musée d'Aquitaine, à qui il a déposé plusieurs objets représentatifs de l'histoire du journal afin qu'ils s'intègrent dans une salle permanente dédiée à la presse régionale contemporaine. Récemment encore, ce partenariat a été réactivé dans le cadre d'une exposition consacrée à la période 1944-1954 et pour laquelle de nombreux tirages issus des fonds photographiques ont été mis à disposition. A travers ces actions concrètes, SO extériorise une valorisation patrimoniale qui prend forme non seulement dans une logique de

²⁶ BAYLET, Jean-Michel. 150 ans de la Dépêche du Midi. Toulouse: Groupe La Dépêche, 2021 95 pages.

communication culturelle, mais également dans une démarche de médiation mémorielle auprès du grand public. Cependant, cette patrimonialisation et sa valorisation, aussi active soit-elle, dépend largement de la sensibilité des dirigeants selon la documentaliste du journal SO puisque selon cette dernière, dans un contexte économique tendu, le patrimoine est souvent relégué au second plan:

« *Le patrimoine, c'est quand même vu comme un centre de coûts, et c'est tout.* »

Ces deux exemples révèlent ainsi des modalités différentes de patrimonialisation au sein des quotidiens régionaux, l'un davantage intérieurisé et presque confidentiel, tandis que l'autre est plus bruyant, plus visible. Toutefois, il résulte de ces observations que la patrimonialisation du patrimoine de presse repose moins sur une obligation que sur une prise de conscience progressive.

Ainsi, qu'elle soit discrètement engagée comme à la Dépêche du Midi ou pleinement assumée et prise en charge comme chez Sud Ouest, la patrimonialisation de la presse quotidienne régionale s'inscrit dans une démarche de relecture du passé par les journaux eux-mêmes, en lien étroit avec les territoires qu'ils documentent.

b. Presse et mémoire collective

Toutefois, au-delà de cette dimension patrimoniale volontaire ou semi consciente, la presse locale remplit une autre fonction plus diffuse qui est celle de participer à la construction et à l'entretien d'une mémoire collective. C'est donc cette autre dimension médiatrice et mémorielle que nous nous proposons désormais d'explorer. En quoi les archives de presse peuvent-elles constituer les fondations d'une mémoire partagée ? Quel rôle joue la presse dans cette construction sociale qui est celle de la mémoire ?

En effet, si les journaux régionaux sont d'abord conçus comme des outils d'information et de transmission du réel, ils deviennent, au fil du temps, des réservoirs puissants de mémoire. La presse quotidienne régionale contribue involontairement à une mise en mémoire collective en documentant chaque jour les événements marquants ou encore ordinaires d'un territoire. Mais que recouvre exactement cette notion de mémoire collective ? En effet, le concept, théorisé dès 1925 par Maurice Halbwachs dans *Les cadres sociaux de la mémoire*²⁷, désigne la manière dont un groupe social se remémore collectivement des événements ou des figures symboliques. Il distingue ainsi la mémoire individuelle, influencée par les cadres sociaux, de la mémoire d'un groupe en tant que tel, qui dépasse les souvenirs personnels pour former un récit communautaire partagé. Cette mémoire, comme le rappelle José Vidal-Beneyto, n'est jamais une production spontanée et

²⁷ ORIANNE, Jean-François. Collective ou sociale ? La mémoire neuve de Maurice Halbwachs. *Neuropsychologie*. [en ligne]. 2018, p. 293-297. Disponible sur: <<https://stm.cairn.info/revue-de-neuropsychologie-2018-4-page-293?lang=fr>> (consulté le 14.05.2025)

est construite de manière sélective par ceux à qui l'on reconnaît la légitimité de raconter, tels que les politiques, les historiens ou encore les journalistes. Dès lors, étudier la presse régionale sous cet angle revient alors à se demander comment ces acteurs médiatiques participent à concevoir les souvenirs d'un territoire, parfois sans même en avoir pleinement conscience. Ainsi, à travers l'analyse de leurs pratiques, de leurs images mais aussi des attentes affectives du lectorat, il s'agira de comprendre en quoi la presse locale joue un rôle déterminant dans la transmission de la mémoire collective et comment celle-ci prend forme dans les documents qu'elle conserve. Comme l'a démontré Maurice Halbwachs dans son ouvrage précédemment cité, il ne semble pas exister de mémoire strictement individuelle puisque, selon ses écrits, tout souvenir, aussi intime soit-il, s'inscrit dans un cadre social, c'est-à-dire dans un système de repères collectifs qui en conditionnent en quelque sorte la forme. Par ailleurs, dans ses travaux et comme nous l'avons évoqué précédemment, Halbwachs distingue ainsi deux formes de mémoire collective, d'un côté, la mémoire vécue par l'individu mais modelée par les appartenances sociales telles que la famille, le milieu social, le territoire, et de l'autre, celle du groupe en tant que tel, qui transcende les souvenirs personnels pour devenir un récit commun, porteur d'identité. Dans cette perspective, la mémoire collective est tout sauf une accumulation de faits ou de souvenirs puisqu'elle est orientée mais aussi symbolique et bien entendu sélective. En outre, comme l'évoque José Vidal-Beneyto dans *La construction de la mémoire collective*²⁸, elle « n'est pas une production sociale spontanée » mais bien le résultat de pratiques qui semblent organisées, menées par ceux à qui l'on confère réellement un pouvoir mémoriel, tel que nous l'avons abordé plus haut, mais également par les médias de manière de plus en plus visible. En effet, comme le précise le même auteur, ce qui constitue une mémoire partagée ce sont des faits porteurs de symboliques et significations spécifiques qu'un groupe souhaite s'approprier et qui viennent alors caractériser et définir son identité. Dès lors, la mémoire collective n'a donc rien de neutre puisque cette dernière est toujours le produit d'une sélection ou d'une narration et fonctionne comme une mise en cohérence du passé avec le présent et un groupe. Cette vocation fondatrice et identitaire de la mémoire qui repose sur une sélection des traces du passé, entre directement en résonance avec le rôle joué par la presse régionale. En effet, par la récurrence de certains sujets, par certains choix éditoriaux, les Unes qu'elle publie ou les photos conservées et mises en avant, cette dernière construit des symboles collectifs, des références locales qui deviennent des points d'ancre mémoriels pour les lecteurs. Ainsi, cela est finalement renforcé par le sentiment de familiarité, de proximité retrouvé dans les noms de rue, des visages connus et des lieux

²⁸ VIDAL-BENEYTO, José. La construction de la mémoire collective. *Diogène*. [en ligne]. 2003, p. 17 à 28. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-diogene-2003-1-page-17?lang=fr>> (consulté le 14.05.2025).

emblématiques qui leur permettent donc de reconnaître dans le journal une mémoire du « chez-soi ». Cependant, si la mémoire collective repose sur une série de choix, d'organisations et de récits comme l'a souligné Maurice Halbwachs, il devient essentiel d'interroger les pratiques concrètes qui permettent à un média régional de contribuer à ce travail de mémoire. En effet, bien qu'un quotidien comme La Dépêche du Midi ne revendique pas explicitement une mission mémorielle, il n'en demeure pas moins que les archives qu'il produit et conserve contribuent fortement à l'élaboration d'un récit collectif. La presse régionale constitue un vecteur crucial de remémoration fiable et sélectionne, répète parfois et illustre les événements. En ce sens, cette dernière opère une forme de tri symbolique dans les esprits puisque ce qui est publié, photographié, mis à la Une, pénètre dans la mémoire commune contrairement à ce qui tend à se retrouver dans les pages intérieures. De plus, cette capacité à « faire mémoire » tient aussi à la matérialité même du journal. Effectivement, Julie Maeck et Matthias Steinle insistent dans leur ouvrage *L'image d'archives, une image en devenir*²⁹, sur l'effet « archive » d'une image de presse sur la mémoire puisque leur réutilisation ultérieure ainsi que leur recontextualisation dans une œuvre ou un récit produit un effet mémoriel puissant et engageant alors une relecture symbolique du passé. Comme ces derniers l'écrivent: « L'expérience du passé à travers ses traces est souvent liée au désir d'être touché par l'expérience d'un temps passé avec les changements et pertes qui en résultent. ». Dès lors, à la Dépêche du Midi comme ailleurs, le choix des images conservées, numérisées et réutilisées dans des articles ou projets rétrospectifs témoigne d'une activité mémorielle concrète bien que souvent non formalisée comme telle. Ainsi, comme nous l'avons évoqué précédemment, cela semble concorder avec les propos de Jacques Derrida dans son ouvrage *Mal d'archive*³⁰, selon lesquels l'archive « n'est jamais neutre » puisqu'elle implique un geste de pouvoir sur le passé, un certain rapport de force. Ce pouvoir, dans le cas de la presse régionale, semble d'autant plus important qu'il s'exerce souvent à bas bruit, dans la routine éditoriale et archivistique. En effet, le fait de revenir régulièrement sur les mêmes événements locaux participe à une forme de ritualisation de la mémoire. Ces événements deviennent alors des référents partagés et des souvenirs communs indépendants du vécu personnel de chacun. Enfin, il convient de souligner que cette fabrique de mémoire opère également dans une temporalité affective puisque la presse quotidienne régionale est souvent l'un des seuls médias à documenter les émotions locales telles que les deuils publics, les célébrations ou encore les mobilisations sociales. Ces moments photographiés, publiés, archivés puis parfois ressortis des années plus tard nourrissent un jaillissement de la mémoire presque involontaire à la manière de Marcel Proust, un affect commun, une mémoire sensible du territoire. Ainsi, cela

²⁹ MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. op.cit.

³⁰ DERRIDA, Jacques. *Mal d'archive*. Paris: Galilée: 1995, 154 pages.

renforce ce que Halbwachs identifiait comme étant le cœur de la mémoire collective, c'est-à-dire la reconnaissance partagée de faits symboliques constituant un groupe.

Toutefois, la mémoire collective, lorsqu'elle est activée par les médias régionaux ne se limite pas à une remémoration abstraite ou désincarnée. Cette dernière prend appui sur des éléments concrets de la vie quotidienne et se tisse à la croisée de la mémoire individuelle et de la mémoire de groupe. Cette articulation entre le personnel et le collectif, entre le sensible et le symbolique, est particulièrement visible dans les usages sociaux des archives de presse. Ainsi, comme l'expliquait Maurice Halbwachs dans *Les cadres sociaux de la mémoire*³¹, les souvenirs individuels ne sont jamais produits en dehors de cadres collectifs. De ce fait, un article ou une photographie ancienne peut réactiver des souvenirs personnels, mais c'est précisément parce qu'elle s'inscrit dans un contexte partagé qu'elle prend tout son sens. Comme nous l'avons détaillé précédemment, à la Dépêche du Midi, cette dimension est clairement visible et remarquable à travers les nombreuses demandes de particuliers souhaitant obtenir une copie de la Une publiée le jour de leur naissance ou de celle d'un proche. Ce type de requête, aussi anecdotique puisse-t-il paraître, témoigne de la puissance affective de la presse comme vecteur de mémoire intime. En effet, il ne s'agit pas seulement de retrouver une date ou un fait, mais bien de revivre une ambiance, de tisser un lien entre un événement privé et un contexte collectif. Au confluent de ces gestes se retrouve un ancrage identitaire, une forme de réappropriation du passé à l'échelle personnelle mais qui mobilise une mémoire médiatique commune. De plus, cette relation entre mémoire intime et mémoire communautaire s'illustre également dans le rapport aux lieux. Comme l'ont souligné Pierre Nora dans *Les lieux de mémoire*³² et José Vidal-Beneyto dans *La construction de la mémoire collective*³³, le territoire est souvent ce qui permet la cristallisation de souvenirs partagés. Une photographie de la place du Capitole enneigée dans les années 1960 ou encore une image d'une manifestation devant la préfecture sont autant de fragments visuels qui permettent à chacun de se reconnaître dans une histoire commune, tout en réactivant une mémoire personnelle liée à ces lieux. D'un point de vue théorique, cette double inscription mémorielle peut se comprendre à la lumière des travaux de Jeffrey Andrew Barash³⁴, qui distingue la mémoire collective comme un espace symbolique produit par des médias, des institutions et des récits tout en soulignant son imprégnation par les expériences individuelles. Ainsi, la mémoire de la presse régionale

³¹ HALBWACHS, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel, 1994, 374.

³² NORA, Pierre. op. cit.

³³ VIDAL-BENEYTO, José op.cit.

³⁴ BARASH, Andrew Jeffrey. Qu'est-ce que la mémoire collective ? *De métaphysique et de morale*. [en ligne]. 2006, p. 185 à 195. Disponible sur:

<<https://shs.cairn.info/revue-de-metaphysique-et-de-moral-2006-2-page-185?lang=fr>> (consulté le 10.02.2025)

devient un carrefour d'interprétations puisque cette dernière parle au nom d'un groupe tout en laissant à chacun la liberté d'y projeter son propre vécu. Dans ce cadre, l'image de presse joue un rôle particulièrement puissant car, en effet, comme le rappelle l'ouvrage *L'image d'archives, Une image en devenir*³⁵, l'« archive affect » naît de la confrontation à une trace visuelle provoquant une résonance émotionnelle forte. Les archives photographiques de la DDM témoignent de cette capacité à « fossiliser » l'ordinaire et à cristalliser des souvenirs sans qu'il soit nécessaire de les avoir vécus directement. En effet, il suffit que l'image entre en résonance avec une culture commune ou un imaginaire collectif. Enfin, cette forme de mémoire visuelle partagée devient un support d'appartenance puisque, comme l'a écrit José Vidal-Beneyto dans la revue Diogène³⁶: « La mémoire collective d'un événement concret consiste dans l'ensemble des représentations majoritairement partagées [...], organisées autour d'un axe principal leur conférant un sens permettant de fonctionner comme fondement de la communauté concernée. ». La presse, en enregistrant, en recontextualisant et en diffusant ces représentations, participe à la constitution de cet axe symbolique.

Ainsi, en capturant les événements du quotidien comme les grands moments de crise ou de célébration, la presse régionale ne se contente pas de nourrir la mémoire collective mais la sculpte en lui donnant des formes visuelles, des mots et des récits qui s'inscrivent dans le paysage mental d'un territoire. Cette mémoire partagée, diffusée et rejouée par les archives journalistiques, devient alors le terreau d'une identité culturelle locale à la fois affective, visuelle et bien entendu symbolique. C'est donc par sa capacité à documenter les faits marquants mais aussi à choisir comment les représenter, que la presse quotidienne régionale participe à la construction d'un sentiment d'appartenance forgé par l'histoire commune et la reconnaissance des lieux et des figures. C'est alors ce rôle de témoin du territoire que nous allons désormais interroger.

c. Documentation des événements et construction d'une identité locale et culturelle

Si la mémoire collective donne naissance à un récit commun, c'est bien souvent à travers les événements documentés qu'elle s'active. En effet, la presse régionale, en couvrant aussi bien les grandes affaires judiciaires que les petites célébrations locales, agit comme un médiateur du territoire, contribuant à fixer des repères, à valoriser des figures et à nourrir une culture partagée. Ainsi, au-delà de l'information, chaque article, chaque

³⁵ MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. op.cit.

³⁶ VIDAL-BENEYTO, José. op.cit.

photographie devient potentiellement un marqueur identitaire, un fragment du passé mis en récit, une trace visuelle qui renvoie à des lieux familiers et parfois même à des souvenirs intimes. A travers l'analyse de certaines pratiques archivistiques observées à la Dépêche du midi, comme la conservation minutieuse des faits divers ou les demandes d'images par des institutions locales, mais également à travers le rôle que peuvent jouer ces archives dans la reconstitution de scènes historiques, il s'agira ici de comprendre comment la presse régionale documente les mutations d'un territoire et façonne une identité locale en miroir de sa mémoire ainsi que de son actualité. Tout d'abord, si la presse quotidienne régionale a pour vocation première d'informer, elle remplit aussi, souvent malgré elle, une fonction identitaire forte. En effet, en rendant compte des événements du quotidien du plus spectaculaire au plus ordinaire, cette dernière donne à voir une image d'elle-même au territoire, une projection de ses acteurs, de ses lieux, de ses secrets, ses recoins, ses tensions ainsi que ses joies. Cette inscription constante dans le local transforme les archives produites, comme nous l'avons précédemment évoqué, en reflets vivants d'une identité collective en devenir. A la Dépêche du Midi, ce rôle s'observe à travers plusieurs pratiques concrètes. L'un des exemples les plus frappants concerne les cahiers de faits divers, véritables recueils judicieusement conçus à la main par des archivistes d'anciennes générations, et remontant au minimum jusqu'aux années 1950. En effet, ces derniers sont conservés dans des locaux adjacents aux locaux principaux du journal et regroupent, pour de nombreuses affaires marquantes (crimes, accidents, disparitions...), des coupures de presse, des photographies et parfois même des éléments internes tels que des échanges entre journalistes. Ils ont récemment servi dans le cadre d'une demande du géant Netflix qui souhaitait s'appuyer sur les archives de la DDM pour la production d'un documentaire portant sur l'affaire Alègre. En effet, sans ces carnets, le travail de l'archiviste aurait été extrêmement laborieux puisqu'il a suivi plusieurs étapes avant l'envoi des documents à Netflix. Tout d'abord, l'archiviste s'est renseignée via internet sur les grosses lignes de cette affaire, dont elle se souvient pertinemment puisque cette dernière avait été documentée dans les colonnes de la DDM du temps où cela s'est produit. Une fois les noms des victimes principales retrouvés, certaines dates grossièrement notées (pour la grande majorité, seule l'année du crime était divulguée), il a fallu se créer un document complet avec les victimes dans l'ordre chronologique des crimes et agressions, puis aller consulter les carnets et commencer à les feuilleter, page par page, jusqu'à retrouver les photos des femmes concernées. Ces carnets ont aussi permis de constater l'impact qu'a la presse régionale locale qui documente presque tout dans le moindre détail car nous pouvions y voir les différentes étapes de la disparition des femmes concernées avant même de savoir que ces dernières étaient reliées au tueur en série toulousain Patrice Alègre. Enfin, ce cas témoigne bien de la reconnaissance extérieure de la valeur documentaire et identitaire de ces

archives puisqu'elles sont perçues comme des matériaux authentiques pour restituer une mémoire locale, au plus près de ce qu'ont vu et lu les habitants de la région. Mais, au-delà des grandes affaires, ce sont parfois des objets plus discrets, presque anecdotiques, qui cristallisent l'attachement d'une population à son territoire. Un exemple marquant est celui d'une demande formulée par l'entreprise Tisséo, gestionnaire des transports en commun toulousains, qui souhaitait savoir si la DDM possédait ou non des photographies d'un bus du nom de Saviem Chausson circulant dans les rues de Toulouse dans les années 1960 dans le cadre d'une restauration de ce dernier. Par chance, il s'avérait que le journal disposait de numérisations récentes de ces bus là circulant dans la rue Alsace Lorraine sous différents angles. Ainsi, là encore, les archives photographiques de presse deviennent un levier de revalorisation du patrimoine urbain local et il ne s'agit alors plus simplement de documenter un changement mais bien de raviver une image passée de Toulouse, avec ses bus, ses rues, sa circulation dans le temps, autant d'éléments d'un imaginaire commun. De ce fait, comme l'écrivait l'historienne Anne-Claude Ambroise-rendu dans *Du patrimoine à la patrimonialisation*³⁷, « le patrimoine n'est pas donné mais construit, produit par un regard et une volonté de transmission ». Ce regard est à la fois celui de la presse elle-même, dans son choix de publier, de titrer et de photographier, ainsi que celui de la société qui vient chercher dans ces archives ce qui fait sens pour elle, pour son identité. Les archives photographiques de presse se différencient des archives institutionnelles classiques, souvent plus figées. Celles-ci portent des visages, des lieux transformés (le Capitole piétonnisé, la rue Alsace-Lorraine embouteillée, le pont Neuf saturé de véhicules), des scènes de vie ordinaire devenues symboliques pour leur changement, leurs différences avec le présent, et le déclenchement d'un fantasme d'une vie passée, d'une identité que l'on cherche à retrouver, à préserver. De ce fait, ces documents nourrissent par extension, une culture locale. Comme nous l'avons évoqué à maintes reprises, si l'identité locale ne se décrète pas, elle s'imprime pourtant dans les images récurrentes en tout genre. Et dans cette construction, la presse quotidienne régionale joue un rôle clé en sélectionnant ce qu'elle donne à voir. Au sein des archives de la Dépêche du midi, les lieux et figures récurrents illustrent cette sélection implicite des marqueurs identitaires. Parmi les plus fréquemment mobilisés, pas nécessairement consciemment, on retrouve la Place du capitole, véritable totem de la ville de Toulouse, dont les photographies traversent les décennies, à cela s'ajoute l'usage courant de toponymes affectifs dans les Unes tels que « la Ville Rose » ou « le Téfécé », qui renvoient immédiatement à une identité partagée et presque intime. Ces mots-images renforcent alors l'idée d'une communauté de lecteurs soudée autour de repères communs. Certaines figures populaires agissent par ailleurs

³⁷ AMBROISE-RENDU. op. cit.

également comme vecteurs de reconnaissance identitaire, à l'instar de Biglo & Oli, largement présents dans les Unes contemporaines avec le Rose Festival dont ils sont les fondateurs. En effet, ces chanteurs, bien plus que des artistes, incarnent pour une partie de la population toulousaine une transmission et une réappropriation culturelle du territoire et cumulent à eux seuls un nombre incalculable de Unes dans les journaux de la DDM. Le Stade Toulousain, quant à lui, revient très fréquemment dans les Unes, dans une logique de fierté régionale qui dépasse le sport pour toucher à l'appartenance. Toutes ces images, fixées et réactivées à travers les décennies, façonnent un pan imagé de l'identité locale. Toutefois, l'identité d'un territoire se construit aussi par la mémoire de ses transformations urbaines. En effet, à ce titre, les photographies d'archives numérisées récemment illustrant l'inauguration du quartier du Mirail en 1967, en présence de l'architecte Georges Candilis et du maire Louis Bazerque, sont particulièrement révélatrices. Ces images, documentant la naissance d'un projet urbanistique majeur, sont appelées à jouer un rôle patrimonial à l'horizon 2027 pour les 60 ans du quartier. Elles incarnent effectivement donc bien une mémoire urbaine, mais également une identité composite et souvent stigmatisée, que la presse peut justement contribuer à réhabiliter ou à faire revivre autrement. Ces éléments montrent que l'image journalistique n'est encore une fois jamais impartiale et qu'elle participe à naturaliser des symboles locaux, au point qu'ils finissent par définir l'identité d'un territoire. Comme le rappelle Maurice Halbwachs, « ce sont les groupes sociaux qui déterminent ce dont il faut se souvenir »³⁸. Le journal devient alors l'un de ces groupes, détenteur de la légitimité à dire ce qui compte, ce qui représente, ce qui dure. Par ailleurs, comme nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, si les institutions publiques telles que les musées, les services d'archives publiques, les services patrimoniaux, ont pour mission explicite de conserver et transmettre l'histoire d'un territoire, la presse régionale quant à elle, par son aspect privé, assume ce rôle bien souvent de manière davantage implicite. Néanmoins, ses archives remplissent une fonction essentielle puisqu'elles documentent ce que d'autres instances oublient, négligent ou n'ont pas la capacité de conserver. En ce sens, elles deviennent un réservoir de mémoire complémentaire, parfois même alternative, face aux silences de l'histoire officielle. Au sein de la Dépêche du Midi, ce rôle est palpable dans des cas très concrets tels que l'exemple de la série de livrets thématiques de faits divers dont nous avons parlé précédemment. En effet, ces carnets semblent tenir éveillée une sorte de mémoire judiciaire locale précieuse souvent présente de manière bien différente dans les fonds publics ou parfois même absente. De même, lorsqu'une entreprise publique locale comme Tisséo a sollicité les archives de la DDM pour retrouver des photographies d'un ancien modèle de bus, c'est bien la presse qui est apparue comme la seule source

³⁸ HALBWACHS, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel, 1994, 374.

documentaire capable de répondre à la demande. Ainsi, cette demande illustre bien le fait que l'histoire visuelle conservée par les journaux devient la seule trace de certaines formes de vie ordinaire. De ce fait, cette mémoire informelle, souvent enfouie dans les profondeurs des services d'archives internes, ressurgit parfois à l'occasion de faits d'actualité et c'est ainsi que le journal Sud Ouest a également récemment été sollicité en 2022, par la plateforme Netflix dans le cadre de la production d'un documentaire autour de l'affaire Bertrand Cantat. Comme l'a confié Anne-Sophie Marchetto:

« Il y a un documentaire sorti sur Netflix sur l'affaire Cantat [...], dont les photos et images proviennent de moi. Ils m'ont effectivement demandé des photos donc c'était une grosse sollicitation quand même, et c'est souvent une actualité récente qui fait ressurgir une actualité ancienne, des photos d'avant, et on représente une importance identitaire pour beaucoup de monde en externe. »

Cette déclaration souligne avec clarté que les archives de presse s'inscrivent au confluent d'un passé et d'un présent où le traitement documentaire sert davantage qu'une logique interne et permet de nourrir une identité locale. Ce sont autant de documents demandés et mobilisés, soulignant ainsi la valeur que ces archives journalistiques peuvent prendre dans de tels projets contemporains de narration et de reconstitution du passé. Ce sont donc dans les interstices, dans les marges de la mémoire institutionnelle, que les archives de presse trouvent leur pleine légitimité. Comme l'écrit Pierre Nora³⁹, « la mémoire s'attache aux objets, aux gestes, aux voix, à tout ce qui dans le présent peut encore porter trace du passé ». Et si les archives journalistiques remplissent si bien cette fonction, c'est justement parce qu'elles n'ont pas été conçues comme des archives mais comme des supports du présent, ce qui les rend donc d'autant plus précieuses lorsque ce présent devient passé. La presse joue alors un double rôle, qui est tout d'abord complémentaire lorsqu'elle vient combler les manques ou les silences d'un récit plus institutionnel, puis alternatif lorsque cette dernière conserve ce qui n'a pas été reconnu comme « digne » de mémoire par les autres instances. Ainsi, à travers ses choix éditoriaux, la presse donne à voir une histoire qui n'est pas exclusivement celle des grands événements, des grands hommes mais celle des gens, des signes les plus ordinaires qui forgent une identité collective et culturelle.

³⁹ Pierre Nora op.cit.

PARTIE III

PENSER LES ARCHIVES DE PRESSE AUJOURD'HUI:

ENTRE ENJEUX DOCUMENTAIRES, ACCÈS PUBLIC ET STRATÉGIES DE VALORISATION

« *Il n'y a pas d'archives sans support ni de mémoire sans organisation* », écrivait Jacques Derrida⁴⁰. Par cette formule devenue célèbre, le philosophe soulignait le lien intrinsèque entre la matérialité des traces conservées et les cadres techniques, juridiques ou symboliques dans lesquels ces dernières sont produites, stockées, et surtout interprétées et cette dernière s'applique de manière frappante aux archives de presse. De plus, l'ère contemporaine se caractérise en effet par une mutation profonde des pratiques archivistiques, sous l'effet des technologies numériques, des évolutions éditoriales ainsi que des transformations du rapport social à l'information. Au confluent de l'éphémère et du durable, les archives journalistiques doivent désormais répondre à de nouveaux impératifs tels que le fait de garantir la conservation pérenne de fichiers fragiles, gérer des volumes exponentiels de contenus, assurer un accès raisonné dans le respect du droit, tout en valorisant un patrimoine de plus en plus sollicité à des fins mémoriales, culturelles ou commerciales. Pour les titres de presse régionale comme *La Dépêche du Midi*, ces défis sont d'autant plus aigus qu'ils s'inscrivent dans un contexte de réduction des moyens, de surcharge documentaire ainsi que d'absence de stratégie publique unifiée pour la numérisation de la mémoire locale. Cette dernière partie entend donc interroger ces bouleversements, en articulant trois dimensions majeures qui sont d'abord, les nouvelles pratiques documentaires et les tensions qu'elles engendrent, les conditions d'accès à ces archives, entre restriction technique et juridique et enfin, les perspectives d'avenir notamment à travers les enjeux liés à l'intelligence artificielle et aux politiques de valorisation patrimoniale. Penser les archives de presse aujourd'hui, c'est donc à la fois observer ce qui se transforme, comprendre ce qui résiste et anticiper ce qui pourrait advenir.

⁴⁰ Jacques Derrida op.cit.

A. LES CONTOURS MOUVANTS D'UNE ADAPTATION PERMANENTE

Si les archives journalistiques ont longtemps reposé sur des supports matériels clairement identifiables tels que des feuillets, des bobines, des photographies imprimées ou encore des microfilms, leur devenir est aujourd’hui inséparable des mutations techniques qui bouleversent les logiques de production, de stockage et d'accès à l'information. Le numérique n'a pas simplement modifié l'aspect des supports mais elle a également profondément reconfiguré les pratiques documentaires, les outils utilisés au quotidien, les formes de classement et sans surprise aucune, les usages professionnels qui en découlent. Dans ce contexte mouvant où cohabitent encore des reliures papier centenaires et des fichiers numériques multipliés à l'échelle industrielle, les acteurs de la documentation et des archives doivent composer avec une pluralité et une hybridité parfois complexe. Entre impératifs de conservation, limites logicielles, surcharge de données et absence de cadre unifié, ces pratiques peinent parfois à s'organiser autour d'une politique claire, cohérente, et de fait, durable. Ainsi, cette première sous-partie se penchera donc sur les métamorphoses profondes qui affectent les pratiques documentaires depuis des décennies en revenant tout d'abord sur le passage du papier au fichier numérique, puis sur la question du caractère éphémère des contenus en ligne, et enfin sur les défis soulevés par la pérennisation des archives numériques dans un environnement peu stable et encadré.

a. Des métamorphoses profondes

Le passage au numérique n'a pas simplement modifié les supports de l'information mais a provoqué un basculement structurel dans la manière de produire, classer, transmettre et interroger les contenus journalistiques. Cette transformation profonde n'est ni linéaire ni achevée, elle se joue dans des contextes hybrides où coexistent encore les reliures papier, les archives numérisées, les fichiers PDF, les bases internes, les pages web ou encore les réseaux sociaux. Cette dernière implique des reconfigurations multiples, qu'elles soient techniques, documentaires mais aussi symboliques. Ainsi, en s'intéressant aux nouvelles formes que prennent les archives dans ce contexte, cette sous-partie vise à analyser les transformations les plus palpables, les plus tangibles. De ce fait, nous nous interrogerons d'abord sur la bascule du papier vers des formats numériques variés, souvent fragmentés et difficilement interopérables. Nous étudierons ensuite la montée en puissance de la presse en ligne et ses conséquences sur la stabilité des contenus alors soumis à l'instantanéité et à la réécriture permanente. Enfin, nous nous arrêterons sur les enjeux

posés par la pérennisation de ces contenus numériques, souvent peu archivés de manière systématique et dont la durabilité reste incertaine.

Avec l'essor du numérique, le support matériel de l'archive de presse a profondément évolué. Des journaux reliés, aux fichiers numériques stockés sur serveurs, c'est tout un écosystème documentaire qui s'est transformé, en redéfinissant non seulement les modalités de consultation, mais aussi les pratiques de conservation, de structuration et d'exploitation. D'un point de vue strictement technique, ce passage ne se limite pas à la simple dématérialisation du papier. En effet, il entraîne une prolifération des formats (PDF, JPEG, TIFF, HTML) et une hétérogénéité des types de documents conservés tels que des mises en page à l'identique de l'édition imprimée en format PDF, des contenus web enrichis, des extraits partiels ou encore des captures d'écran. Longtemps considéré comme un objet physique unique, à la fois tangible et contextuellement situé, le journal se dématérialise progressivement pour devenir un fichier consultable en ligne, copiable, transférable ou encore enrichi. Cette métamorphose modifie alors en profondeur la manière dont l'information est produite, traitée, stockée et transmise dans le temps. L'exemple du *Lëtzebuerger Journal*⁴¹ est, à cet égard, particulièrement éclairant. En effet, le média a entamé un vaste chantier de numérisation de ses archives historiques en 2022, mêlant alors étapes de préparation matérielle telles que le dépoussiérage, la découpe ou encore des scans haute définition ainsi que des étapes de structuration des métadonnées et mise en ligne via une plateforme dédiée. Selon l'article, ce travail a révélé la complexité des choix techniques tels que les formats d'image, la structuration du texte, la reconnaissance optique de caractère (OCR) et encore d'autres, ainsi que la difficulté de mettre en place et gérer un tel projet. En effet, Christian Block, rédacteur en chef, a déclaré « Décrire cela comme une tâche herculéenne n'est probablement pas une exagération ». De plus, comme le démontre cet article, les formats numériques, contrairement au papier bien conservé, sont soumis à une obsolescence rapide, ce qui nécessite des stratégies de migration régulières afin de limiter et d'éviter toute perte de contenu. Ce travail a mis en évidence la question cruciale de la pérennité des fichiers numériques. Ainsi, cette instabilité potentielle est également au cœur des préoccupations soulevées par les professionnels de l'archivage public. En effet, selon le ministère de la Culture français, garantir l'accès aux archives numériques impose une infrastructure robuste puisque nous pouvons lire dans le rapport complet de ce dernier⁴²: « Une offre d'archivage intermédiaire et définitif doit permettre la conservation

⁴¹ BLOCK, Christian., KLEREN Lex. La mémoire numérique des journaux. In: *Lëtzebuerger Journal* [en ligne]. (modifié le 06.11.2023) Disponible sur: <<https://journal.lu/fr/la-memoire-numerique-des-journaux>> (consulté le 23.05.2025).

⁴² MINISTÈRE DE LA CULTURE. Garantir la pérennité et l'accès aux archives publiques numériques [en ligne]. (modifié le 03.02.2025). Disponible sur: <<https://www.culture.gouv.fr/fr/thematiques/innovation-numerique/le-modele-francais-et-europeen-a-l-heure-du-numerique/garantir-la-perennite-et-l-acces-aux-archives-publiques-numeriques#:~:text=Un>>

durable et sécurisée des documents électroniques », ainsi, l'adoption de Systèmes d'Archivage Électronique⁴³ (SAE) devient alors un enjeu clé pour la presse, au même titre que pour les institutions publiques. Cependant, ces solutions techniques sont non seulement et bien entendu coûteuses, mais nécessitent également des expertises spécifiques et s'accompagnent fréquemment d'une réflexion globale sur les usages, les formats, la structuration des métadonnées et tant d'autres problématiques difficiles à prendre en compte et à normaliser. Par ailleurs, comme le rappelle l'article publié dans *Première Lecture*⁴⁴ retracant la transformation numérique des archives de l'Assemblée nationale du Québec, la transition vers une gestion numérique ne peut décemment se faire sans une planification méticuleuse, sans tests de compatibilité ni anticipation des besoins d'accès sur le long terme, autant de choses à prendre en compte et mettre en place. Elle suppose une véritable stratégie de transformation documentaire, impliquant à la fois une planification rigoureuse de tous ces aspects. En somme, il ne suffit donc pas de convertir l'archive papier en fichier pour garantir sa pérennité, encore faut-il que ce fichier soit lisible, repérable, migrable et bien évidemment interopérable avec les systèmes à venir. Ainsi, la question de la pérennité ne peut donc se résumer à un enjeu de stockage passif. Comme le rappelle l'entreprise Arkhinéo⁴⁵ spécialisée dans l'archivage électronique, les documents numériques non encadrés sont vulnérables à l'obsolescence technologique et courent le risque d'une altération ou d'une perte, par des évolutions technologiques. Par ailleurs, cette fragilité technique s'accompagne d'une forme d'invisibilité structurelle car un document numérique non signalé, mal ou pas référencé ou encore non intégré à une politique d'accès devient virtuellement inexistant, et ce, même si ce dernier est conservé. Dans ce contexte, la presse régionale apparaît comme particulièrement concernée. Les archives qu'elle produit sont à la fois documentaires, historiques et identitaires. Leur conservation numérique suppose donc de ne pas négliger leur valeur symbolique et historique. Ainsi, cette dernière est directement concernée par ces problématiques de conservation à long terme et ne pas anticiper ces enjeux et risques reviendrait, en somme, à affaiblir la capacité de transmission patrimoniale des journaux eux-mêmes, et à prendre le risque d'une perte silencieuse. En d'autres termes,

[e%20offre%20d%27archivage%20inter%C3%A9diaire,de%20syst%C3%A8me%20d%27archivage%20%C3%A9lectronique](https://arkhineo.com/les-enjeux-de-la-perennite-numerique/#:~:text=Les%20d%C3%A9fis%20majeurs%20de%20la%20p%C3%A9rennit%C3%A9%20num%C3%A9rique&text=L%27obsolescence%20technologique%2C%20avec%20l%20ou%20d%C3%A9truire%20des%20archives%20essentielles) (consulté le 03.04.2025).

⁴³« Un système d'archivage électronique (SAE) permet de conserver des archives dématérialisées ou nativement numériques, dans un unique emplacement. »

⁴⁴ BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Du papier au numérique : l'épopée de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale. In: *Première Lecture* [en ligne]. (modifié le 20.02.2023) Disponible sur:

<https://premierelecture.bibliotheque.assnat.qc.ca/2023/12/20/du-papier-au-numerique-lepoppee-de-la-gestion-documentaire-a-lassemblee-nationale/> (consulté le 23.05.2025).

⁴⁵ ARKHINEO. *Les enjeux de la pérennité numérique* [en ligne]. (20.03.2025) Disponible sur: <https://arkhineo.com/les-enjeux-de-la-perennite-numerique/#:~:text=Les%20d%C3%A9fis%20majeurs%20de%20la%20p%C3%A9rennit%C3%A9%20num%C3%A9rique&text=L%27obsolescence%20technologique%2C%20avec%20l%20ou%20d%C3%A9truire%20des%20archives%20essentielles> (consulté le 04.05.2025).

la transition du papier au fichier implique un véritable changement de paradigme puisque si l'archive papier portait en elle l'idée de rareté et d'authenticité, l'archive numérique porte celle de l'accessibilité, de la duplication et de la circulation rapide, à condition que cette dernière soit techniquement pérenne, juridiquement encadrée et enfin, institutionnellement prise en charge.

Dans le prolongement de ces mutations structurelles, un autre enjeu s'impose avec acuité, celui de la publication en ligne et de ses conséquences sur la stabilité de l'information. À l'heure où une grande partie de l'information est produite et consommée en ligne, nous pouvons assister à une véritable recomposition des pratiques et des modèles de la presse depuis des décennies. En effet, dès 1994, l'apparition des premiers médias numériques a progressivement changé la donne, inaugurant une mutation dans la production, la diffusion et la réception de l'information. Ainsi, ce phénomène semble s'être accéléré depuis la fin des années 2000 puisque selon un article sur l'impact d'internet sur la presse écrite française⁴⁶, cette dernière aurait perdu environ 2 milliards d'euros de recettes publicitaires entre 2007 et 2020, preuve tangible de la bascule économique vers les plateformes numériques. Dans ce contexte, l'enquête Digital News Report de l'Université d'Oxford publiée en 2024 révèle que la consommation d'information en ligne domine largement, reléguant alors le print à une audience minoritaire:

« L'utilisation de l'information sur les plateformes en ligne se fragmente: [...] Youtube est utilisé chaque semaine pour l'information par près d'un tiers (31%) de notre échantillon mondial, WhatsApp par environ un cinquième (21%), tandis que TikTok (13%) a dépassé Twitter (10%), désormais rebaptisé X, pour la première fois. »⁴⁷

Par ailleurs, les professionnels du journalisme, dès les années 1990, avaient anticipé une telle transformation profonde affectant les formats, les vitesses de production, et les modes d'interaction avec les publics, selon un article de Michel Mathien à propos du journalisme professionnel face aux mutations de l'information et de la communication⁴⁸. De ce fait, pour les archives de presse, cela implique que l'injection massive de contenus dès la publication en ligne nécessite d'ores et déjà une architecture documentaire évolutive. Effectivement, la presse régionale n'échappe pas à la logique de diffusion numérique. Sites web, newsletters, réseaux sociaux, applications mobiles, autant de formats qui répondent effectivement à une

⁴⁶BORSENBERGER, Claire,. MULLER-VIBES, Catherine. L'impact d'Internet sur la presse écrite française – Augmenter le prix de couverture est-il une bonne stratégie pour améliorer la rentabilité ?. *Revue d'économie politique*. [en ligne]. 2019, pages 937-965. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-d-economie-politique-2019-6-page-937?lang=en>> (consulté le 08.05.2025).

⁴⁷ UNIVERSITY OF OXFORD. *Rapport d'actualité numérique 2024.*, [en ligne]. Disponible sur: <<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024>> (consulté le 11.03.2025).

⁴⁸ MATHIEN, Michel. Le journalisme professionnel face aux mutations de l'information et de la communication : déroute des valeurs ou réaction ? *Diogène*. [en ligne]. 1998, p. 11-42. Disponible sur: <https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1998_num_37_1_1372> (consulté le 14.05.2025).

demande d'instantanéité mais qui soulèvent d'importantes questions du point de vue documentaire et patrimonial. Effectivement, si les contenus publiés sous format imprimé sont, par nature et par définition, conservés, datés et stabilisés dans leur version finale, les contenus en ligne, quant à eux, demeurent presque volatiles, modulables, voire éphémères. En cela, ils échappent souvent à une logique d'archivage systématique. Tel que nous l'avons cité plus haut, l'article « *La mémoire numérique des journaux* »⁴⁹ consacré au cas du Lëtzebuerger Journal, met parfaitement en lumière le fait que le web ne conserve pas spontanément, mais qu'il a plutôt tendance à oublier par défaut. Or, cette fragilité est d'autant plus problématique qu'elle concerne désormais la majorité des productions journalistiques, dont une part croissante ne fait plus l'objet d'une édition imprimée. L'auteur évoque ainsi la disparition de nombreux contenus web non sauvegardés, dus à des bugs techniques, à des refontes de site ou encore à des suppressions involontaires. Cette logique de disparition silencieuse interroge en profondeur le statut de l'information numérique et peut questionner le devenir d'une information publiée en ligne, une fois son temps médiatique écoulé. En effet, sans trace imprimée, sans indexation ni copie d'archivage, elle est potentiellement condamnée à l'oubli. Le chercheur Jeffrey Andrew Barash⁵⁰, dans ses travaux sur la mémoire, évoque d'ailleurs le risque d'un « présent perpétuel » induit par la surproduction d'informations non hiérarchisées, où « le passé est noyé dans un flux continu de données instables. ». De ce fait, cette forme de déréalisation de la mémoire médiatique s'illustre notamment dans la manière dont certains journaux effacent automatiquement, après un certain délai, des articles anciens de leur site pour des raisons juridiques, de référencement, ou par souci d'espace serveur. Or, ce retrait n'est souvent pas compensé par un archivage pérenne ou un dépôt systémique, et en cela, la presse régionale en tant que productrice de mémoire locale, court le risque de voir ses propres traces effacées si elle ne met pas en place des stratégies de conservation actives. Certes, des outils tels que l'Internet Archive avec la Wayback Machine⁵¹ ou encore certains dispositifs nationaux tels que les dépôts légaux numériques pilotés par la BnF, peuvent conserver quelques versions du site web à des dates clés. Mais, ces archives sont souvent partielles, difficilement exploitables et ne garantissent ni la fidélité des contenus ni leur contexte de publication. L'INA, de son côté, archive la presse en ligne audiovisuelle, mais très peu de sites textuels de presse écrite régionale bénéficient d'un tel suivi régulier. Dans le cas de la Dépêche du Midi, une section « archives » est bien disponible sur le site ladepeche.fr, proposant effectivement un système

⁴⁹ BLOCK, Christian. op.cit.

⁵⁰ BARASH, Andrew Jeffrey. op. cit.

⁵¹ « La Wayback Machine est une archive numérique du web et d'autres informations sur l'internet. Il permet aux utilisateurs de voir les versions archivées des pages web à travers le temps, qui sont enregistrées telles qu'elles ont existé sur le <web>

»--[https://www.portail-ie.fr/ressources/outil/wayback-machine/#:~:text=La%20Wayback%20Machine%20est%20une.ont%20exist%C3%A9%20sur%20le%20web. >](https://www.portail-ie.fr/ressources/outil/wayback-machine/#:~:text=La%20Wayback%20Machine%20est%20une.ont%20exist%C3%A9%20sur%20le%20web.)

de recherche par calendrier remontant jusqu'au 01/01/1998, date qui marque probablement le début de la mise en ligne régulière de ses contenus. Cet outil permet à l'utilisateur de consulter les articles web publiés quotidiennement, ce qui constitue un atout considérable en termes de mémoire vivante et de transparence éditoriale, cependant, cette accessibilité n'implique pas une conservation pérenne au sens archivistique du terme. Les articles sont stockés dans l'infrastructure du site, mais ne bénéficient pas nécessairement d'un système de gestion électronique de l'archivage dédié, tel que le SAE, ni d'un plan de conservation explicite. Cependant, comme le souligne le rapport⁵² du Ministère de la Culture cité précédemment portant sur la garantie d'accès aux archives numériques, l'enjeu est d'autant plus crucial qu'une absence de stratégie claire peut entraîner, à terme, une perte irréversible de contenus, comme nous l'avons déjà évoqué, notamment en cas de migration technologique, d'obsolescence des formats ou même de restructuration éditoriale. Le rapport d'Arkhinéo⁵³ va d'ailleurs dans le même sens en affirmant que sans archivage normé, les documents risquent de devenir illisibles ou de disparaître. Dans ce cadre, la presse ne peut se permettre de négliger la conservation de ses productions numériques. La Dépêche, à l'instar de nombreux journaux, est donc confrontée à un paradoxe qui est celui de rendre accessibles ses contenus tout en assurant leur préservation, ce qui nécessite à la fois des moyens techniques et une véritable politique d'archivage, car, contrairement aux bibliothèques ou aux centres d'archives publics, un quotidien demeure avant tout une entreprise privée pour laquelle la pérennité documentaire n'est pas nécessairement prioritaire, sauf si celle-ci est pensée comme une composante de son image institutionnelle ou de sa valeur patrimoniale. Ainsi, l'enjeu ne réside plus uniquement dans la diffusion mais bien dans l'institutionnalisation de pratiques de sauvegarde et de valorisation numérique à la hauteur de la production. Ne pas penser cette infrastructure de la mémoire numérique revient, pour la presse, à se priver d'un rôle patrimonial fondamental, voire à compromettre la transmission même de son identité à long terme.

b. Les paradoxes d'une gestion documentaire numérique

Si la transition vers le numérique bouleverse les modes de production, de diffusion et de conservation des contenus de presse, elle a également imposé une reconfiguration en profondeur des pratiques de gestion documentaire. Ce n'est pas seulement l'objet « archive » qui change, ce sont bien entendu les outils, les logiques de classement, les conditions d'accès ainsi que les modes de recherche qui se réinventent sous l'effet des technologies numériques. L'archiviste de presse, autrefois centré sur la matérialité des fonds, se retrouve désormais et ce, depuis des décennies, confronté à des environnements logiciels

⁵² MINISTÈRE DE LA CULTURE. op.cit.

⁵³ ARKHINEO. op. cit.

complexes, parfois peu conçus pour les besoins spécifiques de son cadre de travail. A La Dépêche du midi, cette réalité prend la forme d'une gestion documentaire quotidienne fortement contrainte par des outils numériques vieillissants ou imparfaits, à l'image de FotoStation ou Arcano, qui structurent l'essentiel du travail iconographique, mais dont les limites ralentissent la circulation de l'information. De plus, l'absence d'un plan de classement formalisé, remplacé par des logiques de recherche intuitive ou des listes de mots-clés instables, nuit grandement à la cohérence et à la pérennité des systèmes d'indexation. Dans ce contexte précisément, les enjeux ne sont pas uniquement techniques mais également professionnels, institutionnels et cognitifs car, une gestion documentaire numérique efficace suppose une vision partagée, une nomenclature rigoureuse et généralisée, des moyens techniques et financiers adaptés, et pour cela, une reconnaissance du rôle stratégique des services d'archives. Cette sous-partie interrogera donc les outils, les logiques de classement, et les arbitrages internes qui structurent ou freinent la construction d'un véritable patrimoine numérique dans les quotidiens régionaux.

Dans le prolongement des mutations numériques de la presse régionale, les outils techniques occupent une place cruciale et primordiale dans la gestion documentaire. A La Dépêche du Midi, deux logiciels principaux structurent particulièrement cette activité et cette gestion au quotidien: FotoStation et Arcano. Bien que ces outils répondent à des besoins spécifiques, leur utilisation actuelle révèle un fonctionnement parfois complexe, soumis à des contraintes techniques et humaines qui reflètent les fragilités d'un écosystème documentaire en transition. De ce fait, des questions quant à leur adaptabilité et leur efficacité dans un environnement en constante évolution se posent. Fotostation, développé par la société norvégienne FotoWare depuis les années 1990, est un logiciel de gestion et de traitement d'images, conçu pour des structures à forte production iconographique comme les agences de presse, les rédactions ou encore les musées⁵⁴. A la Dépêche du Midi, il est principalement utilisé en amont de la chaîne documentaire, notamment lors des opérations de numérisation et de traitement de fonds iconographiques anciens. Il permet, entre autres, d'importer des fichiers scannés, d'y associer des métadonnées (date, lieu, sujet, nom des personnes présentes, événement, etc.), de les redimensionner, les renommer et enfin de les organiser selon une logique de classement définie localement par la documentaliste. Ce travail préparatoire, bien que central pour assurer la pérennité et l'exploitabilité des contenus photographiques, repose sur des manipulations manuelles chronophages, qui nécessitent à la fois une bonne connaissance du logiciel et une rigueur dans la saisie, ce qui manque cruellement lorsqu'on est seul(e) à gérer l'ensemble d'un fonds, comme c'est par exemple le

⁵⁴ FOTOSTATION. *Fotostation* [en ligne]. Disponible sur: <<https://fotostation.com/features/>> (consulté le 12.04.2025).

cas à la Dépêche du Midi. Le logiciel, bien que robuste et reconnu dans le domaine, n'en reste pas moins peu intuitif, et son ergonomie datée en fait un outil difficile à prendre en main sans formation spécifique bien que des mises à jour onéreuses soient disponibles régulièrement.

Le second outil majeur, Arcano, est quant à lui, une solution suisse de transfert sécurisé de fichiers. Bien que conçu initialement pour des environnements exigeant une grande confidentialité tels que le secteur de la santé ou encore de la justice, il est aujourd'hui utilisé à la Dépêche du Midi dans le but de centraliser et faire circuler les flux photographiques au quotidien. C'est en effet sur Arcano que les photographes-journalistes déposent leurs photos après couverture d'un événement, permettant ainsi à la documentaliste de récupérer les clichés, de les traiter, de les nommer, les indexer et les archiver selon des procédures internes. Ce système permet de garantir la traçabilité et la sécurité des fichiers, mais il n'est pas exempt de difficultés. L'interface d'Arcano, bien qu'efficace pour le dépôt et la récupération de documents, n'offre pas de fonctions avancées de gestion documentaire, il y est donc impossible d'ajouter des métadonnées complexes ou d'indexer finement les fichiers dans une base pérenne. Il ne s'agit donc pas d'un outil d'archivage à proprement parler mais bien d'un « sas » de circulation sécurisée nécessitant une manipulation en aval afin d'être intégré dans les archives de manière organisée. En ce sens, l'absence d'interopérabilité entre Arcano et d'autres systèmes documentaires empêche une fluidité dans le traitement et la capitalisation des contenus. L'usage parallèle de FotoStation pour le traitement des images patrimoniales ou ponctuelles ainsi que d'Arcano pour les flux photographiques quotidiens, dessine les contours d'un système de gestion documentaire fragmenté. A cela s'ajoute l'absence, aujourd'hui encore, d'un plan de classement officiel et d'un thésaurus partagé entre les services, aspect sur lequel nous nous attarderons prochainement. La documentaliste travaille selon une logique personnelle, reposant sur une connaissance fine du fonds, mais non transmise ou formalisée dans une base de données collective. Cette absence de politique documentaire claire, et notamment d'un outil de gestion centralisé (type DAM) limite l'efficience du traitement des archives et compromet leur accessibilité à long terme. Enfin, à cela s'ajoutent des enjeux d'usure technique et humaine tels que la lenteur du logiciel FotoStation due au fait qu'il soit daté, son temps de traitement parfois long ou encore les doublons entre les outils à disposition. Autant de limites qui posent des questions de préservation patrimoniale future et d'ouverture éventuelle des archives au public.

Ainsi, si les outils numériques permettent aujourd'hui d'accéder rapidement à d'importants volumes de données, cette facilité d'accès est conditionnée par un principe fondamental qui est celui d'une indexation fiable et structurée. En effet, les archives y compris et surtout les archives photographiques, ne deviennent réellement exploitables que

si ces dernières sont accompagnées de métadonnées claires, cohérentes et pérennes. À titre d'exemple, à la Dépêche du Midi, cette exigence de structuration documentaire se heurte à un fonctionnement empirique, où les règles sont peu formalisées et laissent place à une gestion individuelle, intuitive mais largement perfectible. En effet, une utilisation conjointe des logiciels FotoStation et Arcano y est observable. Dans FotoStation, libre est le choix des catégories parmi des listes déroulantes et ces dernières permettent effectivement une première forme de classement, mais restent malgré tout peu nombreuses, souvent trop générales et surtout, ne s'appuyant sur aucun plan de classement formalisé. Par exemple, sous la catégorie « santé », il est possible de retrouver « hôpital », « clinique » ou « CHU », mais aucune arborescence n'existe pour organiser ces notions entre elles, ni pour suggérer des liens avec d'autres rubriques telles que « soins », « urgence » ou encore « personnel soignant ». De ce fait, d'un point de vue documentaire, cette organisation relève d'une indexation semi-structurée, c'est-à-dire à mi-chemin entre une classification formelle et une logique intuitive. Cette situation n'est pas anodine puisque comme le rappelle l'ADBS (Association des professionnels de l'information et de la documentation), dans son *Guide pratique de l'indexation documentaire*, sans politique cohérente de description, les documents sont susceptibles de devenir rapidement invisibles ou difficilement mobilisables. A la Dépêche du Midi, l'absence de thesaurus, de référentiel partagé ou de plan de classement hiérarchique empêche non seulement la régularité de l'indexation dans le temps, mais également la possibilité d'une recherche transversale ou d'une valorisation automatisée.

En effet, d'un document à un autre, d'un professionnel à un autre, une même réalité peut être décrite différemment et ce « flou », cette imprécision sémantique risque d'entraîner une forme d'invisibilisation des contenus. Le terme « manifestation » peut par exemple renvoyer aussi bien à une grève syndicale, un carnaval, ou une cérémonie religieuse et sans précision supplémentaire, via notamment la légende, ni hiérarchisation des termes, la recherche devient laborieuse, voire impossible. La cohérence terminologique fait donc défaut et l'absence de mécanismes de vérification ou de révision aggrave cet éparpillement sémantique. Dans ce contexte, on pourrait être tenté de rapprocher cette pratique d'une forme de folksonomie, dans la mesure où le vocabulaire employé n'est ni imposé, ni standardisé, cependant, comme nous l'avons précisé plus haut, il ne s'agit pas ici d'un processus collaboratif ou participatif, où plusieurs utilisateurs viendraient enrichir la base à partir de leurs usages mais bien d'une indexation non normalisée, confiée à une seule personne et dont l'efficacité repose sur une mémoire personnelle du fonds. Cette logique, si elle permet une souplesse relative au quotidien, fragilise considérablement la continuité et la transmissibilité du travail documentaire. En cas de départ ou d'absence prolongée de la documentaliste-archiviste, il serait extrêmement difficile de reprendre ou d'interpréter

certaines classifications. Par ailleurs, cette forme de gestion rend tout projet de valorisation externe ou de partage interinstitutionnel extrêmement compliqué.

En effet, les plateformes culturelles, les bases d'archives publiques ou les musées exigent généralement des métadonnées interopérables (compatibles avec d'autres systèmes), s'appuyant sur des normes comme l'AFNOR Z44-082⁵⁵, le Dublin Core⁵⁶, ou encore des référentiels sectoriels tels que les vocabulaires documentaires RAMEAU⁵⁷. Sans ces normes, aucune liaison automatique ne peut être faite entre le fonds de la Dépêche du Midi et d'autres catalogues patrimoniaux. Plus profondément encore, cette fragilité dans le classement pourrait affecter la transmission de la mémoire collective que nous avons évoquée dans la partie précédente. En poussant cet aspect à son paroxysme, nous pouvons effectivement imaginer que si certaines photographies emblématiques, comme celles de l'inauguration du métro toulousain par exemple, sont bien présentes dans le fonds, rien ne garantit que leur indexation soit suffisante pour les retrouver facilement. Dans les faits, il a souvent été question pour la documentaliste, de connaître l'existence de ces documents pour savoir où les chercher, ce qui va évidemment à l'encontre du principe même d'un système documentaire bien pensé et conçu. Enfin, cette absence de planification documentaire reflète un problème plus global de sous-investissement dans les fonctions de mémoire au sein du journal. La question de l'indexation n'est pas pensée comme un levier stratégique mais comme une tâche secondaire, reléguée à une seule personne souvent sans mise à disposition d'un cadre structurant. Or, les conséquences dépassent largement le cadre du professionnel chargé de l'indexation puisqu'elles impactent également directement la capacité de l'entreprise à retrouver, réutiliser et valoriser son propre contenu. Comme le souligne un article du Journal du Net, « selon IDC, 35 à 50% des informations disponibles au sein d'une entreprise ne sont ni indexées, ni centralisées. Un employé de bureau consacre en moyenne 2,5 heures par jour (soit 30% de son temps de travail) à rechercher de l'information [...], seulement 10% du temps [est] consacré à la création effective de nouvelles connaissances. Et le coût pour les entreprises [...] représente environ un tiers du salaire moyen par employé chaque année. »⁵⁸ Ces chiffres sont alarmants et montrent à quel point une mauvaise structuration de l'information freine la productivité, alourdit les charges de travail, et, dans le cas d'un média comme la DDM, nuit également à

⁵⁵ BNF. *Normes Afnor de catalogage*. [\[en ligne\]](#). Disponible sur:

<<https://www.bnf.fr/fr/normes-afnor-de-catalogage>> (consulté le 21.05.2025).

⁵⁶ BNF. *Dublin Core*. [\[en ligne\]](#). Disponible sur: <<https://www.bnf.fr/fr/dublin-core>> (consulté le 21.05.2025).

⁵⁷ BNF. *Autorités RAMEAU*. [\[en ligne\]](#). Disponible sur: <<https://rameau.bnf.fr/utilisation/liste>> (consulté le 21.05.2025).

⁵⁸ LEMESLE, Philippe. *Pourquoi l'absence de gestion documentaire coûte cher ?* [\[en ligne\]](#). (modifié le 24.08.2016). Disponible sur:

<<https://www.journaldunet.com/solutions/dsi/1183609-pourquoi-l-absence-de-gestion-documentaire-coute-cher/>> (consulté le 17.05.2025).

la réactivité journalistique, notamment lorsqu'il est question de réutiliser des images ou articles anciens dans des contextes d'actualité (dossiers rétrospectifs, enquêtes, hommages). L'absence d'un véritable système de gestion de l'information transversal interroge alors la capacité du journal à fonctionner comme un organisme mémoriel agile, capable de mobiliser de manière efficace son propre patrimoine documentaire.

c. Numériser et archiver: des politiques internes hésitantes

Alors même que les enjeux de gestion documentaire soulignent l'importance cruciale d'une structuration rigoureuse et d'une indexation efficace, une autre problématique vient redoubler cette fragilité, celle des politiques de numérisation et d'archivage elles-mêmes. La transition vers des pratiques numériques ne saurait être pleinement efficace sans une véritable volonté institutionnelle de conservation à long terme. Or, dans de nombreux cas, notamment au sein des rédactions régionales, les politiques d'archivage qui ne sont pas prises en charge par des institutions extérieures telles que la Bibliothèque nationale de France, peinent à s'affirmer comme des priorités. Loin de constituer un projet stratégique central, la numérisation de certains fonds est souvent traitée comme une tâche accessoire, prise en charge selon les urgences et les moyens disponibles, sans vision de long terme ni règle unifiée. Dans cette sous-partie, il s'agira donc d'analyser les limites concrètes d'une telle situation, à travers le cas de la Dépêche du Midi notamment, afin de démontrer comment un manque d'engagement structurant sur divers aspects tels que politique, économique et humain, peut freiner la constitution d'un véritable patrimoine numérique de presse. Il conviendra également de s'interroger sur les arbitrages opérés entre rentabilité, accessibilité et mission mémorielle qui influencent directement les stratégies de numérisation.

Ainsi, comme nous l'avons évoqué à maintes reprises, à la Dépêche du Midi, l'absence d'une politique claire et planifiée est évidemment manifeste. Cette absence de politique volontariste s'explique notamment par un manque de ressources humaines dédiées. La documentaliste en poste cumule les fonctions d'archiviste et de gestionnaire documentaire, ce qui limite grandement le temps qu'elle peut consacrer à la numérisation. Elle a exprimé le souhait de la direction d'embaucher des stagiaires spécifiquement pour numériser les archives photographiques du journal, une tâche colossale étant donné que la numérisation d'un seul négatif peut prendre entre 3 et 5 minutes, sans compter le redimensionnement et l'indexation nécessaires. Un employé du pôle informatique de la Dépêche du Midi a même exprimé son scepticisme quant à la faisabilité de cette tâche, soulignant le manque d'attractivité de ce travail répétitif. Cette situation s'inscrit dans un paradoxe plus large qui est celui des journaux régionaux disposant de richesses

documentaires majeures mais ne parvenant pas à mettre en place les moyens nécessaires pour les protéger, faute d'une reconnaissance patrimoniale suffisamment structurée bien souvent à l'échelle interne. Un profond contraste avec les initiatives régionales en matière de numérisation de la presse. En Occitanie, la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) a lancé depuis 2007 des conventions pour la numérisation de la presse ancienne dans le Languedoc-Roussillon en premier lieu, puis du côté Midi-Pyrénéen en 2011⁵⁹, en collaboration avec la Région Occitanie, la BnF ainsi qu'Occitanie Livre & Lecture. Ces efforts ont permis la mise en ligne de 440 journaux anciens de la région sur Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF. Cette initiative témoigne alors d'une volonté institutionnelle accrue de préserver et de valoriser le patrimoine écrit régional. En France de manière généralisée, les coûts liés à ces projets de numérisation sont en grande partie couverts, comme c'est le cas de la DRAC Hauts-de-France qui propose un financement allant jusqu'à 70% de subventions, dont 35% par la BnF⁶⁰. Par ailleurs, des initiatives locales comme celle de la bibliothèque numérique de Toulouse, montrent que des projets de numérisation peuvent être menés à l'échelle régionale et soulignent le potentiel de collaboration entre les institutions locales pour la préservation du patrimoine documentaire. En effet, selon le site de Rosalis, plus de 120 000 documents ont été numérisés⁶¹ dont une centaine de titres de presse régionale, parmi lesquels certains titres aujourd'hui disparus ou repris par des grands groupes. A l'inverse, d'autres journaux régionaux comme *Sud Ouest* ont davantage structuré leur politique de numérisation en l'intégrant dans une logique de valorisation patrimoniale globale: publications anniversaires, expositions en partenariat avec des musées, et mise à disposition de fonds anciens sur des plateformes accessibles. De plus, comme nous pouvons le lire dans le chapitre de l'ouvrage *Le temps long des archives de presse*⁶², une politique de numérisation engage une représentation du rôle de l'institution dans la transmission et l'usage de ses archives. En ce sens, le manque de stratégie ou de

⁵⁹ MINISTÈRE DE LA CULTURE. *440 journaux anciens d'Occitanie à feuilleter sur Gallica ! [en ligne]*. (publié le 15.04.2024). Disponible sur: <<https://www.culture.gouv.fr/regions/drac-occitanie/actualites/actualite-a-la-une/440-journaux-anciens-d-occitanie-a-feuilleter-sur-gallica>> (consulté le 08.04.2025).

⁶⁰ MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Numérisation de la presse locale : un plan en Hauts-de-France [en ligne]* (publié le 30.10.2023). Disponible sur: <<https://www.culture.gouv.fr/fr/regions/drac-hauts-de-france/actualites/Numerisation-de-la-presse-locale-un-plan-en-Hauts-de-France#:~:text=Un%20plan%20de%20num%C3%A9risation%20coordonn%C3%A9,%27AR2L%20Hauts%2Dde%2DFrance&text=conservant%20des%20titres%20de%20presses,France%20a%20retenu%20ce%20projet>> (consulté le 28.05.2025).

⁶¹ GABRIELLE, Sophie., *Presse Locale. [en ligne]*. Disponible sur: <<https://rosalis.bibliotheque.toulouse.fr/rosalis/fr/content/presentation-presse-locale>> (consulté le 08.04.2025).

⁶² BLANDIN, Claire., GARCIN-MARROU, Isabelle. *Le temps long des archives de presse. In: En quête d'archives: Bricolages méthodologiques en terrains médiatiques.* [en ligne]. Paris: INA, 2018, 202 pages. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/en-quete-d-archives--9782869382503-page-43?lang=fr>> (consulté le 25.05.2025).

mobilisation active d'un journal ne pose pas seulement un problème technique mais peut également constituer une faiblesse identitaire qui est celle de ne pas penser la mémoire du journal comme un objet à transmettre dû à son rôle informatif. En somme, la Dépêche du Midi se trouve au confluent des chemins puisque sans une politique de numérisation structurée et sans soutien institutionnel, cette dernière aurait risqué de voir son patrimoine documentaire se dégrader, privant ainsi les générations futures d'une source précieuse d'information et de mémoire collective.

Au fil des dernières décennies, la transition numérique a profondément transformé les modalités de production, de traitement et de conservation de l'information au sein des rédactions. De la migration du support papier vers des formats numériques multiples, en passant par l'essor d'une presse en ligne difficilement archivable, jusqu'aux lacunes structurelles en matière d'indexation et de numérisation, l'ensemble des enjeux documentaires contemporains révèle des fragilités profondes mais un besoin et une volonté, malgré tout, de s'affirmer et de s'adapter à ces évolutions. Dès lors, la question n'est plus seulement celle des outils disponibles mais bien celle de l'engagement mis en œuvre afin d'assurer l'accessibilité et la valorisation de ces contenus dans une logique patrimoniale assumée. Archiver, ce n'est plus ou pas uniquement conserver mais c'est aussi rendre lisible, mobilisable et partageable. C'est pourquoi il convient désormais d'interroger les initiatives de mise en valeur et d'ouverture au public de ces archives journalistiques, entre projets de numérisation nationale, enjeux de circulation et perspectives d'automatisation. Ces dispositifs racontent une autre histoire des pratiques archivistiques, à la croisée du technique, du juridique et du symbolique.

B. VERS UNE OUVERTURE RAISONNÉE: ENJEUX D'ACCÈS, VALORISATION ET OUVERTURE AU PUBLIC

Alors même que les mutations numériques ont bouleversé les pratiques de production et de gestion documentaire, la question de l'ouverture des archives demeure centrale, plus que jamais, puisque cette dernière cristallise les tensions entre contraintes techniques, impératifs économiques, injonctions à la mémoire et usages publics. En effet, les services d'archives s'engagent dans une modernisation sans précédent qui fait l'unanimité: selon un rapport du Ministère de la Culture de 2024 et un article d'archimag⁶³,

⁶³ ARCHIMAG. "L'intelligence artificielle a sa place dans le monde des archives" [en ligne]. (modifié le 09/11/2023) Disponible sur: <<https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2023/02/20/intelligence-artificielle-place-dans-monde>

les sites d'archives auraient enregistré près de 78 millions de connexions et 1,8 milliard de pages ou images vues. Ainsi, après avoir analysé les transformations profondes de l'organisation documentaire en milieu journalistique, il convient désormais de s'intéresser à la manière dont les archives de presse peuvent, ou non, être rendues visibles, accessibles et valorisées. En effet, l'archivage ne se réduit pas à la conservation physique ou numérique, il engage nécessairement une réflexion sur la diffusion, la transmission et la réappropriation des documents. C'est d'autant plus vrai dans le cas de la presse, où les archives possèdent une double vocation, tout d'abord celle de mémoire du quotidien et matériau de relecture du passé. Or l'ouverture des archives journalistiques reste aujourd'hui tout de même partielle, marquée par des disparités importantes entre institutions, une circulation restreinte des contenus, mais aussi par des tentatives de valorisation parfois innovantes. Dans cette deuxième section, il s'agira donc d'examiner les formes contemporaines d'ouverture des archives de presse, à partir d'initiatives nationales ou régionales, nous interrogerons les modes d'accès, les obstacles juridiques, ainsi que les nouvelles perspectives ouvertes par l'automatisation documentaire. Ces éléments permettront de mieux comprendre dans quelle mesure la presse régionale, tout en assumant une logique d'entreprise, peut aussi jouer un rôle actif dans la constitution d'un patrimoine partagé, accessible et vivant.

a. Une valorisation différenciée: initiatives publiques et stratégies internes d'ouverture

Alors même que la structuration documentaire et les politiques de numérisation s'avèrent déterminantes de nos jours afin de garantir la conservation des archives de presse, une autre dynamique tout aussi essentielle et complémentaire se doit d'être interrogée, celle de leur valorisation. En effet, les efforts pour préserver un patrimoine journalistique ne prennent pleinement sens que si ces derniers s'accompagnent d'initiatives concrètes visant à en assurer l'accessibilité, la visibilité ainsi que la transmission. En effet, à l'heure où les archives de presse deviennent un enjeu culturel, historique et parfois identitaire, leur mise à disposition, même partielle, constitue un acte éditorial et politique fort, cependant, cette valorisation ne se fait pas de manière uniforme. D'un côté, des institutions publiques comme la Bibliothèque nationale de France ou l'Institut National de l'Audiovisuel développent des cadres de numérisation et de diffusion à l'échelle nationale, et de l'autre, certaines rédactions notamment dans la presse ou au sein de groupes privés, adoptent des stratégies internes, parfois ponctuelles, parfois très structurées afin de mettre en avant leur fonds d'archives. Ces écarts révèlent une diversité de logiques, de moyens et d'ambitions.

[-archives#:~:text=L%27intelligence%20artificielle%20\(IA\),reconnaissance%20automatique%20des%20caract%C3%A8res%20manuscrits](#) (consulté le 27.03.2025).

Cette sous-partie s'attachera donc à explorer cette hétérogénéité en dressant un panorama des dispositifs mis en place, en analysant plusieurs initiatives internes de journaux nationaux et régionaux ainsi qu'en interrogeant la place encore incertaine occupée par la valorisation au sein de certaines rédactions comme celle de la Dépêche du Midi, ou encore d'autres.

Tout d'abord, il convient de poser les bases des quelques acteurs principaux de la valorisation numérique des archives en France, parmi lesquels se trouve la Bibliothèque nationale de France. En effet, cette dernière, à travers sa bibliothèque numérique Gallica, incarne le premier pilier du système français de valorisation numérique des archives de presse. Lancée en 1997, Gallica s'est progressivement imposée non seulement comme un conservatoire de la mémoire écrite, mais aussi comme une interface d'accès à un large corpus documentaire numérisé. En effet, à ce jour Gallica propose plus de 11 millions de documents, dont une part importante de journaux, de revues et de magazines. Par ailleurs, la BnF a structuré ses politiques de numérisation autour de programmes tels que le plan de 2005-2010 qui visait à numériser 31 titres représentant environ 3,5 millions de pages, intégrant également l'OCR pour garantir l'interrogabilité. Ainsi, en pilotant de tels programmes, l'État confère alors une dimension stratégique à la conservation du patrimoine écrit, notamment de la presse, en centrant son action sur la préservation d'un patrimoine vulnérable tout en rendant son accès plus démocratique⁶⁴. De plus, dans le domaine audiovisuel, secteur adjacent mais révélateur du cadre national de valorisation des médias, l'Institut national de l'audiovisuel propose un modèle de sauvegarde et d'ouverture colossal et exemplaire, et ce, depuis des décennies désormais. En effet, l'INA a démarré dès la fin des années 1990, un « Plan de sauvegarde et de numérisation »⁶⁵ dans le but de numériser massivement ses archives audiovisuelles. Ainsi, l'INA propose aujourd'hui un accès en ligne via l'Inathèque⁶⁶, allié à des solutions d'indexation avancées dont nous traiterons ultérieurement mais également de la consultation scientifique ainsi que des offres commerciales, selon les modalités convenues avec chaque partenaire. Cette structuration exemplaire révèle alors la stratégie publique de valorisation qui est celle de rendre les archives accessibles au plus grand nombre de personnes tout en protégeant les actifs culturels par le biais de dispositifs de conservation robustes. Par ailleurs, à côté de ces

⁶⁴LE MAÎTRE, Stéphanie. *La valorisation numérique du patrimoine photographique de presse*. In: Presse et Patrimoine [en ligne]. (Modifié le 20.06.2022.) Disponible sur:

<<https://www.medias19.org/publications/presse-et-patrimoine/la-valorisation-numerique-du-patrimoine-photographique-de-presse>> (consulté le 03.04.2025).

⁶⁵ INA. *L'archivage audiovisuel* [en ligne]. Disponible sur:

<<https://www.ina.fr/offres-et-services/archivage-audiovisuel>> (consulté le 21.05.2025).

⁶⁶ INATHÈQUE. Disponible sur:

<https://catalogue.ina.fr/doc/ECRIT/DE_25494/ina-departement-recherche-rapport-d-activite-2014> (consulté le 07.05.2025).

grands acteurs, des mécanismes institutionnels de coopération se déploient. En effet, la BnF a développé des partenariats par le biais de sa filiale BnF-Partenariats⁶⁷, financée dans le cadre d'appels à projets tels que les investissements d'avenir afin d'accélérer la numérisation de ses propres collections et de celles d'autres établissements. De plus, cette dernière a également mis en place une infrastructure technologique permettant aux bibliothèques souhaitant devenir partenaires, de diffuser leurs collections numérisées, sous licence ouverte. Ainsi, la BNU de Strasbourg a adopté cette stratégie visant à combiner une mutualisation des infrastructures et une diffusion élargie du patrimoine, rendant alors accessible une offre cohérente et qualitative, y compris pour des acteurs disposant de peu de moyens techniques propres. En complément, bien évidemment et comme nous l'avons déjà évoqué, la BnF encourage la numérisation des archives de presse telles que celles des quotidiens nationaux qui étaient initialement les seuls quotidiens intégrés au programme, ainsi que les régionaux, par le biais de son portail Gallica. En parallèle cette dernière encourage la valorisation « coopérative et expérimentale » des fonds qu'elle numérise via sa présence dynamique sur les réseaux sociaux tels que Instagram et facebook notamment, et les retours d'usage de ces derniers montrent que cette stratégie renforce simultanément la visibilité institutionnelle et la médiation culturelle, contribuant alors à créer un récit partagé de la mémoire collective et en prenant le flambeau d'un transmetteur de la mémoire journalistique, tout en véhiculant le bon exemple. A l'inverse, les réseaux sociaux de la plupart des quotidiens nationaux et régionaux se concentrent sur l'actualité chaude, sans que les archives n'y soient véritablement mises en avant, ce qui confirme l'absence de stratégie patrimoniale numérique à large échelle. Par ailleurs, tel que nous l'avons évoqué, en résonance avec ces stratégies nationales, plusieurs initiatives régionales et locales ont vu le jour. En Occitanie, des partenariats entre la DRAC, la région, la BnF ainsi qu'Occitanie Livre & Lecture ont permis la numérisation de plus de 440 titres de presse ancienne sur Gallica, comme nous l'avons précisé précédemment. En conclusion, les cadres institutionnels nationaux et régionaux tels que ceux portés par la BnF, les DRAC ou encore l'INA constituent un socle commun de la valorisation documentaire en France. De nos jours, le numérique est un pilier de cette valorisation et les initiatives présentées s'y fondent avec succès, ouvrant alors la porte à une valorisation des archives de plus en plus dans l'ère du temps.

Toutefois, si ces dispositifs publics offrent un cadre solide pour la numérisation et la valorisation patrimoniale des archives de presse, leur portée reste encore trop partiellement engagée dans certaines entreprises indépendantes telles que la presse quotidienne régionale. Cependant, rien n'interdit que certains mécanismes de coopération, de

⁶⁷ BNF. *BnF-Partenariats [en ligne]*. Disponible sur: <<https://www.bnf.fr/fr/bnf-partenariats>> (consulté le 21.05.2025).

mutualisation ou simplement de méthodologie inspirés ou calqués du monde public puissent être adaptés à ces institutions non-publiques, bien que le devoir de transmission et de mémoire y soit peut-être moins explicite ou saillant. En effet, la gestion des archives journalistiques pourrait, à ce titre, s'enrichir des stratégies institutionnelles observées dans les bibliothèques ou archives territoriales et soutenues par ces dernières, à condition que les entreprises de presse considèrent ce pan patrimonial comme un axe important et légitime de développement. Par ailleurs, certaines rédactions en font déjà la démonstration. Le quotidien Sud Ouest, par exemple, développe depuis plusieurs années une politique structurée de valorisation de ses archives. Contrairement à La Dépêche du Midi, qui n'a pas choisi de prioriser une médiation archivistique et qui ne dispose donc d'aucune équipe dédiée à la valorisation de ses archives, le quotidien bordelais s'est doté d'un pôle d'archives et de valorisation intégré à sa direction de l'information. Selon sa documentaliste chargée de la valorisation des archives, ce service ne se contente pas de répondre à des demandes internes ponctuelles mais produit du contenu rétrospectif, accompagne des publications anniversaires, établit et alimente des partenariats avec des institutions publiques locales telles que le Musée d'Aquitaine et participe à des projets éditoriaux spécifiques à l'histoire du territoire. Dans un entretien accordé par cette dernière, elle souligne l'importance de ces projets dans la consolidation de l'identité du journal, mais aussi dans sa présence publique:

« La valorisation auprès des publics, c'est aussi ce qui nous inscrit dans le temps long, dans le territoire et pas seulement dans l'actualité. »

Ainsi, ce type d'initiatives montrent que des stratégies internes de valorisation peuvent s'appuyer sur des outils modestes mais efficaces tels que la présence et la publication sur les réseaux sociaux, d'articles historiques en ligne, d'exposition en partenariat avec des collectivités territoriales, et encore bien d'autres choses. Il ne s'agit pas toujours de numériser l'ensemble d'un fonds mais également de choisir avec soin des thématiques saillantes, de rendre visibles des documents à haute valeur symbolique, mémorielle, parfois même émotionnelle et de les mettre en dialogue et en récit avec le présent. En ce sens, une adaptation des médiations patrimoniales mises en avant par les institutions publiques tout en les adaptant à une logique éditoriale peut être aisément envisagée. Malgré la volonté d'une telle démarche, certains quotidiens peinent à sa mise en place et pour cause, le regard divergent des dirigeants de ces derniers sur la valorisation du fonds. Comme nous l'avons vu, à la Dépêche du Midi, aucun service dédié n'est constitué à ce jour, et l'unique documentaliste ne peut engager une politique proactive de valorisation, sans marge de manœuvre. Or, comme le souligne l'auteur Gérard Grunberg, la patrimonialisation ne repose pas uniquement sur la conservation mais aussi sur une capacité à produire du sens en faisant circuler les archives auprès de différents publics. En ce sens, le rapport aux archives

des journaux régionaux pourrait être repensé à l'image des modèles déployés dans le secteur public.

b. Circulation des archives: obstacles juridiques

Si les initiatives de valorisation internes ou institutionnelles contribuent à faire vivre les archives, encore faut-il que celles-ci puissent circuler véritablement. Or, en pratique, l'accès à ces dernières, aussi diverses soient-elles, qu'il soit interne ou externe, se heurte à une série d'obstacles juridiques. Ces archives, bien qu'elles soient un patrimoine d'intérêt général, restent avant tout des productions éditoriales soumises au droit privé, ce qui complexifie grandement leur mise à disposition, leur réutilisation ou même leur consultation libre. Dans ce contexte, la presse quotidienne régionale occupe une position particulièrement délicate puisqu'étant souvent une structure privée, cette dernière ne bénéficie pas de la souplesse des établissements publics d'archives et doit composer avec un cadre légal contraignant. Ces verrous affectent les formes de circulation des archives auprès du grand public, des institutions culturelles ou d'autres médias. Il s'agira alors dans cette sous-partie d'analyser ces freins à la circulation des archives de presse, en interrogeant successivement les difficultés juridiques qui compromettent ou freinent l'ouverture à plus grande échelle de ces ressources.

La circulation des archives journalistiques demeure freinée par un ensemble d'obstacles ou du moins, de contraintes juridiques. En effet, si la conservation et la diffusion de documents archivés participent à la transmission d'une mémoire collective, cette dernière se heurte régulièrement à des cadres légaux complexes, impliquant une articulation parfois délicate entre les principes de protection des données personnelles, les droits des personnes sur leur image, et la réglementation entourant la propriété intellectuelle. C'est dans cette tension que s'inscrit aujourd'hui la question de l'ouverture des archives de presse au public, tiraillée entre des aspirations patrimoniales fortes et un arsenal juridique de plus en plus structurant. Le premier verrou majeur est bien sûr celui posé par le règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), entré en vigueur dans l'Union Européenne en 2018⁶⁸. Selon plusieurs documents officiels de la CNIL⁶⁹⁷⁰, ce texte impose aux organismes traitant des données personnelles, y compris les médias, de justifier toute

⁶⁸ LEGIFRANCE. *Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles*. [en ligne]. (2018). Disponible sur: <<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037085952>> (Consulté le 12.03.25).

⁶⁹ CNIL. *Le règlement général sur la protection des données - RGPD*. [en ligne]. (2016). Disponible sur: <<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>> (Consulté le 17/04/25).

⁷⁰ CNIL. *Les durées de conservation des données*. [en ligne]. (2020). Disponible sur: <<https://www.cnil.fr/fr/passer-laction/les-durees-de-conservation-des-donnees>> (Consulté le 17/04/25).

conservation, de limiter la durée de traitement et d'assurer des conditions de sécurité adaptées. Or, les archives de presse, qu'elles soient textuelles, photographiques ou audiovisuelles, sont souvent riches en données identifiables telles que des noms, des visages, des lieux ou encore des témoignages. Cela signifie que leur consultation par un public élargi suppose la mise en œuvre de protections juridiques rigoureuses, voire de procédures d'anonymisation complexes, sans lesquelles la responsabilité de l'organisme peut être engagée. Ainsi, selon l'article 49 du RGPD, ce dernier prévoit bien des dérogations pour les situations particulières d' « archivage dans l'intérêt public » ou de « recherche scientifique ou historique », mais celles-ci supposent des garanties techniques spécifiques telles qu'un accès restreint ou une pseudonymisation, qui ne sont pas systématiquement en place dans les structures telles que des rédactions. De plus, à ce premier enjeu vient s'ajouter la question du droit à l'image qui constitue un autre point de friction fondamental. En effet, l'article 9 du code civil, complété par la jurisprudence⁷¹, consacre le droit de toute personne à s'opposer à la reproduction ou à la diffusion de son image sans consentement préalable, sauf dans le cadre de l'actualité immédiate ou de l'intérêt légitime d'information. Cependant, une grande partie des archives photographiques conservées dans les fonds de presse régionale concerne justement des visages, des scènes de rue, des événements publics ou semi-publics, parfois capturés il y a plusieurs décennies.

La question de la diffusion de ces images dans le cadre d'une mise en ligne des archives se pose alors, mais en l'absence d'un floutage systématique ou d'une autorisation explicite, la réponse est incertaine. De ce fait, certaines rédactions choisissent de limiter strictement l'accès à leurs fonds à des usages internes ou des demandes ponctuelles, par crainte d'engager leur responsabilité civile. Ces précautions renforcent alors la discrétion de certaines zones sensibles des archives telles que les photographies de mineurs, qui posent des cas de conscience éthiques autant que juridiques. Le troisième pilier juridique, tout aussi structurant, concerne la propriété intellectuelle, et plus précisément le droit d'auteur. En effet, en France, selon l'article L111-1 à L113-10 du Code de la propriété intellectuelle⁷², toute œuvre de l'esprit originale est automatiquement protégée, dès sa création, sans qu'aucune déclaration ne soit nécessaire. Cela concerne bien évidemment les articles, les photographies de presse mais également les maquettes ou illustrations publiées. Ce droit s'applique pendant toute la durée de vie de l'auteur, puis 70 ans après sa mort, selon l'article L123-1 du Code de la propriété intellectuelle, période durant laquelle toute reproduction ou

⁷¹ LEGIFRANCE. *Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 10 avril 2013, 11-19.530, Publié au bulletin. [en ligne]*. (2013). Disponible sur:

<<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000027303638/>> (Consulté le 22.04.25).

⁷² LEGIFRANCE. *Code de la propriété intellectuelle, Livre Ier : Le droit d'auteur (Articles L111-1 à L139-1) [en ligne]*. Disponible sur:

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006069414/LEGISCTA000006133323/> (consulté le 22.04.2025).

diffusion de l'œuvre nécessite l'accord des ayants droit. Dans le cas des journaux, cela pose des questions particulièrement délicates telles que la possession des droits sur un article signé d'un journaliste décédé ou encore les photographies dont l'auteur n'est pas toujours clairement identifié. De ce fait, à défaut de réponses simples, beaucoup de structures choisissent la prudence, ce qui retarde, voire bloque l'ouverture de certaines archives. A cette complexité juridique s'ajoute enfin une différence de traitement notable entre archives publiques et archives privées. En effet, tandis que les premières bénéficient d'un régime dérogatoire en vertu de l'article L212-3 du Code du patrimoine⁷³, permettant par exemple, de limiter le droit à l'effacement ou d'allonger les délais de conservation pour des raisons d'intérêt général, les secondes, comme celles d'un quotidien national ou régional, doivent se soumettre pleinement à l'ensemble des dispositions du RGPD, du droit d'auteur et du droit à l'image, sauf exception. Autrement dit, pour un journal tel que la Dépêche du Midi, rares sont les exceptions possibles sans avoir établi un cadre juridique complet. En somme, ces différents régimes juridiques parfois complémentaires ou concurrents dessinent une carte des contraintes qui peut freiner ou ralentir de manière structurelle l'ouverture large des archives journalistiques. Entre protection de la vie privée, respect de la propriété intellectuelle et régulation des données personnelles, le cadre légal impose une vigilance constante et une stratégie documentaire méticuleusement pensée. Ainsi, les obstacles juridiques semblent parfois limiter considérablement la mise à disposition publique des archives.

Nous nous proposons désormais de s'intéresser à un autre levier qui pourrait sembler prometteur, et qui serait celui de l'automatisation. En effet, les progrès technologiques récents laissent à penser que des possibilités nouvelles pour accompagner, faciliter voire remplacer certains processus manuels sont possibles. Cependant, nous pouvons nous demander si cette automatisation documentaire de plus en plus invoquée comme solution d'avenir miracle est aisément accessible et si elle tient véritablement ses promesses.

c. L'automatisation documentaire: perspectives ou mirage ?

Face à la masse croissante de documents numériques à traiter et à l'urgence de préserver des corpus en voie de dégradation, le recours à l'automatisation dans les pratiques documentaires s'impose comme une orientation cruciale. Depuis les technologies d'OCR permettant de transcrire automatiquement les textes numérisés, jusqu'aux outils

⁷³ LEGIFRANCE. *Code du patrimoine, Article L212-3, 1er juin 2009*. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI00037825470> (consulté le 22.04.2025).

d'intelligence artificielle capables d'identifier des visages ou de générer des métadonnées, les innovations se multiplient et tentent encore de se développer. Elles promettent ainsi un gain de temps considérable, une précision accrue dans l'indexation et une meilleure accessibilité des fonds. Pour autant, dans certaines structures, ces dispositifs peinent encore à être intégrés, notamment en raison d'un manque d'investissement, de formation ou de politique claire. A travers une analyse des outils existants, de leur appropriation inégale, et des usages potentiels dans un journal, cette section interrogera la réalité de l'automatisation documentaire dans le secteur des archives de presse: simple effet d'annonce ou mutation en cours ?

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les outils de gestion documentaire évoluent à grande vitesse sous l'effet des innovations technologiques, la promesse d'une automatisation partielle ou complète des tâches archivistiques semble ouvrir de nouvelles perspectives. L'automatisation documentaire, entendue ici comme étant l'intégration d'outils numériques capables de traiter, indexer, reconnaître ou encore classer des documents sans intervention humaine systématique, demeure un idéal compliqué à atteindre pour certaines rédactions. En effet, historiquement, selon un article à propos de la chronologie de l'OCR⁷⁴, les premières avancées en matière d'automatisation documentaire remontent à l'introduction de technologies d'OCR (Optical Character Recognition) dès les années 1950, et dès les années 1990, la technologie permet déjà de transformer des documents numérisés en fichiers textuels exploitables. Par ailleurs, le développement ultérieur de l'ICR (Intelligent Character Recognition) a permis d'affiner cette reconnaissance à l'écriture manuscrite, élargissant ainsi le champ des possibles notamment pour les archives anciennes. Ainsi, comme le démontre l'article *Les enjeux de la pérennité numérique*⁷⁵ publié par Arkhinéo, ces outils semblent s'inscrire dans une logique de protection et d'exploitation du patrimoine numérique notamment par le biais d'une meilleure accessibilité, interopérabilité et recherche documentaire. Toutefois, leur déploiement implique des investissements matériels, humains et techniques importants que seules les grandes institutions patrimoniales ou les groupes médias les plus solides peuvent assumer. Dans ce contexte, des institutions telles que l'INA apparaissent comme des pionniers. Dans un rapport publié par data.ina.fr le 30 septembre 2024⁷⁶, nous pouvons retrouver un descriptif détaillé des efforts déployés par l'INA pour développer des outils d'analyse automatique de ses archives audiovisuelles, fondés sur

⁷⁴ TRIFACT. Logiciels d'OCR : Chronologie des développements récents. 2024, Disponible sur: <<https://www.trifact365.com/fr/blog/logiciel-docr/>> (consulté le 02.03.2025).

⁷⁵ ARKHINEO. op. cit.

⁷⁶ INA. *data.ina.fr, le site qui donne à voir les données de l'INA [en ligne]*. Disponible sur: <<https://www.ina.fr/actualites-ina/data-donnees-visualisation-intelligence-artificielle-dataina>> (consulté le 07.05.2025).

l'intelligence artificielle. Par ailleurs, d'après le détail d'une offre de stage disponible sur le site de l'institut, les technologies utilisées sont la reconnaissance faciale, la transcription automatique des paroles (speech-to-text), l'identification d'objets ou de lieux ou encore l'analyse sémantique des contenus. En effet, ces innovations permettent un enrichissement automatisé des métadonnées, ce qui s'avère alors essentiel pour l'indexation et la valorisation à grande échelle des archives. Comme nous pouvons le lire sur le site de la BnF à propos de l'intelligence artificielle: « elle a acté [...] sa portée stratégique en se dotant dès 2021 d'une feuille de route dédiée, considérant l'IA comme un levier pour développer une gamme d'outils appliqués aux métiers de la bibliothèque, du catalogage à la conservation, en passant par la médiation culturelle et la gestion des collections. »

Cependant, il paraît nécessaire de rappeler que ces outils, bien qu'efficaces, nécessitent une supervision humaine presque constante afin d'éviter les erreurs en tout genre. De ce fait, à la Dépêche du Midi, le contraste est saisissant puisque, à titre d'exemple, la reconnaissance des visages sur les photographies d'archives repose encore sur des méthodes entièrement manuelles. Effectivement, la documentaliste passe, chaque jour, de longues heures à croiser des recherches Google, des pages Facebook ou Instagram, des trombinoscopes institutionnels ou encore des photographies en tout genre.

Ainsi, lorsqu'un visage lui est inconnu, cette dernière se heurte rapidement et frontalement aux limites de la mémoire humaine ainsi que de la recherche empirique et se retrouve alors désemparée. Par exemple, une scène particulièrement révélatrice est celle où la documentaliste a tenté d'identifier un élu local en vain et dont le nom lui est impossible à retrouver dans les articles concernés. Ainsi, cette dernière a finalement tenté un outil qui lui était inconnu en recherchant « reconnaissance visages » sur un moteur de recherche qui n'est autre que PimEyes, un outil de reconnaissance faciale payant. Bien évidemment, ce dernier n'a pu lui être accessible entièrement, faute de financement et de prise en charge par l'entreprise. Cette dernière a finalement réussi à retrouver l'homme à identifier grâce à une analyse approfondie des résultats partiellement disponibles sur l'outil et a exprimé la volonté de vouloir une telle mobilisation de la part de la direction afin de lui faciliter le travail. Cette anecdote traduit alors le constat plus global du manque de mobilisation des outils d'IA pourtant disponibles sur le marché, c'est pourquoi si l'automatisation documentaire semble aujourd'hui un horizon désirable et parfois même déjà installé depuis des années, elle reste en réalité un mirage pour certaines structures. A la Dépêche du Midi, aucun projet structuré d'intégration de l'IA n'est véritablement mis à l'œuvre bien qu'une réflexion semble exister sur le sujet et que certaines initiatives semblent émerger à la marge. Celles-ci sont freinées par une faible sensibilisation interne et des incertitudes sur les bénéfices concrets à court

terme, pourtant, selon un rapport mentionné lors d'un colloque de l'AAF⁷⁷, l'implémentation de l'IA dans les services documentaires pourrait diviser par deux le temps de traitement d'un fonds, à condition de disposer d'une infrastructure adaptée et d'un encadrement méthodologique rigoureux.

De plus, cette absence d'automatisation ne relève pas uniquement d'un défaut technique, mais également d'un arbitrage stratégique, puisque l'indexation manuelle, bien que chronophage, est souvent considérée comme plus fiable par les professionnels eux-mêmes. De plus, comme l'indique une étude de Bérangère Stassin publiée sur OpenEdition, les professionnels de l'information manifestent une méfiance vis-à-vis des solutions d'IA « boîte noire » dont les critères de classement et d'étiquetage ne sont pas toujours transparents ni maîtrisables. Ainsi, l'enjeu réside donc autant dans la fiabilité des résultats que dans l'acceptabilité professionnelle de ces outils. Enfin, il convient de rappeler que l'automatisation ne résout pas nécessairement, à elle seule, les enjeux documentaires: elle suppose un modèle de gouvernance, des budgets d'investissement ainsi qu'un accompagnement à la hauteur. Alors, dans le cas de la Dépêche du Midi comme dans celui de nombreux quotidiens régionaux, l'absence de moyens humains dédiés à la numérisation rend déjà très difficile la gestion classique du fonds, dès lors, envisager une automatisation documentaire sans stratégie préalable revient à déplacer le problème sans le résoudre. Ce n'est pas l'outil en soi qui fait défaut mais bien l'absence de cadre afin de l'intégrer efficacement. En conclusion, l'automatisation documentaire reste à la croisée des chemins entre promesse technologique et inertie institutionnelle. Si les exemples de l'INA ou de certaines structures muséales montrent la voie, ils ne peuvent masquer les inégalités structurelles entre les grands opérateurs du patrimoine et les acteurs de la presse régionale. A défaut d'une mutualisation des ressources ou d'un soutien public spécifique, ces disparités risquent de se creuser davantage, et l'accès aux archives de presse pourrait rester, pour longtemps encore, un chemin semé d'embûches.

⁷⁷ AAF. *Archives et intelligence artificielle*. [en ligne], 19 pages. Disponible sur: <chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcgjclefindmkaj/<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2024/09/aaf-archives-et-ia.pdf>> (consulté le 09.04.2025).

CONCLUSION

« On ne naît pas image d'archives, on le devient »: en empruntant cette formule à Julie Maeck et Matthias Steinle, ce mémoire a cherché à explorer ce devenir des archives journalistiques, et plus particulièrement celui d'un quotidien régional profondément ancré dans son territoire. A travers l'exemple de La Dépêche du Midi, il s'agissait alors d'interroger la manière dont une structure médiatique privée peut, consciemment ou non, participer à la construction d'une mémoire collective, tout en soulevant des défis concrets de conservation, de structuration documentaire et d'accessibilité dans un contexte numérique en constante expansion et évolution. En partant d'un stage effectué au sein du service archives de la Dépêche, ce travail a d'abord permis de plonger dans la réalité quotidienne d'un fonds journalistique, à la fois riche, vivant, mais également fragilisé en certains points. De plus, les pratiques documentaires observées, les outils techniques mobilisés et les missions réalisées ont mis en lumière une organisation empirique, marquée par un fort engagement individuel mais peu accompagnée sur le plan structurel. Cette étude de terrain a ainsi offert un point d'entrée concret vers des réflexions plus larges, tant sur le statut de la presse régionale dans l'écosystème mémoriel français, que sur les rôles respectifs des institutions publiques et privées dans la patrimonialisation de l'histoire locale. A travers une approche en trois volets, ce mémoire a tenté de souligner les spécificités des archives journalistiques de presse quotidienne régionale, au confluent du document, du témoignage et de la mémoire territoriale. Il a également tenté de montrer que les photographies, les articles et bien d'autres choses, deviennent, à mesure qu'ils sont conservés, les traces tangibles d'un monde révolu, d'un temps social et d'un territoire vivant. Pourtant, ce passage de l'actualité aux archives ne va pas de soi et dépend d'un traitement documentaire précis, d'une volonté éditoriale mais aussi d'une reconnaissance symbolique que peu de rédactions régionales ont les moyens de revendiquer pleinement. Ce travail a également permis de rappeler que les archives journalistiques ne sont pas uniquement des ressources internes à un média mais représentent également, pour la société dans son ensemble, un patrimoine en puissance. Ces dernières deviennent des instruments essentiels pour documenter l'histoire sociale, urbaine, culturelle et pour nourrir des travaux de recherche, d'enseignement ou même de création artistique, à condition bien évidemment, qu'elles soient rendues accessibles, interprétées et mises en contexte. En cela, leur valeur dépasse largement leur fonction première mais cette reconnaissance patrimoniale ne peut se concrétiser sans des choix volontaires, une politique archivistique affirmée ainsi que des moyens techniques, humains et juridiques à la hauteur des enjeux. En effet, face aux défis du numérique, de la

gestion documentaire ou de l'ouverture au public, La Dépêche du Midi apparaît comme un exemple emblématique du tiraillement que peuvent subir certaines structures, entre contraintes et rôle transmetteur de mémoire. A la différence de titres tels que le journal Sud Ouest, qui disposent d'équipes dédiées à la valorisation patrimoniale, la Dépêche peine encore à rendre visible l'ampleur et la richesse de ses archives, faute de soutien institutionnel ou de stratégie clairement définie. Or, dans un monde saturé d'informations instantanées, où l'éphémère tend à effacer le passé, la question de la mémoire journalistique devient de plus en plus cruciale et interroge le droit à l'oubli, les droits à l'image, mais également le devoir de mémoire. Cette dernière impose de penser les archives non pas comme un vestige figé, mais comme un outil actif de transmission, de reconnaissance et de mise en débat. Elle oblige aussi les institutions publiques comme privées à s'adapter, à coopérer pour que ces archives ne restent pas confinées à des usages internes ou purement utilitaires. En effet, ce type d'archives, lorsqu'il est laissé en friche, constitue aussi une forme d'oubli programmé. Ce mémoire a alors tenté de montrer que les archives journalistiques ne sont pas de simples documents « dormants » mais également les témoins d'une époque, les reflets d'un regard porté sur le monde et les traces d'une parole située dans l'histoire. En les réinterrogeant, en les valorisant, en les partageant, on ne préserve pas seulement un stock d'informations mais on redonne chair à des trajectoires oubliées, à des conflits locaux, des émotions collectives, des mémoires multiples qui façonnent le territoire. Il ne s'agit alors pas seulement d'archiver pour conserver, mais d'archiver pour comprendre et pour transmettre, peut-être même pour réparer certaines formes d'invisibilisation. Ainsi, si les archives n'existent que par les usages qu'on en fait, alors leur devenir dépend aussi de notre capacité à les faire vivre, à les réinventer et à les transmettre. Ce mémoire n'a pas vocation à clore ces réflexions, mais à les ouvrir car à travers l'étude d'un quotidien régional, c'est une réflexion plus vaste qui s'engage sur la mémoire, la presse et la manière dont une société choisit, ou non, de se souvenir.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE REVUE

ADER, Basile. Quels sont les droits des personnes filmées et interviewées dans la presse ?. *Lefebvre Dalloz.* [en ligne]. 2021. Disponible sur: <https://www.efl.fr/actualite/droits-personnes-filmees-interviewees-presse_f6b7a0685-bd28-4a5f-801c-f0ba1394390b> (Consulté le 11/03/25).

ALMEIDA, Rodrigo., BERNADORI, Claire., CHEUNG, Jean-Paul., CHEVALIER, Françoise., LE VAN HO, Mireille., CUBAUD, Pierre., RACZYNSKI, Karine. Le Conservatoire numérique : enjeux et perspectives de la numérisation documentaire. *La numérisation du patrimoine technique.* [en ligne]. 2009, p. 61-72; Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/dht/116>> (consulté le 27.05.2025).

AMBROISE-RENDU, Anne-Claude., OLIVESI, Stéphane. Du patrimoine à la patrimonialisation. Perspectives critiques. *Diogène.* [en ligne]. 2017, p. 265-279. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-diogene-2017-2-page-265?lang=fr&tab=texte-integral>> (Consulté le 03.04.2025).

BARASH, Andrew Jeffrey. Qu'est-ce que la mémoire collective ? *De métaphysique et de morale.* [en ligne]. 2006, p. 185 à 195. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-de-metaphysique-et-de-moral-2006-2-page-185?lang=fr>> (consulté le 10.02.2025)

BONNAUD-LE-ROUX, Samuel. La propriété matérielle des archives photographiques de presse. Enjeux juridiques. *In Situ, Revue des patrimoines.* [en ligne]. 2018, 14 pages. Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/insitu/17906>> (Consulté le 13.03.25).

BORSENBERGER, Claire., MULLER-VIBES, Catherine. L'impact d'Internet sur la presse écrite française – Augmenter le prix de couverture est-il une bonne stratégie pour améliorer la rentabilité ?. *Revue d'économie politique.* [en ligne]. 2019, pages 937-965. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-d-economie-politique-2019-6-page-937?lang=en>> (consulté le 08.05.2025).

BRESSON, Vincent. La reconnaissance d'images peut-elle aussi profiter aux médias ? *La Revue des médias.* [en ligne]. 2019. Disponible sur: <<https://larevuedesmedias.ina.fr/la-reconnaissance-dimages-peut-elle-aussi-profiler-aux-medias#:~:text=Depuis%20d%C3%A9j%C3%A0%20plusieurs%20ann%C3%A9es%2C%20les%20versions%20cor%C3%A9enne%20et%20am%C3%A9ricaine>> (consulté le 03.05.2025).

BULA, Sandrine. Les archives photographiques de presse aux Archives nationales: un patrimoine adventice ?. *In Situ, Revue des patrimoines.* [en ligne]. 2018, 20 pages.

Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/insitu/17609#quotation>> (Consulté le 13.03.25).

CLESSE, Joël., COURBAN, Maxime. Organiser les masses: le traitement des archives photographiques du journal L'Humanité. *In Situ, Revue des patrimoines*. [en ligne]. 2018, 23 pages. Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/insitu/17878>> (Consulté le 13.03.25).

COLET, Aude. Le plan de classement des documents dans un environnement électronique : concepts et repères. *La Gazette des archives*. [en ligne]. 2012, 228 pages. Disponible sur: <https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2012_num_228_4_4998> (consulté le 17.05.2025).

CREPEL, Maxime. Les folksonomies comme support émergent de navigation sociale et de structuration de l'information sur le web. *Réseaux* [en ligne]. 2008, pages 169-204. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-reseaux1-2008-6-page-169?lang=fr>> (consulté le 17.05.2025).

DOOM, Vincent. Indexation et analyse archivistiques : vers une recherche documentaire intégrale. *La Gazette des archives*. [en ligne]. 2001, 192 pages. Disponible sur: <https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2001_num_192_1_4303> (consulté le 20.04.2025).

DURIEUX, Valérie. Collaborative tagging et folksonomies. *Les cahiers du numérique*. [en ligne]. 2010, pages 69-80. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-les-cahiers-du-num%C3%A9rique-2010-1-page-69?lang=fr>> (consulté le 20.04.2025).

GRAILLES, Bénédicte. Images du quotidien et patrimoines sociaux : la mise en images d'archives. *L'image d'archives*. [en ligne]. 2017, p. 199-214. Disponible sur: <<https://books.openedition.org/pur/46543?lang=fr>> (consulté le 20.04.2025).

JANSSENS, Pauline. RGPD: le rôle de l'archiviste. *Association des archivistes français*. [en ligne]. 2022. Disponible sur: <<https://www.archivistes.org/RGPD-le-role-de-l-archiviste>> (Consulté le 03/05/25).

LE MAÎTRE, Stéphanie. Du stockage physique à la valorisation numérique des archives photographiques de presse. *Le Temps des Médias*. [en ligne]. 2022, p. 15-22. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2022-2-page-15?lang=fr>> (Consulté le 03.04.2025).

LEROY, Caroline. Florence Descamps, Archiver la mémoire. De l'histoire orale au patrimoine immatériel. *OpenEditions*. [en ligne]. 2019, pages 216. Disponible sur: <<https://journals.openedition.org/lectures/45333>> (consulté le 14.06.2025).

LEROUX, Gérard., MORINIERE, Hélène. La photothèque en ligne de l'Agence France-Presse. *La Gazette des archives*. [en ligne]. 1998, pages 180-181. Disponible sur:

<https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_1998_num_180_1_3517> (consulté le 27.05.2025).

MALLET, J. La mise en ligne des documents figurés. *Droit(s) des archives*. [en ligne]. 2016. Disponible sur: <<https://siafdroit.hypotheses.org/653>> (Consulté le 10/03/25).

MARTIN, Marc. Espace et temps de l'information du quotidien de province : la naissance des éditions locales (fin du xixe siècle-début du xxe siècle). *OpenEditionBooks*. p.51-72. Disponible sur: <<https://books.openedition.org/pufr/1397>> (consulté le 14.03.2025).

MATHIEN, Michel. Le journalisme professionnel face aux mutations de l'information et de la communication : déroute des valeurs ou réaction ? *Diogène*. [en ligne]. 1998, p. 11-42. Disponible sur: <https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1998_num_37_1_1372> (consulté le 14.05.2025).

ORIANNE, Jean-François. Collective ou sociale ? La mémoire neuve de Maurice Halbwachs. *Neuropsychologie*. [en ligne]. 2018, p. 293-297. Disponible sur: <<https://stm.cairn.info/revue-de-neuropsychologie-2018-4-page-293?lang=fr>> (consulté le 14.05.2025).

PREMEL, Benjamin. La numérisation de la presse rétrospective à la BnF. *Le Temps des médias*. [en ligne]. 2007, pages 267-278. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2007-1-page-267?lang=fr>> (consulté le 05.03.2025).

RICARD, Bruno. Le RGPD et les archives. *Hypotheses*. [en ligne]. 2018, Disponible sur: <<https://siafdroit.hypotheses.org/792>> (consulté le 14.05.2025).

TRIFACT. Logiciels d'OCR : Chronologie des développements récents. 2024, Disponible sur: <<https://www.trifact365.com/fr/blog/logiciel-docr/>> (consulté le 02.03.2025).

VIDAL-BENEYTO, José. La construction de la mémoire collective. *Diogène*. [en ligne]. 2003, p. 17 à 28. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/revue-diogene-2003-1-page-17?lang=fr>> (consulté le 14.05.2025)

CONGRÈS

L'ASSOCIATION CANADIENNE DES SCIENCES DE L'INFORMATION. *Partage de l'information dans un monde fragmenté : Franchir les frontières*, [en ligne], mai 2007, MONTRÉAL. 2008, 16 pages. Disponible sur: <https://shs.hal.science/sic_00202440/> (consulté le 20.03.2025).

MÉMOIRES

BREUQUE, Émilie. *Étude et réflexion à propos d'un projet de numérisation d'un fonds photographique*. Mémoire de Master 1 mention ICD. Lille: Université Lille 3, 2007, 62 pages.

FOURCADE, Audrey. *De l'actualité à l'image: les fondements et perspectives des images de presse au sein d'une entreprise régionale*. Mémoire de fin d'étude de licence professionnelle communication éditoriale et digitale. Bordeaux: IUT Montaigne Bordeaux 3, 2015.

HUYGHE, Carole. *L'indexation des photos numériques*. Mémoire de maîtrise en sciences de l'information et de la documentation. Lille: Université Lille 3, 2000, 85 pages.

LLOSA, Marie. *Rapport de stage et mémoire théorique*. Mémoire de master II Archives et images DAM. Toulouse: Université Toulouse Jean Jaurès, 2009.

MARTIN, Eugénie. *Les modèles de valorisation de la presse ancienne en France*. Mémoire de diplôme de conservateur de bibliothèque. Lyon: Université de Lyon, 2023, 139 pages.

OUVRAGES

ALMASY, Paul., DAVID, Francis., GARNIER, Claude. KATTNIG, Cécile. *Le photojournalisme : informer en écrivant avec des images*. Paris : Éditions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1990, 255 pages.

AMALVI, Christian., PECH, Rémy. *Mémoires plurielles de la Haute-Garonne*. Paris: Éditions Privat, 2012, 336 pages.

BAYLET, Jean-Michel. 150 ans de la Dépêche du Midi. Toulouse: Groupe La Dépêche, 2021 95 pages.

DERRIDA, Jacques. *Mal d'archive*. Paris: Galilée: 1995, 154 pages.

DESCAMPS, Florence. *Les sources orales et l'histoire: récits de vie, entretiens, témoignages oraux*. Paris: Editions Bréal, 2006, 287 pages.

FARGE, Arlette. *Le goût de l'archive*. Paris: Seuil, 1989, 160 pages.

HALBWACHS, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel, 1994, 374.

LAVOIE, Vincent. *Photojournalismes. Revoir les canons de l'image de presse*. Paris : Hazan, 2010, 239 pages.

MAECK, Julie., STEINLE, Matthias. (dir.) *L'image d'archives. Une image en devenir*. Rennes : PUR, 2016, 339 pages.

NORA, Pierre. *Les lieux de mémoire*. Paris: Gallimard, 1997, 1664 pages.

POIVERT, Michel. *50 ans de photographie française: De 1970 à nos jours*. Paris: Textuel, 2019, 408 pages.

OUVRAGES EN LIGNE

BLANDIN, Claire,. GARCIN-MARROU, Isabelle. Le temps long des archives de presse. In: *En quête d'archives: Bricolages méthodologiques en terrains médiatiques*. [en ligne]. Paris: INA, 2018, 202 pages. Disponible sur: <<https://shs.cairn.info/en-quete-d-archives--9782869382503-page-43?lang=fr>> (consulté le 25.05.2025).

LECOSSAIS, Sarah,. *En quête d'archives: Bricolages méthodologiques en terrains médiatiques*. [en ligne]. Paris: INA, 2018, 202 pages. Disponible sur: <https://stm.cairn.info/numero/INA_LECOS_2018_01?lang=en> (consulté le 15.04.2025)

RAPPORTS

AAF. *Archives et intelligence artificielle*. [en ligne], 19 pages. Disponible sur: <<chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2024/09/aaf-archives-et-ia.pdf>> (consulté le 09.04.2025).

BNF. *La programmation de la numérisation des collections de la bnf 2017-2021*, [en ligne], 21 pages. Disponible sur: <chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.bnf.fr/sites/default/files/2019-03/charter_documentaire_numerisation_collections_perspectives.pdf> (consulté le 07.03.2025).

INRS. *Guide des bonnes pratiques en gestion des documents numériques*, [en ligne], 33 pages. Disponible sur: <chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.sagd.inrs.ca/wp-content/uploads/2020/01/MAN_2019_Guide_Bonnes_Pratiques_VF.pdf> (consulté le 07.03.2025).

GROUPE LA DÉPÈCHE. *Au cœur du Grand Sud, le Groupe La Dépêche du Midi est un groupe tourné vers le futur*. 35 pages.

GROUPE LA DÉPÈCHE. *Le guide des correspondants de presse « INFORMER PAR L'IMAGE »*. 37 pages.

UNAF. *Comment mettre en place le RGPD dans les services ?*, [en ligne]. 118 pages. Disponible sur: <<chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcglclefindmkaj/https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.f>>

[r/sites/pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/guide_unaf_comment_mettre_en_place_le_rgpd_dans_les_smjpm.pdf](https://sites/pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/guide_unaf_comment_mettre_en_place_le_rgpd_dans_les_smjpm.pdf) (consulté le 07.03.2025).

UNIVERSITY OF OXFORD. *Rapport d'actualité numérique 2024.*, [en ligne]. Disponible sur: <<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024>> (consulté le 11.03.2025).

SITOGRAPHIE

ANTIQUES PLUS. *Les archives de presse : une mine d'or pour les journalistes et les historiens* [en ligne]. (date de création inconnue). Disponible sur: <<https://www.antiques-plus.com/les-archives-de-presse-une-mine-d-or-pour-les-journalistes-et-les-historiens/>> (consulté le 26.05.2025).

ARCHIMAG. "L'intelligence artificielle a sa place dans le monde des archives" [en ligne]. (modifié le 09/11/2023) Disponible sur: <[https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2023/02/20/intelligence-artificielle-place-dans-monde-archives#:~:text=L%27intelligence%20artificielle%20\(IA\),reconnaissance%20automatique%20des%20caract%C3%A8res%20manuscrits](https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2023/02/20/intelligence-artificielle-place-dans-monde-archives#:~:text=L%27intelligence%20artificielle%20(IA),reconnaissance%20automatique%20des%20caract%C3%A8res%20manuscrits)> (consulté le 27.03.2025).

ARKHINEO. *Les enjeux de la pérennité numérique* [en ligne]. (20.03.2025) Disponible sur: <<https://arkhineo.com/les-enjeux-de-la-perennite-numerique/#:~:text=Les%20d%C3%A9fis%20majeurs%20de%20la%20p%C3%A9rennit%C3%A9%20num%C3%A9rique&text=L%27obsolescence%20technologique%2C%20avec%20l,ou%20d%C3%A9truire%20des%20archives%20essentielles>> (consulté le 04.05.2025).

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES. *La collecte d'archives numériques : quelles stratégies ?* [en ligne]. (modifié le 17.05.2018) Disponible sur: <<https://www.archivistes.org/La-collecte-d-archives-numeriques-quelles-strategies>> (consulté le 03.04.2025).

ASSOCIATIONS.GOUV.FR. *Droit d'auteur et droit à l'image*. [en ligne]. (Mis à jour le 06/09/16). Disponible sur: <<https://www.associations.gouv.fr/droit-d-auteur-et-droit-a-l-image.html>> (Consulté le 10/04/25).

BNF. *BnF-Partenariats* [en ligne]. Disponible sur: <<https://www.bnf.fr/fr/bnf-partenariats>> (consulté le 21.05.2025).

BNF. *Dublin Core*. [en ligne]. Disponible sur: <<https://www.bnf.fr/fr/dublin-core>> (consulté le 21.05.2025).

BNF. *Indexation sujet : les référentiels utilisés par la BnF*. [en ligne]. Disponible sur: <<https://www.bnf.fr/fr/indexation-sujet-les-referentiels-utilises-par-la-bnf#:~:text=L%27indexation%20exprime%20le%20sujet.r%C3%A9f%C3%A9rentiels%20pour%20indexer%20les%20documents>> (consulté le 21.05.2025).

BNF. *L'intelligence artificielle à la BnF*. [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.bnf.fr/fr/intelligence-artificielle-la-bnf>> (consulté le 23.04.2025).

BNF. *Normes Afnor de catalogage*. [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.bnf.fr/fr/normes-afnor-de-catalogage>> (consulté le 21.05.2025).
BNF. *Autorités RAMEAU*. [en ligne]. Disponible sur: <<https://rameau.bnf.fr/utilisation/liste>>
(consulté le 21.05.2025).

CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL. *Droits d'auteur des journalistes: mode d'emploi*. [en ligne]. Disponible sur:
<<https://cfdt-journalistes.fr/droits-dauteur-des-journalistes-mode-demploi/>> (Consulté le 17/02/25).

CNIL. *Le règlement général sur la protection des données - RGPD*. [en ligne]. (2016).
Disponible sur: <<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>> (Consulté le 17/04/25).

CNIL. *Les durées de conservation des données*. [en ligne]. (2020). Disponible sur:
<<https://www.cnil.fr/fr/passer-laction/les-durees-de-conservation-des-donnees>> (Consulté le 17/04/25).

ENSSIB. *Droits d'auteurs images d'archives*. [en ligne]. (2023). Disponible sur:
<<https://questions-reponses.enssib.fr/question/droits-dauteurs-images-darchives#:~:text=Les%20images%20d%27archives%20sont%20soumises%20au%20droit%20d%27auteur.dans%20une%20nouvelle%20oeuvre%20audiovisuelle>> (Consulté le 06/02/25).

ENSSIB. *La différence entre un plan de classement et un thésaurus* [en ligne]. (modifié le 06.05.2022). Disponible sur:
<<https://questions-reponses.enssib.fr/question/la-difference-entre-un-plan-de-classement-et-un-thesaurus#:~:text=Ainsi%20un%20th%C3%A9saurus%20est%20un.classement%20organise%20physiquement%20les%20collections>> (consulté le 21.05.2025).

DAVALLON, Jean. *Une patrimonialisation des archives ?* [en ligne]. Disponible sur:
<<chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcglclefindmkaj/https://shs.hal.science/halshs-01220537/document>> (consulté le 13.02.2025).

FOTOSTATION. *Fotostation* [en ligne]. Disponible sur: <<https://fotostation.com/features/>>
(consulté le 12.04.2025).

GROUPE PRO ARCHIVES. *L'OCR, histoire d'une technologie révolutionnaire*. [en ligne].
Disponible sur: <<https://www.proarchives.fr/ocr-histoire-d-une-technologie-revolutionnaire/>>
(consulté le 07.05.2025).

INA. *data.ina.fr, le site qui donne à voir les données de l'INA* [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.ina.fr/actualites-ina/data-donnees-visualisation-intelligence-artificielle-dataina>>
(consulté le 07.05.2025).

INA. *L'archivage audiovisuel* [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.ina.fr/offres-et-services/archivage-audiovisuel>> (consulté le 21.05.2025).

INATHEQUE. Disponible sur:
<https://catalogue.ina.fr/doc/ECRIT/DE_25494/ina-departement-recherche-rapport-d-activite-2014> (consulté le 07.05.2025).

LEGIFRANCE. *Arrêté du 24 janvier 1983 enrichissement du vocabulaire de l'audiovisuel et de la publicité; en annexe 1er: expression des termes inscrits après avis de l'académie française; délai d'utilisation obligatoire de ces termes* [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000323273>> (consulté le 22.04.2025)

LEGIFRANCE. *Code de la propriété intellectuelle, Livre 1er : Le droit d'auteur (Articles L111-1 à L139-1)* [en ligne]. Disponible sur:
<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006069414/LEGISCTA000006133323> (consulté le 22.04.2025).

LEGIFRANCE. *Code du patrimoine, Article L212-3, 1er juin 2009.* [en ligne]. Disponible sur: <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037825470> (consulté le 22.04.2025).

LEGIFRANCE. *Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 10 avril 2013, 11-19.530, Publié au bulletin.* [en ligne]. (2013). Disponible sur:
<<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000027303638>> (Consulté le 22.04.25).

LEGIFRANCE. *Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.* [en ligne]. (2018). Disponible sur:
<<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037085952>> (Consulté le 12.03.25).

LE MAÎTRE, Stéphanie. *La valorisation numérique du patrimoine photographique de presse.* In: Presse et Patrimoine [en ligne]. (Modifié le 20.06.2022.) Disponible sur:
<<https://www.medias19.org/publications/presse-et-patrimoine/la-valorisation-numerique-du-patrimoine-photographique-de-presse>> (consulté le 03.04.2025).

LEMESLE, Philippe. *Pourquoi l'absence de gestion documentaire coûte cher ?* [en ligne]. (modifié le 24.08.2016). Disponible sur:
<<https://www.journaldunet.com/solutions/dsi/1183609-pourquoi-l-absence-de-gestion-documentaire-coute-cher/>> (consulté le 17.05.2025).

MIFC. *Case study - A.I use case: Tools developed by INA to promote its audiovisual heritage* [en ligne]. Disponible sur:
<<https://www.mifc.fr/en/actualit%C3%A9s/case-study-a-i-use-case-tools-developed-by-ina-to-promote-its-audiovisual-heritage.html>> (consulté le 20.03.2025).

MINISTÈRE DE LA CULTURE. *440 journaux anciens d'Occitanie à feuilleter sur Gallica !* [en ligne]. (publié le 15.04.2024). Disponible sur:
<<https://www.culture.gouv.fr/regions/drac-occitanie/actualites/actualite-a-la-une/440-journaux-anciens-d-occitanie-a-feuilleter-sur-gallica>> (consulté le 08.04.2025).

MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Garantir la pérennité et l'accès aux archives publiques numériques* [en ligne]. (modifié le 03.02.2025). Disponible sur:
<https://www.culture.gouv.fr/fr/thematiques/innovation-numerique/le-modele-francais-et-europeen-a-l-heure-du-numerique/garantir-la-perennite-et-l-acces-aux-archives-publiques-numeriques#:~:text=Une%20offre%20d%27archivage%20inter%C3%A9dit%C3%A9,de%20syst%C3%A8me%20d%27archivage%20%C3%A9lectronique> (consulté le 03.04.2025).

MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Numérisation de la presse locale : un plan en Hauts-de-France* [en ligne] (publié le 30.10.2023). Disponible sur:
<https://www.culture.gouv.fr/fr/regions/drac-hauts-de-france/actualites/Numerisation-de-la-presse-locale-un-plan-en-Hauts-de-France#:~:text=Un%20plan%20de%20num%C3%A9risation%20coordonn%C3%A9e,%27AR2L%20Hauts%2Dde%2DFrance&text=conservant%20des%20titres%20de%20presses,France%20a%20retenu%20ce%20projet> (consulté le 28.05.2025).

GABRIELLE, Sophie., *Presse Locale*. [en ligne]. Disponible sur:
<https://rosalis.bibliotheque.toulouse.fr/rosalis/fr/content/presentation-presse-locale> (consulté le 08.04.2025).

SER. *Utiliser un plan de classement pour structurer son système de stockage de dossiers* [en ligne]. (modifié le 12.04.2025). Disponible sur:
<https://www.sergroup.com/fr/blog/article/systeme-stockage-dossier.html> (consulté le 03.04.2025).

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Du papier au numérique : l'épopée de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale. In: *Première Lecture* [en ligne]. (modifié le 20.02.2023) Disponible sur:
<https://premierelecture.bibliotheque.assnat.qc.ca/2023/12/20/du-papier-au-numerique-le-point-de-la-gestion-documentaire-a-lassemblee-nationale/> (consulté le 23.05.2025).

BLOCK, Christian., KLEREN Lex. La mémoire numérique des journaux. In: *Lëtzebuerger Journal* [en ligne]. (modifié le 06.11.2023) Disponible sur:
<https://journal.lu/fr/la-memoire-numerique-des-journaux> (consulté le 23.05.2025).

TRANT, J. Étude du marquage social et de la folksonomie : une revue et un cadre. In: *Journal de l'information numérique* [en ligne]. (publié le 12.01.2009) Disponible sur:
<https://jodi-ojs.tdl.org/jodi/article/view/269> (consulté le 23.05.2025).

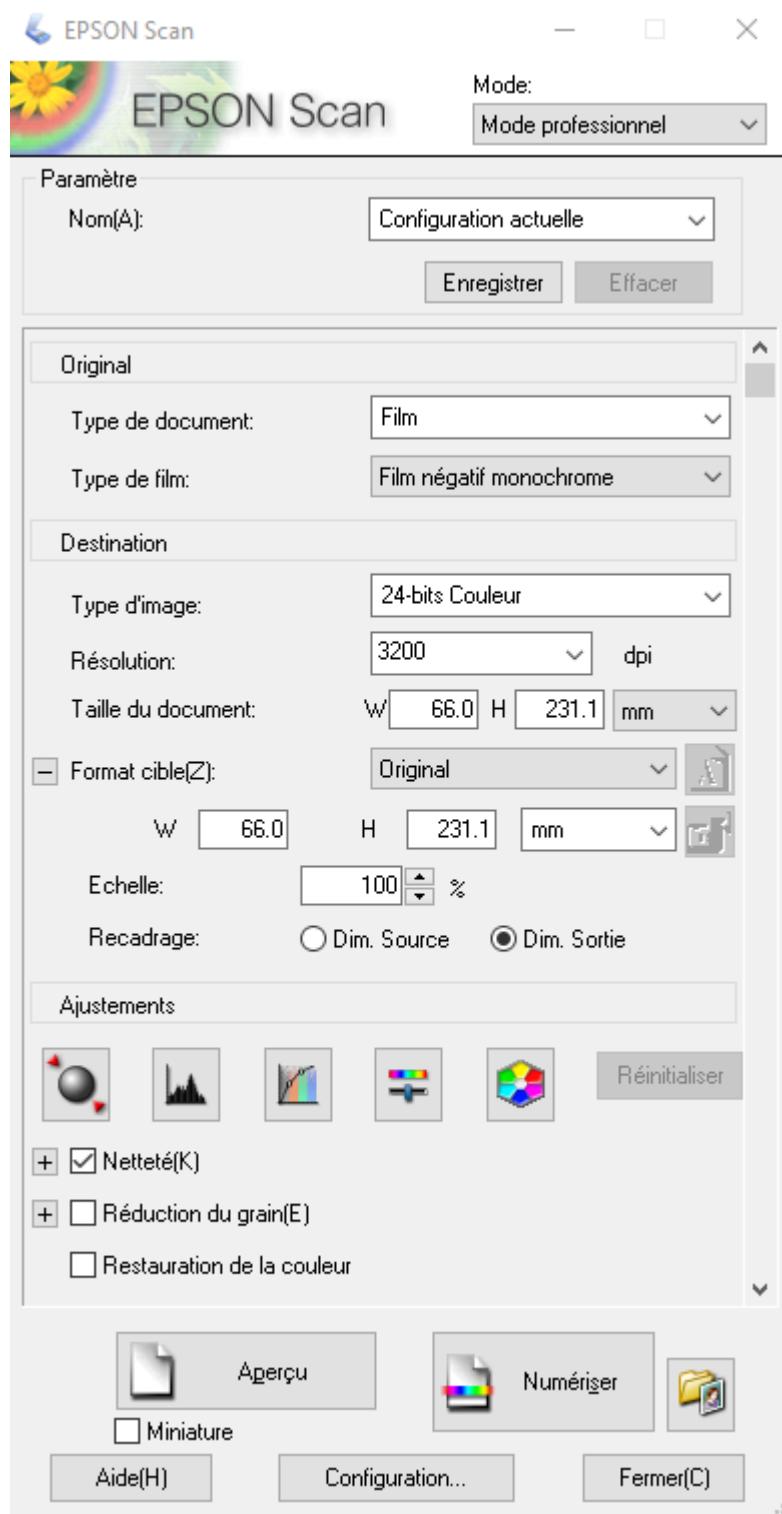
ANNEXES

♦ Annexe 1



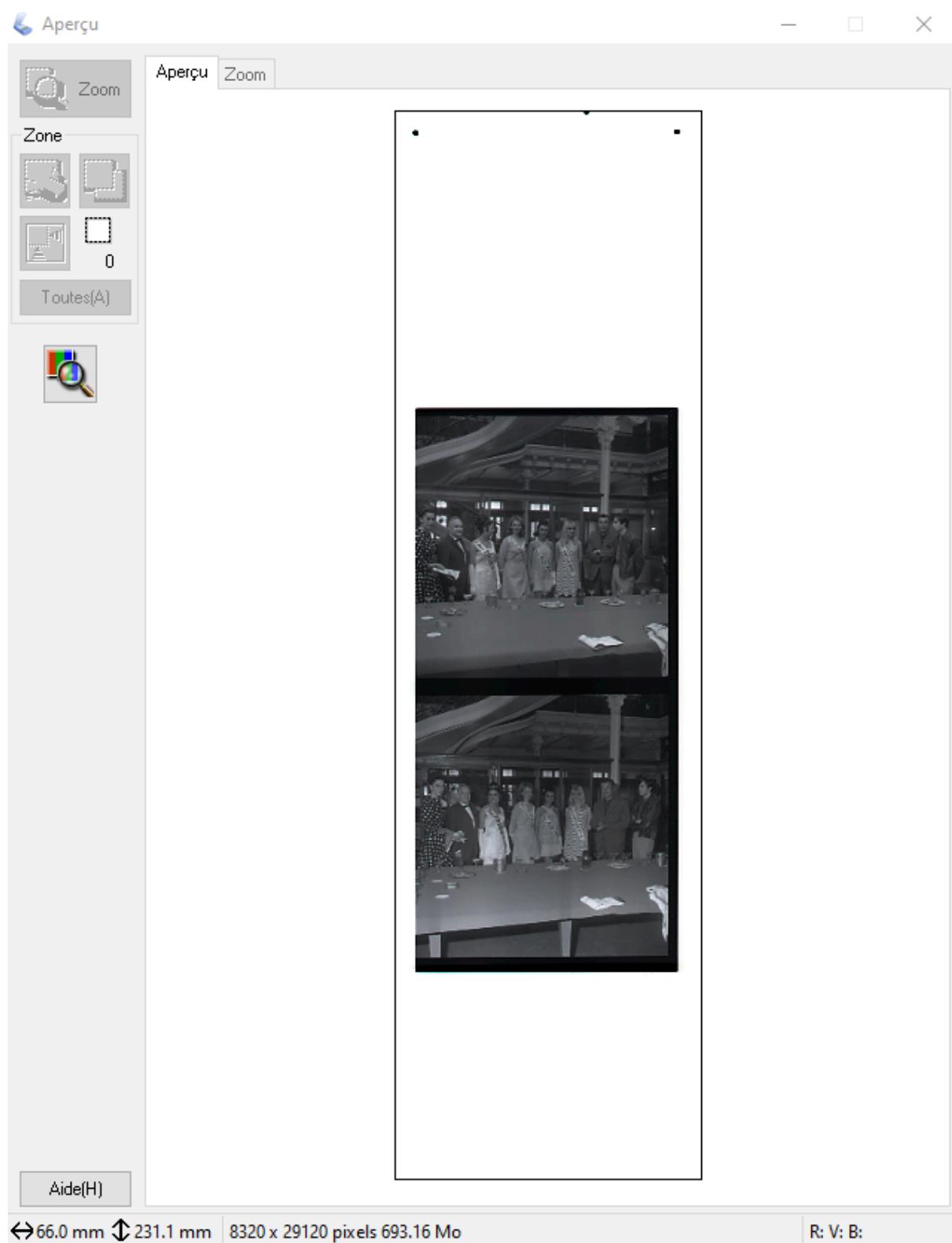
Illustrations tirées des Suppléments Illustrés de *la Dépêche du Midi*, crédits: DDM.

◆ Annexe 2



Capture d'écran des données à configurer dans le pilote Epson Scan, avant numérisation.

♦ Annexe 3



Capture d'écran de négatifs en miniatures prévisualisées, avant numérisation.

♦ Annexe 4



Photographies de dégradations d'archives au sein de locaux annexes de la DDM.